

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET KIM

COMMUNE DE NGAMBÉ TIKAR

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALISATION AND
TERRITORIAL ADMINISTRATION

CENTRE REGION

MBAM AND KIM SUB DIVISION

NGAMBÉ TIKAR COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE NGAMBÉ TIKAR



TOME 1

Réalisé avec l'appui

Financier du :



Programme National de Développement Participatif

Technique du :



Centre d'Appui aux Femmes Et aux Ruraux
BP 13688 Tél. : 22 20 03 47 / Bangangté : BP
9356, Tél : 33 03 11 40--Fax : 22 20 03 48
Email : cafer@camnet.cm Site Web :
www.cafer-cameroun.org,

NOVEMBRE 2013

SOMMAIRE

RESUME DU PCD.....	3
LISTE DES ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES PHOTOS.....	10
LISTE DES CARTES.....	11
LISTE DES ANNEXES.....	11
INTRODUCTION.....	12
1.1 Contexte et justification.....	13
1.2 Objectifs du PCD.....	13
1.3 Structure du document.....	14
CHAPITRE II :METHODOLOGIE.....	15
2.1 Préparation de l'ensemble du processus.....	16
2.2 Collecte des informations et traitement.....	18
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	19
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	20
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	20
CHAPITRE III :PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	21
3.1 Localisation de la commune.....	23
3.2 Milieu humain.....	29
3.3 Principales infrastructures par secteur.....	36
3.4 Principales potentialités et ressources de la Commune.....	39
CHAPITRE IV :SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	40
4.1 Synthèse du DIC.....	41
4.2 Synthèse des données sur la petite enfance.....	44
4.3 Synthèse des données sur les changements climatiques.....	46
4.4 Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires.....	58
CHAPITRE V :PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	64
5.1 Vision et objectifs du PCD.....	65
5.2 Cadres logiques par secteur.....	66
CHAPITRE VI :PROGRAMMATION.....	125
6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	126
6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT.....	130
6.3 Plan d'investissement annuel (PIA).....	138
6.4 Plan de Passation des marchés du PIA.....	147
CHAPITRE 7 :MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	150
7.1 Composition du comité de suivi-évaluation.....	151
7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	151
7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	152
7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	152
CHAPITRE VIII :PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	153
CONCLUSION.....	157
BIBLIOGRAPHIE.....	159
ANNEXES.....	160

RESUME DU PCD

Créée en 1995, la Commune de Ngambé Tikar est située dans l'arrondissement du même nom, département du Mbam et Kim, dans la Région du Centre. Le PCD de Ngambé Tikar s'élabore dans un contexte marqué par d'importantes réformes qui se sont traduites par l'adoption de cadres d'orientation stratégique dont les plus importants sont :

- les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- la vision du Cameroun à l'horizon 2035
- le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

La commune de Ngambé Tikar ayant pris conscience de l'importance de cet outil s'est engagée dans son élaboration avec le soutien financier du PNDP et l'appui technique du CAFER. L'objectif principal de la mission d'actualisation du Plan de Développement Communal (PDC) était de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

La méthodologie d'élaboration du PCD de la Commune de Ngambé Tikar, ayant mis un accent sur l'analyse systématique des 29 secteurs de développement, s'articulait autour de sept étapes, conformément au guide de planification. Le diagnostic participatif s'est déroulé à travers trois exercices : le diagnostic participatif niveau village (DPNV), le diagnostic institutionnel communal (DIC) et le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC).

La population est estimée à environ 21 084 habitants. Les principales activités économiques sont concentrées autour de l'agriculture, de l'exploitation forestière et du commerce.

Les recettes fiscales stagnent et montrent même une tendance à la réduction, ce qui peut trouver son explication dans la crise du secteur du bois. Les CAC sont en constante évolution.

Les problèmes de développement de la Commune mis en évidence à l'issue du diagnostic sont :

- la faible productivité agricole,
- la difficulté d'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité,
- la difficulté de déplacement et d'accès à l'arrondissement,
- la difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique,
- le faible développement des activités commerciales.

Au regard de ces problèmes, la vision de développement de la Commune est la suivante : *«A l'horizon 2025, la Commune de Ngambé Tikar est un centre économique prospère, désenclavé et électrifié, géré par une institution forte, dont la population a un accès suffisant aux services sociaux de base et valorise son potentiel culturel dans un contexte d'intégration progressive des préoccupations des personnes vulnérables et peuples autochtones dans les actions de développement durable».*

Ainsi, les actions prévues dans le PCD visent à :

- Accroître la production agricole ;

- Accroître durablement les recettes propres de la Commune ;
- Faciliter les déplacements de Ngambé Tikar vers les autres localités et communes voisines ;
- Améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau potable au sein de l'espace communal ;
- Faciliter l'accès des habitants de la Commune à des soins de santé de qualité ;
- Faciliter l'accès des jeunes à une éducation primaire et une éducation secondaire de qualité.

Le coût estimatif du PCD, correspondant à la somme des coûts relatifs aux actions prévues dans les cadres logiques d'intervention par secteur est de 17 325 260 CFA. Le montant total du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT 2014 – 2016) est de l'ordre de 771030 000 050 000 FCFA. En ce qui concerne le PIA, le coût pour l'année 2014 est de 503 030 000 FCFA.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACD	: Agent Communal de Développement
ACF	: Agent Communal Financier
AEDH	: Association pour l'Enfance Déshéritée et Handicapée
AES SONEL	: American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun
AFEDEM	: Association des Femmes pour le Développement du Mbam et Kim et du Mbam et Inoubou
AGR	: Activité(s) Génératrice(s) de Revenus
AHNT	: Association des Handicapés de Ngambé Tikar
APEE	: Association des Parents d'Elèves et Enseignants
BIP	: Budget d'Investissement Public
CA	: Compte Administratif
CAC	: Centimes Additionnels Communaux
CAFER	: Centre d'Appui aux Femmes Et aux Ruraux
CAMPOST	: Cameroon Postal Service
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications
CC	: Comité de Concertation
CD	: Comité de Développement
CEAC	: Centre d'Education et d'Animation Communautaires
CEFAM	: Centre de Formation de l'Administration Municipale
CES	: Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	: Collège d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial
CMA	: Centre Médical d'Arrondissement
CMPJ	: Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNLS	: Comité National de Lutte contre le SIDA
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COFIL	: Comité de Pilotage
CSI	: Centre de Santé Intégré
CTD	: Collectivité(s) Territoriale(s) Décentralisée(s)
CVUC	: Communes et Villes Unies du Cameroun

CZCSV	: Centre Zootechnique de Contrôle Sanitaire et Vétérinaire
DAADER	: Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
DEUC	: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	: Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	: Diagnostic Participatif Niveau Village
DP	: Diagnostic Participatif
DSCE	: Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi
EEC	: Eglise Evangélique du Cameroun
EELC	: Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun
ELECAM	: Elections Cameroon
EM	: Ecole Maternelle
EMF	: Etablissement(s) de Microfinance
EMP	: Entreprise Mgbatou Pierre
EP	: Ecole Publique
FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FMO	: Forces de Maintien de l'Ordre
FNE	: Fonds National de l'Emploi
GIC	: Groupe d'Initiative Commune
GPS	: Global Positionning System
ISS	: Interview Semi-Structurée
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
LUDEPRENA	: Lutte pour le Développement et la Protection de l'Environnement et la Nature
MARPP	: Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative
MINAC	: Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	: Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	: Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics
MINPMEESA	: Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINSEP	: Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINTOUL	: Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
OAL	: Organisme d'Appui Local
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PACA	: Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole
PCD	: Plan Communal de Développement
PDC	: Plan de Développement Communal
PDL	: Plan de Développement Local
PIA	: Plan d'Investissement Annuel
PNDP	: Programme National de Développement Participatif
PSG	: Plan Simple de Gestion
PV	: Procès-verbal
RDPC	: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RM	: Receveur Municipal
SAR / SM	: Section Artisanat Rural / Section Ménagère
SEPO	: Succès, Echechs, Potentialités, Obstacles
SG	: Secrétaire Général

SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficience Acquis
SMK	: Scierie du Mbam et Kim
SNV	: Organisation Néerlandaise de Développement
TDR	: Termes de Référence
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UFA	: Unité Forestière d'Aménagement
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Composition du Comité de Pilotage	17
Tableau 2 : Liste des villages de la Commune de Ngambé Tikar.....	23
Tableau 3 : Espèces végétales dominantes au sein de l'espace communal.....	25
Tableau 4 : Espèces animales dominantes au sein de l'espace communal.....	26
Tableau 5 : Liste des forêts communautaires de Ngambé Tikar.....	26
Tableau 6 : Population de la Commune de Ngambé Tikar	30
Tableau 7 : Principales infrastructures par secteurs de la commune de Ngambé Tikar	36
Tableau 8 : Principales potentialités et ressources de la commune de Ngambé Tikar	39
Tableau 9: Synthèse des données sur la petite enfance.....	44
Tableau 10 : Tableau synthèse de la fiche des problèmes liés au changement climatique niveau communal.....	46
Tableau 11 : Principaux problèmes consolidés par secteur	48
Tableau 12 : Cadres logiques par secteur.....	66
Tableau 13 : Coût estimatif du plan communal de développement.....	120
Tableau 14 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Ngambé Tikar	121
Tableau 15 : Cadre de dépenses à moyen terme	126
Tableau 16 : Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale.....	130
Tableau 17: Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT	131
Tableau 18: Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT	134
Tableau 19: Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT	135
Tableau 20: Plan de gestion environnementale et sociale.....	137
Tableau 21 : Tableau de mobilisation des ressources.....	138
Tableau 22 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)	139
Tableau 23 : Plan d'actions de mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées de la commune de Ngambé Tikar	141
Tableau 24 : Plan d'actions en faveur des autres populations vulnérables	146
Tableau 25 : Plan de passation des marchés du Plan d'Investissement Annuel	147

Tableau 26 : Composition du Comité de Suivi-Evaluation du PDC	151
Tableau 27 : Indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIA.....	151
Tableau 28: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	155

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Photo de famille à la fin de l'atelier de lancement	17
Photo 2: Image des participants à l'atelier de restitution des données du DIC.....	18
Photo 3: Image de l'atelier de restitution des données du DEUC	18
Photo 4 : Elaboration de la carte participative (femmes de Ina).....	19
Photo 5: Membres du CC de Nditam.....	19
Photo 6: Aperçu des participants à l'atelier de restitution du rapport consolidé	19
Photo 7: Membres du comité de suivi mise en place.....	20
Photo 8: Aperçu du Mbam par Mbioko	24
Photo 9: Paysage de forêt.....	24
Photo 10: Aperçu d'un chat-tigre abattu.....	25
Photo 11: Biche abattue en vente	25
Photo 12: Engins en pleine exploitation forestière	26
Photo 13: Extraction du sable sur le Mbam	27
Photo 14: Grumier d'une société d'exploitation au sein de l'espace urbain communal.....	34
Photo 15: Espace de vente de bière locale au sein de l'espace urbain communal	34
Photo 16: Un hangar du marché de Ngambé Tikar	34
Photo 17: La moto : principal moyen de transport au sein de l'espace communal	35
Photo 18: Traversée du Mbam par le bac de Mbioko, seul moyen d'accès du côté Ouest.....	35

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune de Ngambé Tikar.....	22
Carte 2 : Carte des ressources naturelles	28
Carte 3 : Présentation de la gestion des terres dans l'espace communal de Ngambé Tikar	123
Carte 4 : Plan d'occupation future du sol	124

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Fiches de projets du PIA.....	161
Annexe 2: Programme de l'atelier de planification	162
Annexe 3 : Feuilles de présences de l'atelier de planification	163
Annexe 4 : Fiches de présence du COMES	164
Annexe 5 : Délibération de la commune validant le PCD.....	165
Annexe 6: Note d'approbation du PCD par le DD MINEPAT	166
Annexe 7: Arrête préfectoral approuvant le PCD	167

INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Le PCD de Ngambé Tikar s'élabore dans un contexte caractérisé par l'adoption préalable de cadres d'orientation stratégique du développement au plan national et international, particulièrement :

- les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD),
- la vision du Cameroun à l'horizon 2035¹,
- le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE, plan décennal de développement 2010-2020).

Par ailleurs, les lois de la décentralisation du 22 juillet 2004, notamment la loi N° 2004/018 fixant les règles applicables aux communes, placent l'élaboration des plans d'investissements parmi les compétences des communes dans le champ global du développement économique². Les communes sont appuyées dans ce domaine par le MINEPAT (Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire), à travers le PNDP (Programme National de Développement Participatif). Le PNDP dans sa deuxième phase de mise en œuvre (PNDP 2), appelée « phase d'extension », appuie ainsi 329 communes à l'élaboration ou l'actualisation de leur PCD.

La Commune de Ngambé Tikar, faisant partie des communes bénéficiaires de cet appui, a retenu l'OAL CAFER à l'issue d'un processus compétitif de passation des marchés pour l'accompagner à l'actualisation de son PDC.

Le présent document est le produit d'un processus d'échange entre les différents acteurs à savoir les élus, les populations, les sectoriels, les techniciens communaux et les autres acteurs majeurs du développement de la Commune de Ngambé Tikar. Au terme d'un diagnostic de la commune basé sur la description de la situation existante dans tous les domaines de développement, il formule les besoins prioritaires des populations au regard des objectifs de développement tracés au niveau national (vision du Cameroun à l'horizon 2035 et DSCE) et international (OMD).

1.2 Objectifs du PCD

1.2.1 Objectif global

L'objectif principal de la mission d'actualisation du Plan de Développement Communal (PDC) était de doter la Commune d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif.

1.2.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'intervention allient dans le sens de :

- Réaliser la monographie de la Commune ;

¹ Cette vision est la suivante : « *Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité* ».

² Cf. Article 17 de ladite loi.

- Mener un diagnostic participatif ;
- Elaborer une planification stratégique ;
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune ;
- Programmer les investissements ;
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT.

1.3 Structure du document

Le présent PCD est articulé autour des parties suivantes :

- Résumé
- Introduction
- Méthodologie
- Présentation sommaire de la Commune
- Synthèse des résultats du Diagnostic
- Planification stratégique
- Programmation
- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication
- Conclusion
- Annexes.

CHAPITRE II

METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Ngambé Tikar s'est réalisé en cinq étapes essentielles, notamment, la préparation de l'ensemble du processus, la collecte des informations et le traitement, la consolidation des données des diagnostics et cartographie, l'atelier de planification et de programmation, et la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus a consisté en plusieurs activités, notamment la formation des OAL et des acteurs municipaux, la mise en place du Comité de Pilotage au niveau communal, la prise de contact entre OAL et autorités municipales, la restitution de la formation reçue du PNDP et l'information des autorités administratives et traditionnelles.

2.1.1 Formation des OAL, Maires et ACD

La Cellule Régionale de Coordination du PNDP pour la Région du Centre, a organisé à Akonolinga, du 15 au 28 Janvier 2013, un atelier régional de formation à l'attention des OAL et des Maires des communes cibles afin d'harmoniser la compréhension et l'appropriation du processus de planification participative. Ils ont ainsi participé aux échanges théoriques et pratiques sur les axes méthodologiques à respecter, la répartition des responsabilités et tâches et les écueils à éviter. La partie pratique, consistant en la réalisation de diagnostics participatifs (DIC, DEUC, DPNV) au sein de la Commune d'accueil, a permis d'harmoniser la compréhension des outils et a abouti à des rapports et documents pouvant guider les différents acteurs dans la mise en œuvre réelle.

2.1.2 Prise de contact

Tenue du 18 au 19 février 2013 entre l'OAL et l'Exécutif municipal, la prise de contact a donné lieu à la présentation de l'équipe complète de l'OAL CAFER, à la vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre, et à la présentation de la méthodologie et du projet de chronogramme détaillé. Par la suite, une équipe restreinte composée de membres de l'OAL et du COPIL s'est chargée d'identifier les facilitateurs endogènes des villages à couvrir, profitant ainsi pour présenter le processus aux acteurs locaux.

2.1.3 Mise en place du Comité de Pilotage

Les membres du COPIL ont été désignés par l'Exécutif communal. De manière globale, le COPIL était chargé d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il avait pour attribution de :

- Définir les orientations et la stratégie d'élaboration du Plan de Développement ;
- Veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- S'assurer de la participation, effective des populations à tous les stades.

La composition globale de l'organe est reprise ci-dessous :

Tableau 1 : Composition du Comité de Pilotage

Poste	Nom et prénom	Fonction au sein de la Commune
Président	TCHEBA GAH Oumarou	2 ^{ème} adjoint au maire
Secrétaire	WONGOUM Christiane	Agent Communal de Développement
Membres	HOUNGOUE Louise	Conseiller Municipal
	MEGBAM Bosco	Conseiller Municipal
	NGANG Moise	Conseiller Municipal
	MAH Evariste	Responsable politique et élite
	NGABI Jean	Comité de développement
	BOUNGO Igor	Sectoriel
	MBOEYAH	Population autochtone
	DANKI Chantal	Société civile
	ASOMO Léonie	SDL préfecture de Ntui
	BOULA ADAMOU Samuel	Pasteur de l'EELC de Ngambé Tikar
KOUBAIN Ibrahim	Iman de Ngambé Tikar	

L'arrêté a pris effet le 06 mars, date de l'atelier de lancement et de sa signature.

2.1.4 Restitution de la formation

Tenu du 18 au 19 février 2013, l'atelier de restitution a consisté à harmoniser la compréhension des parties prenantes (COFIL, facilitateurs endogènes, responsables sectoriels, acteurs municipaux) sur l'ensemble des outils à développer dans le cadre des diagnostics participatifs (DIC, DEUC, DPNV). Un accent particulier a été mis sur les outils du DPNV.

2.1.5 Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives



Photo 1: Photo de famille à la fin de l'atelier de lancement

L'atelier de lancement tenu le 06 mars 2013 à Ngambé Tikar, a été présidé par le préfet du Mbam et Kim. Il a essentiellement été question de sensibiliser la population sur la nécessité d'une mobilisation sociale autour du processus d'élaboration du plan communal de développement. Le Maire en a profité pour introduire l'équipe technique de l'OAL CAFER auprès du Préfet, du Sous-préfet, des sectoriels, des conseillers municipaux et des chefs traditionnels des différents villages de l'espace communal.

Un calendrier de déploiement des différentes équipes sur le terrain a été validé et communiqué aux différentes parties prenantes.

2.2 Collecte des informations et traitement

La collecte des données s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC), le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV).

2.2.1 Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

Deux diagnostics différents ont été réalisés à ce niveau : le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).

La collecte des données pour le DIC a commencé par l'appropriation des guides de collecte (fiche d'information générale sur la Commune, fiche d'entretien avec les Sectoriels, fiches de collecte des données sur les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine communal et la gestion des relations) par l'équipe de planificateurs et la confirmation des rendez-vous avec les répondants ciblés. Elle s'est déroulée du 18 au 22 février 2013. Elle a compris une phase d'entretiens et une phase documentaire. Pendant la phase d'entretiens, toutes les catégories de membres de l'équipe communale ont été touchées : les Conseillers Municipaux, le Maire et ses Adjoints, le SG, le Receveur Municipal (RM) et le reste du personnel. Les principaux acteurs avec lesquels la Commune entretient des relations ont également été touchés. Les documents exploités dans le cadre de l'analyse documentaire étaient les projets de budget des exercices 2009, 2010 et 2011, et les comptes administratifs des exercices 2009, 2010 et 2011, l'état du personnel et la liste du patrimoine communal.

L'identification des forces et faiblesses de la Commune en matière de ressources humaines, de ressources financières, de ressources matérielles et de gestion des relations a constitué la base de l'analyse. Au terme de l'identification des forces et faiblesses, l'équipe a recensé des axes de renforcement de l'institution communale.



Photo 2: Image des participants à l'atelier de restitution des données du DIC



Photo 3: Image de l'atelier de restitution des données du DEUC

L'atelier de restitution des données tenu le 30 mai 2013 dans la salle principale du foyer municipal de Ngambé Tikar a permis l'enrichissement et la validation des forces et des faiblesses de la Commune et des axes de renforcement identifiés. Tout cela a débouché sur la validation d'un plan de renforcement de l'institution communale tenant compte des faiblesses constatées.

La collecte des données du DEUC s'est déroulée du 20 au 25 février 2013, et a compris une phase d'entretiens et une phase documentaire. Pendant la phase d'entretiens, toutes les catégories d'acteurs communaux ont été touchées,

particulièrement les représentants des différents corps de métier, l'ensemble des responsables sectoriels disponibles et les personnes appartenant à des catégories sociales vulnérables.

L'analyse a pris en compte la description des principales activités économiques, les atouts et contraintes de la ville, des corps de métier, des personnes vulnérables. L'atelier de restitution a été organisé le 31 mai 2013 dans la salle principale du foyer municipal de Ngambé Tikar en présence d'un panel des acteurs cibles. Il a permis l'enrichissement de l'analyse et la planification des solutions aux problèmes de développement identifiés.

2.2.2 Au niveau des villages

Le DPNV a démarré le 06 mars 2013 dans le village zéro (Gah). Une fois la planification achevée dans le village « zéro », les deux (02) équipes se sont déployées dans les 22 villages restants, ce jusqu'au 11 avril 2013. Dans chaque village, il était question d'identifier, d'analyser les problèmes et les besoins et de planifier les solutions endogènes.



Photo 4 : Elaboration de la carte participative (femmes de Ina)

Pour l'identification des problèmes, les outils utilisés étaient le profil historique, la matrice SEPO, le diagramme de Venn, et à l'issue de l'interview semi structurée (ISS) et du transect, des outils comme la matrice de la petite enfance, la matrice du changement climatique et la matrice de vulnérabilité VIH/SIDA.



Photo 5: Membres du CC de Nditam

Les principales étapes de l'analyse des problèmes étaient la mise en commun de tous les problèmes identifiés en plénière, la reformulation du problème central, l'élaboration des arbres à problèmes, l'identification des solutions et l'analyse de leur faisabilité. Les solutions endogènes étaient récapitulées dans un tableau approprié et planifiées. Sur la base des idées de projet et besoins de la population, chaque communauté était accompagné

à choisir huit (08) projets prioritaires, dont cinq (05) sociaux et trois (03) économiques.

A la fin du diagnostic, un comité de concertation (CC) était mis en place. Le bureau, composé d'hommes, de jeunes et de femmes, comprenait un Président, un Vice-président, un Secrétaire Général, un Secrétaire Général Adjoint, un Trésorier ; deux Commissaires aux Comptes et des conseillers.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Après la synthèse et une mise en commun de toutes



Photo 6: Aperçu des participants à l'atelier de restitution du rapport consolidé

les données collectées, l'existant, les atouts et potentialités, les causes et effets du problème central et un cadre logique d'intervention ont été élaborés pour chaque secteur. Ces données synthétisées ont fait l'objet d'une restitution et d'un enrichissement au cours d'un atelier tenu le 11 septembre 2013 dans la salle de délibération de la Mairie de Ntui en présence des responsables sectoriels, des conseillers municipaux et des membres des CC.

2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification et de programmation s'est tenu du 14 au 16 novembre 2013 dans la salle des délibérations de l'Hôtel de Ville de Ngambé Tikar. Il a eu comme principales articulations la restitution et la validation des cadres logiques, la formulation de la vision de développement de la Commune, l'identification des ressources mobilisables, l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA), du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT), du plan de passation des marchés, du plan sommaire de gestion environnementale et du Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT).

2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

A l'issue de communal de suivi du PCD a été mis fréquence de ses outils de suivi clauses rappelés ainsi que vérifiables de la

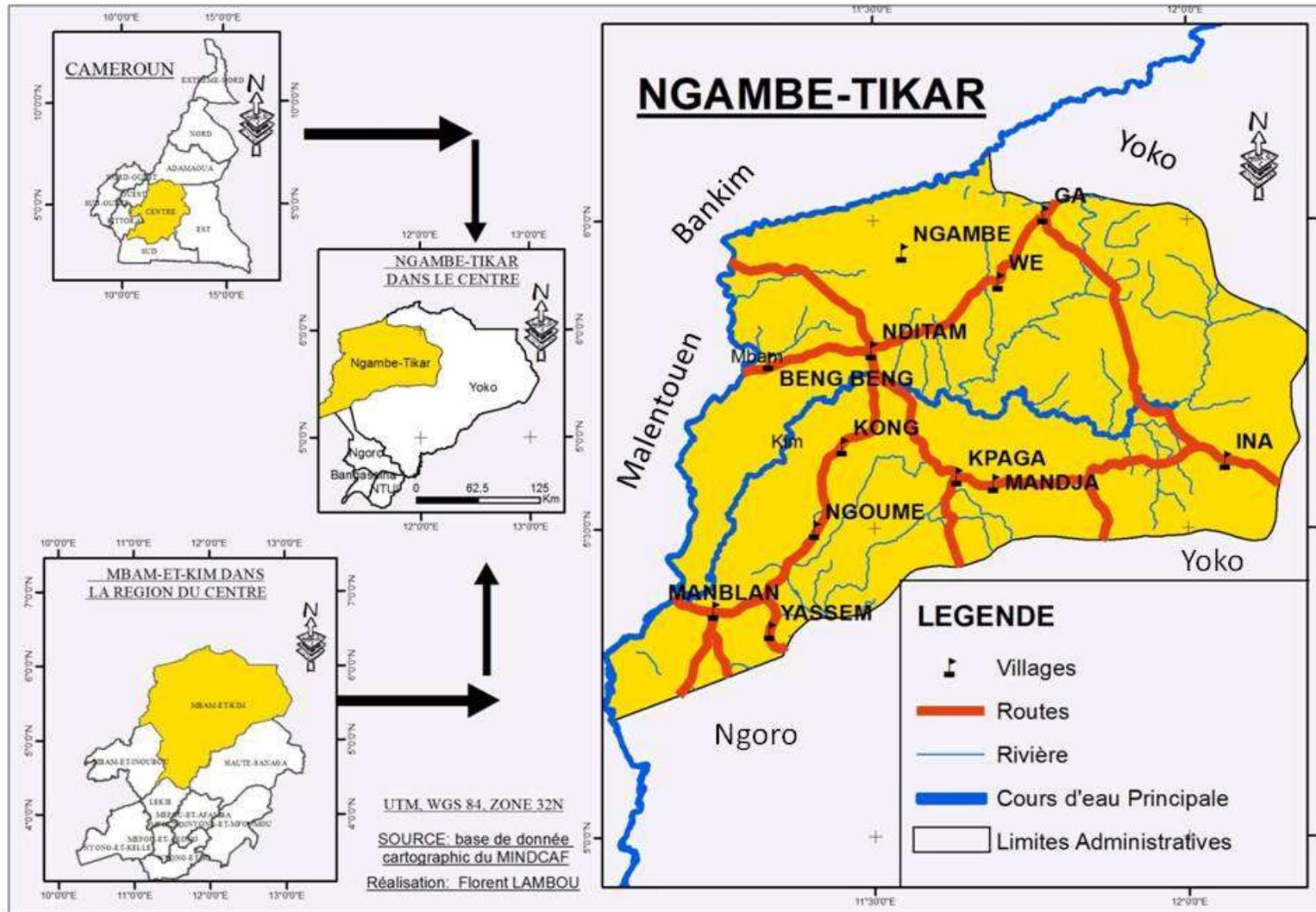


Photo 7: Membres du comité de suivi mise en place

l'atelier de planification, le Comité évaluation de la mise en œuvre en place, la périodicité et la rencontres ont été adoptées ; les (PCD, CDMT, PIA, cahiers des techniques des projets) ont été les Indicateurs objectivement mise en œuvre du PCD.

CHAPITRE III
PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

Carte 1 : Localisation de la commune de Ngambé Tikar



3.1 Localisation de la commune

La Commune de Ngambé Tikar épouse les contours géographiques de l'Arrondissement de Ngambé Tikar, dans le Département du Mbam et Kim (Région du Centre). Couvrant une superficie d'environ 7 200 km² et située à 270km de Ntui (chef lieu du département) ainsi qu'à 465km de Yaoundé, elle est limitée :

- au Nord par le Mbam, avec comme voisins les communes de Bankim (40 km) et Tibati ;
- au Sud par la commune de Ngoro (130 km) ;
- à l'Est par la Kim, avec comme voisin la commune de Yoko (133 km);
- à l'Ouest par le Mbam, avec comme voisin la commune de Malantouen (45 km).

Le territoire communal comprend quinze (15) chefferies de 3^{ème} degré et une de 2nd degré (Ngambé Tikar), selon les informations issues du COMES, et 07 campements pygmées. La carte de la page suivante permet d'avoir une idée plus précise de cette configuration géographique.

Tableau 2 : Liste des villages de la Commune de Ngambé Tikar

N°	Villages	N°	Campements Pygmées
1	GAH	1	Campement de Gah
2	YAH	2	Campement de Mansoh
3	BENG-BENG	3	Campement Nyanka
4	INA	4	Campement de Ngandié
5	OUE	5	Campement de Ngoumé
6	KONG	6	Campement de KOUEN
7	MAMBLANG	7	Campement de MBONDE
8	MANDJA		
9	NDITAM		
10	NGOUME		
11	MAMBIOKO		
12	KPAGAH		
13	MGBOUTOU		
14	NGANDIÉ		
15	NGAMBÉ HAOUSSA		
16	NGAMBE TIKAR		

Source : Données du terrain

Milieu biophysique

3.1.1 Climat

La Commune de Ngambé Tikar est sous l'influence d'un climat équatorial de type guinéen, caractérisé par la succession de quatre saisons dans l'année :

- Une petite saison des pluies de mars à juin,
- Une petite saison sèche de juin à août,
- Une grande saison des pluies d'août à novembre, et
- Une grande saison sèche de novembre à mars.

La température moyenne annuelle est comprise entre 23 et 24°C, les températures mensuelles les plus basses sont relevées au mois de juillet (22,5°C) et les plus élevées au mois mars (35°). La moyenne des précipitations annuelles est d'environ 1 600mm³.

3.1.2 Sols



Photo 8: Paysage de forêt

Les sols sont ferrallitiques⁴, de couleur rougeâtre et argileux près des zones marécageuses. Riches en matière organique, ils sont très fertiles et propices au développement d'une diversité de cultures vivrières et de rente.

3.1.3 Relief

La Commune de Ngambé Tikar est située dans la Plaine Tikar. Le relief y est en général plat et très peu accidenté. Il est toutefois jalonné de petites dénivellations au niveau des cours d'eau.

3.1.4 Hydrographie

L'espace communal est bien arrosé. En effet, il est encadré par deux cours d'eau : le Mbam d'une longueur de 425 km avec un débit moyenne de 710m³/s et la Kim, dont découlent de grandes rivières : le Ngueng, le Djie, le Mpem, le Nwing, le Kieng, le Hong. Tous ces cours d'eau connaissent leur période de hautes eaux pendant la grande saison des pluies, particulièrement entre août et octobre. A ce moment, le Mbam sort de son lit et crée des inondations sur la route reliant les villages et les pistes agricoles. Pendant la saison sèche, le débit des cours d'eau plus modestes est largement réduit (Mointé, Sah, Glenh, Monloh, Doh, Bansonkou, Mointeh, Kian, Moindo Nekoua,) et voisine avec le tarissement (Mo, Nkisi, Nchoko, Yamba, Mechi, Mpem, Moimbon, Hong, Metili). Il s'agit en général des petits bras des cours d'eau principaux.



Photo 9: Aperçu du Mbam par Mbioko

3.1.5 Flore et faune

3.2.5.1 Flore / végétation

La végétation est composée de deux types de formation : la forêt et la savane. En fait, la forêt (forêt semi-caducifoliée) côtoie la savane (savane arbustive ou arborée), formation dominante. Ainsi, bien qu'il soit entouré d'une forêt secondaire dont les arbres les plus hauts dépassent 30 mètres, l'arrondissement de Ngambé Tikar est une zone de transition entre la forêt et la savane.

³ LUDEPRENA/PNDP, *Plan Communal de Développement de Ngambé Tikar (PCD), 2011-2015*, novembre 2010, p.23.

⁴ Ibid.

Tableau 3 : Espèces végétales dominantes au sein de l'espace communal

Nom commercial	Nom scientifique	Usage
Sapelli	Entandrophragma cylindricum	Bois d'œuvre
Ebène	Diospyros crassiflora	Bois d'œuvre
Fraké	Terminahia superba	Bois d'œuvre
Bibolo	Lovoa trichiliodes	Bois d'œuvre
Kanan	Stercubia rhinopetala	Bois d'œuvre
Ayous	Triplochyton scleroxylon	Bois d'œuvre
Iroko	Milicia exelca	Bois d'œuvre
Wengué	Pterocarpis soyanxii	Bois d'œuvre
Assamela	Pterocarpis elata	Bois d'œuvre
Pachyloba	Afzechia porcyloba	Bois d'œuvre
Makoré		Bois d'œuvre
Bete		Bois d'œuvre
Ebène		Bois d'œuvre
Bilinga		Bois d'œuvre

La forêt de l'arrondissement est dense au fur et à mesure que l'on s'éloigne des habitations. Elle est secondaire dans ses limites avec les zones d'habitation et les zones de savane. Utilisée par les



Photo 10: Exploitation de la mangue sauvage (PFNL)

populations riveraines comme zone de plantations, de chasse, de cueillette, elle fournit du bois de chauffage et de nombreux produits forestiers non ligneux : manguiers sauvages et autres arbres fruitiers (goyaviers, papayers, citronniers, corossoliers), ignames sauvages, kolatiers (cola conventionnelle et bitter cola), djansang, champignons comestibles, poivre noir, thym. Les essences visibles sont surtout le sapelli, l'iroko, l'ayous, le bubinga, le bibolo, le kanan. On y retrouve 02 unités forestières

d'aménagement, plusieurs ventes de coupe et une douzaine de forêts communautaires.

3.2.5.2 Faune

La faune est très riche. Les principales espèces sont les biches, les pangolins, les lièvres, les phacochères, les varans, les buffles, diverses espèces de serpents (boas, mambas verts, vipères) et de singes (singes arboricoles, chimpanzés, magistrats). On y trouve d'autres espèces telles que



Photo 11: Biche abattue en vente

les Gibs harnachés, les céphalophes à dos jaune, les chats titres, Une chasse effrénée menée par des braconniers est à l'origine de la disparition progressive de certaines espèces.



Photo 12: Aperçu d'un chat-tigre abattu

Les ressources halieutiques sont abondantes mais presque exclusivement dominées par les espèces d'eau douce (silures, tilapia) et les carpes.

Tableau 4 : Espèces animales dominantes au sein de l'espace communal

Nom commun	Nom scientifique
Buffle	Syncerus caffer
Céphalophe Bleu	Sylvicopra grimmia
Céphalophe à bande dorsale noire	Pan troglodystes
Civette	Fossa fossa
Gorille de plaine	Gorilla gorilla
Pangolin	Manis tricuspis
Potamochère	Potamocheiros norcas
Rat	Rattus rattus
Hyène	Proteles cristatus
Eléphant de forêt	Loxodonta cyclotis
Lion	Panthera leo
Panthère	Panthera pardus
Vipère	Bitis Gabonics
Tortue terrestre	Gopherus agassizii
Varan	Varanus komodoensis
Pintade huppée	Muminda meleagris
Lièvre	Lepus europaeus
Boa	Boa Caninus

3.2.5.3 Aires protégées



Photo 13: Engins en pleine exploitation forestière

L'espace communal est limitrophe de deux parcs nationaux : Mpem et Djim, et Mbam et Djérem.

Par ailleurs, dans l'arrondissement de Ngambé Tikar, on dénombre deux (02) UFA (Unités Forestières d'Aménagement 08003 et 08005) et plusieurs ventes de coupe. Dans la zone existe plus de d'une douzaine de forêts communautaires qui sont réparties à travers l'espace communal, tel que le résume le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Liste des forêts communautaires de Ngambé Tikar

Nom de l'entité	Lieu d'exploitation
ADNG	Ngoumé
GIC AFCOMN	
GIC GJAM	Mamblang
GIC SAM	Mampli
GIC CRVC	Mambioko
ADIMMN	Mbioko/Ngoundje
GIC JAN	Oue
MPDB	Beng Beng
GIC DECOMI	Ina
COMTANG	Tanh
KAR KONG	Kong
FERMIER REUNIS	Lonwe

SODELAB	Kindie
PLANTATION NOUVELLE	Ngambé Tikar
DAM	Mangon
PANG	Kouen

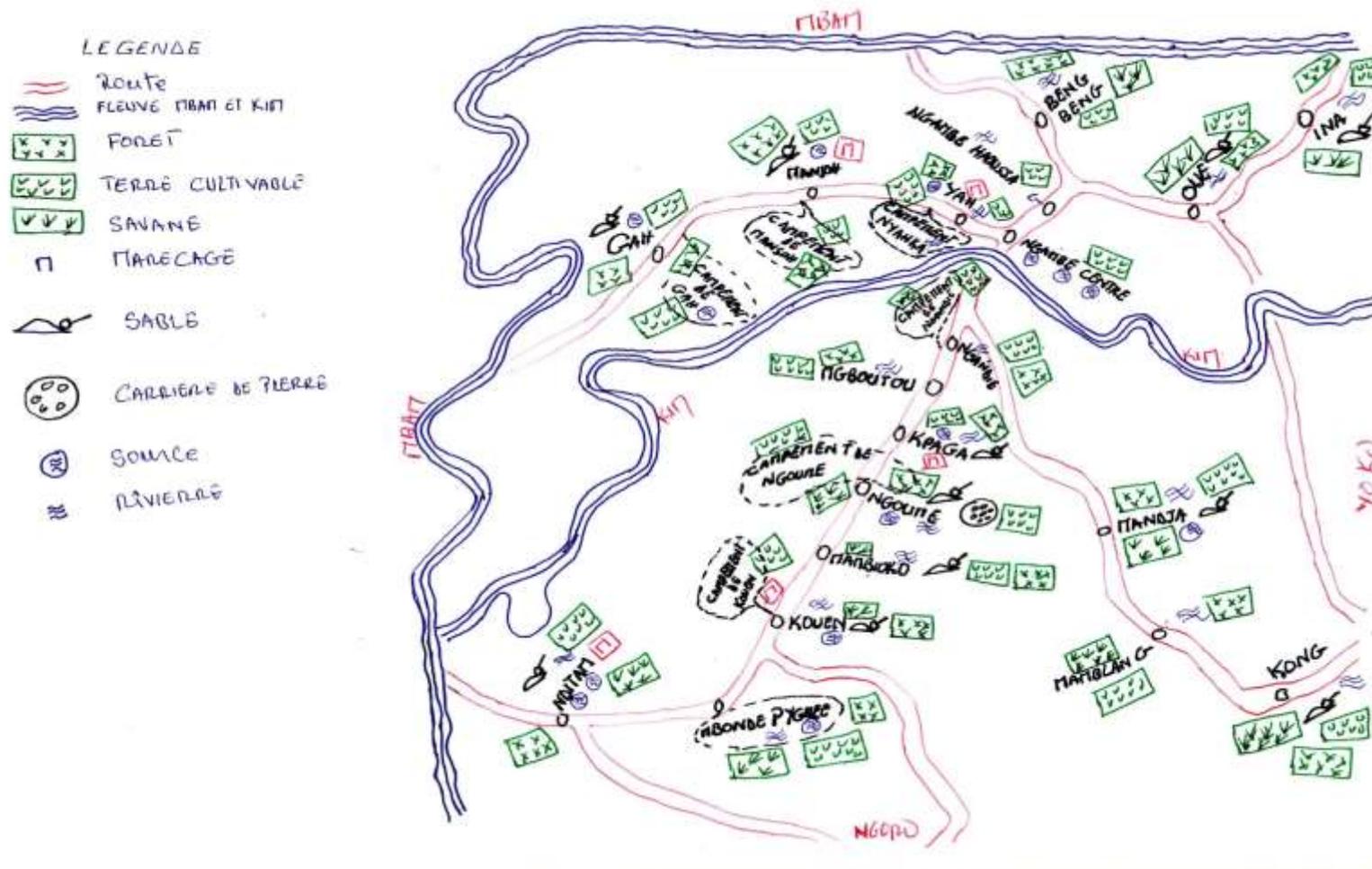
3.1.6 Ressources naturelles

La principale ressource naturelle est le bois issu des forêts denses et secondaires présente autour des villages. Une autre ressource importante est le sable dont la présence est favorisée par l'existence de grands cours d'eau au sein de l'espace communal.



Photo 14: Extraction du sable sur le Mbam

Carte 2 : Carte des ressources naturelles



3.2 Milieu humain

3.2.1 Histoire de la Commune

Les Tikar, représentant le principal groupe ethnique local, sont originaires du Septentrion. Descendants des Mboum, ils se sont déplacés vers leurs différents lieux d'installation actuels aux environs du XIV^e siècle. L'ancêtre commun des Tikar est Klou, un prince Mboum ayant quitté son royaume natal en compagnie de son frère Tinki. Leur premier lieu d'installation fut sans doute Kimimengwo, bien avant Bankim. Par la suite, en partant de Bankim (cas des chefferies de Gah, Nditam et Mbioko) ou globalement en traversant l'un ou l'autre des deux fleuves Mbam et Kim, ses descendants ont colonisé toute la plaine connue actuellement sous le nom de *Plaine Tikar*, comprise entre les aires Vouté (Babouté) à l'Est, Mambila et Konja / Yamba au Nord, et Bamoun à l'Ouest. Les habitants Tikar de Ngambé Tikar descendent tous de ces premiers descendants Tikar venus de l'Adamaoua. Cependant, ils ne sont pas les premiers occupants de la zone ; ils y trouvèrent les Pygmées Bedzang, les Kamblé (ou Mblé) et les Baa, véritables peuples autochtones. Si les Pygmées ont totalement conservé leur identité, les Mblé et les Baa sont presque entièrement intégrés aux Tikars.

Le peuple Tikar se serait définitivement installé dans la zone actuelle de Ngambé Tikar au cours du 19^e siècle, après avoir subi plusieurs guerres tribales religieuses et foncières. En 1893, le colonel allemand VON STARTEN donne une nouvelle dénomination du village : Ngambé⁵. Le peuple Tikar était alors ressorti des sites ancestraux (pieds des montagnes) pour se positionner à proximité des routes allemandes. Vers 1920, une organisation administrative se dessine. Ngambé est placé sous la subdivision de Yoko.

C'est sous le règne du chef MGBAROUA Jean (1946 – 1972) que le village s'agrandit et qu'une d'urbanisation minimale est amorcée. L'explosion démographique vers les années 1970 et l'arrivée des exploitants forestiers (HAZIM et Miguel Khoury) en 1991 ont fortement influencé l'installation de nombreux nouveaux habitants à Ngambé Tikar et dans le reste de la Commune.

L'histoire récente de Ngambé Tikar a été marquée par son érection en arrondissement à travers l'Arrêté N° 95/082 signé le 24 avril 1995. Ce décret a mis fin à la dépendance de Ngambé Tikar vis-à-vis de Yoko, commune à laquelle elle était rattachée auparavant. Depuis cette création de la Commune, quatre (04) maires se sont succédé : Aliou NTCHYA (1996-2002), Pierre MGBATOU (2002-2007), Joseph MGBATOU (2007-2013) et Mathieu BELINGA IYAWA (depuis novembre 2013).

3.2.2 Démographie

3.3.2.1 Taille et structure de la population

La population de la commune est estimée à environ 12 489 âmes en 2005 (Données issues du dernier recensement de la population et de la démographie du BUCREP). Si l'on applique un taux

⁵ Le mot "Tikar" sera associé à "Ngambé" en 1977. Jusqu'à cette date, la ville porte exclusivement le nom de Ngambé.

d'accroissement de 2.6% tel que demandé par le PNDP à cette population totale de 2005, on obtient une population de 14757 habitants en 2012. Ce résultat est très différent de celui obtenu lors du DPNV à savoir 22 534 habitants répartie dans 17 villages, 8 campements et dans 8 quartiers de l'espace urbain. Cette population est composée par une tranche active de 10 591 hommes et 11 943 femmes. On note au sein de la commune, la présence des couches vulnérable dominées par les Orphelins (282), suivi des Handicapés (70), des Personnes âgées (350), veuves (350) et enfant de la rue (03). À celle-ci s'ajoute les populations Mbororos dont l'effectif est estimé à 1 200 âmes et les Bedjang (populations Pygmées) dont la population totale est d'environ 731 habitants, composée de 140 hommes, 162 femmes et 429 jeunes de moins de 15 ans. L'ensemble de cette population occupe un territoire d'environ 7 200 km², de superficie.

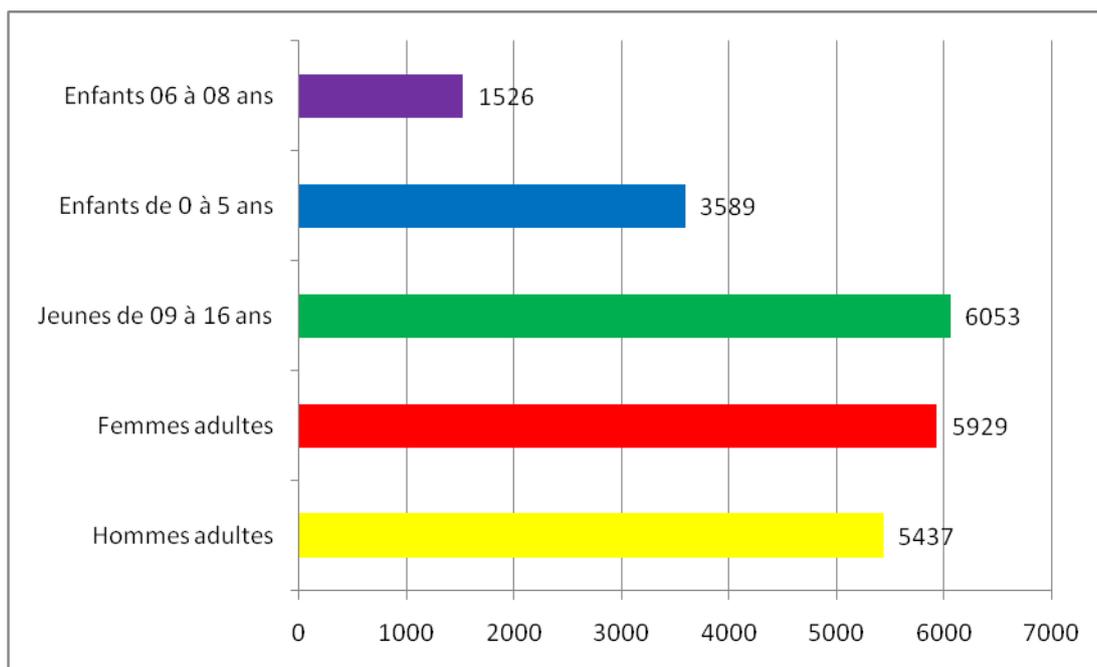
La structure de la population de la commune montre deux grandes tendances : la prédominance des femmes sur les hommes et la jeunesse de la population. En effet, les femmes représentent 53% des adultes tandis que les jeunes de moins de 20 ans représentent environ 49,60% de la population totale.

Tableau 6 : Population de la Commune de Ngambé Tikar

VILLAGES	POPULATION TOTALE	ADULTES		JEUNES	PETITE ENFANCE	
		Hommes	Femmes	Jeunes de 09 à 16 ans)	Enfants de 0 à 5 ans	Enfants de 06 à 08 ans)
Gah	4000	800	1000	1200	700	300
Mansoh	143	30	27	42	34	10
Yah	506	78	102	225	72	29
Beng-Beng	400	80	120	90	38	72
Ina	250	50	75	55	48	22
Oué	700	150	200	210	93	47
Kong	4000	600	1000	1350	750	300
Mamblang	333	71	96	102	47	18
Mandja	500	75	125	213	68	19
Nditam	2500	500	750	625	450	175
Ngoumé	781	222	266	193	59	41
Mambioko	400	70	90	178	43	19
Kpagah	250	75	125	28	17	5
Mgboutou	300	75	105	68	31	21
Ngandié	361	93	107	97	42	22
Kouen	85	20	30	23	9	3
Ngambé Haoussa	310	115	105	49	23	18
Campement de Gah	21	3	5	3	5	5
Campement de Mansoh	94	22	18	11	30	13
Campement Nyanka	160	29	31	29	52	19
Campement de Ngandié	56	9	16	8	16	7
Campement de Ngoumé	186	34	39	34	52	27
Campement de Kouen	55	9	12	8	18	8
Campement de Mbondé	143	28	34	12	42	26
Ngambé Tikar (espace urbain)	6000	2200	1450	1200	850	300
TOTAL	22534	5437	5929	6053	3589	1526

Source : Données de terrain

Graphique 1 : Pyramide des âges



Source : Données de terrain

3.3.2.2 Groupes ethniques

Les autochtones appartiennent au groupe des Pygmées Bedzang, des Mblé et des Baa. Répartis dans huit campements, les Pygmées ont conservé leur identité. Cependant, les Mblé et les Baa ont presque entièrement été intégrés aux Tikars. Les Tikars constituent la catégorie ethnique la plus représentée dans les villages. Cependant la ville communale est plus cosmopolite ; elle rassemble de petits groupes disparates de personnes originaires des régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Littoral. La présence de personnes originaires des autres régions (Bassa, Bafia, Béti, Bulu, Douala) ou d'autres nationalités (Nigéria, Mali, Guinée) est anecdotique.

3.3.2.3 Organisation sociale et administrative

Chaque village est sous l'autorité d'un Chef entouré de notables jouant le rôle de contrepouvoir. Les chefs de villages (3^{ème} degré) sont soumis à l'autorité d'un Chef de groupement (2^{ème} degré) situé à Ngambé Tikar. Le Chef de groupement et les chefs de village sont bien connus de la population. Même s'ils gardent tout leur prestige, particulièrement dans la sphère rurale, leur place dans la gestion des affaires locales est de moins en moins importante.

Les communautés Bedjang sont organisées autour des systèmes de parenté et de classes d'âges. Les principales structures de parenté sont le lignage, le clan et la famille. La désignation d'un leader (chef de hameau) relève du consensus communautaire.

3.3.2.4 Religion

La couverture de la Commune de Ngambé Tikar par les différentes obédiences religieuses est à l'image de son cosmopolitisme. L'Islam y est fortement représenté ; les Musulmans se recrutent principalement parmi les Bororos et les Bamouns. Les Chrétiens sont également fortement représentés. Les Protestants sont répartis entre plusieurs chapelles. Les plus nombreux relèvent de l'Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun (EELC). Les autres Protestants sont rattachés à l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC) et à l'Eglise Presbytérienne du Cameroun (EPC).

La cohabitation entre ces différentes obédiences est excellente. Aucun affrontement majeur n'a opposé des membres de religions différentes.

3.3.2.5 Question foncière

L'acquisition des terres se fait par achat, emprunt, négociation ou héritage. Compte tenu de la grande étendue de l'arrondissement, la pression foncière ne se fait pas encore sentir. La gestion des terres est encore largement entre les mains des autorités traditionnelles. Les particuliers vendent ou achètent des terres sans aucun effort de sécurisation administrative.

Cependant, la question foncière est globalement délicate dans les limites avec les espaces forestiers aménagés (UFA, ventes de coupe, forêts communautaires). Les habitants de certains villages (particulièrement Ngoumé, Kouen, et Nditam) estiment qu'elles empiètent sur leurs terres.

3.2.3 Principales activités économiques

Les principales activités économiques sont concentrées autour de l'agriculture, de l'exploitation forestière, du commerce et du transport.

3.3.3.1 Agriculture

L'agriculture est l'activité la plus répandue ; elle occupe au moins 75% de la population totale de l'arrondissement et plus de 90% de la population dans les villages.

La spéculation par excellence est le maïs ; toutes les personnes engagées dans l'agriculture en produisent. La production y est donc très élevée (15 000 tonnes par an pour une superficie de 10000 ha), même si les difficultés de commercialisation en réduisent le gain pour les paysans. Les autres cultures de premier plan sont le manioc (1 500 tonnes par an pour une superficie de 75 ha), le café (1 100 tonnes par an pour une superficie de 1000ha), le bananier plantain (400 tonnes par an pour une superficie de 40ha), l'arachide (350 tonnes par an pour une superficie de 400ha) et le piment (25 tonnes par an pour une superficie de 50ha). La production annuelle d'huile de palme, localisée surtout dans la zone de Nditam, est d'environ (30 tonnes pour une superficie de 60ha). Le pistache prend une place de plus en plus importante (35 tonnes par an pour une superficie de 45ha). De très nombreux commerçants viennent se ravitailler en ce produit au sein de l'arrondissement qui est devenu ces dernières années un eldorado du concombre (pistache).

L'utilisation de méthodes culturales peu modernes (culture itinérante sur brûlis) et l'outillage rudimentaire (houe, machette, limes) sont compensés par la fertilité des sols. Les récoltes sont bonnes mais l'enclavement de l'arrondissement (par rapport aux autres villes) et des différents villages qui le constituent (par rapport à la ville communale) est un frein à la commercialisation, ce d'autant plus que le monde paysan n'est pas structuré. Cependant, la destination "Ngambé Tikar" est de plus en plus prisée par les intermédiaires commerciaux exerçant dans la revente des produits agricoles.

3.3.3.2 *Elevage*

L'élevage caractéristique de la zone est principalement celui des bovins. L'arrondissement en comprend environ 200 têtes élevés sous une forme semi intensive par une quinzaine de Bororos. Cependant, au moins un millier de bovins traversent le territoire communal au cours de l'année, conduits vers les nombreuses zones de savane herbeuse pouvant être utilisées comme pâturages.

L'élevage porcin n'est pas très visible ; une dizaine d'éleveurs s'occupent d'environ 50 têtes. L'élevage des ovins est artisanal. On ne compte que quelques têtes dans tout l'arrondissement. L'aviculture est strictement artisanale ; environ 40% de la population la pratiquent pour la consommation familiale. Cependant, on peut compter près de 20 000 têtes à travers l'espace communal.

Globalement, la commune de Ngambé Tikar n'est pas une destination de premier plan sur le plan de la production animale. Les éleveurs ne jouissent pas d'un encadrement suffisant. Les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille sont élevés de manière artisanale et en majorité laissés en divagation. Cependant, la commune peut mettre à profit ses larges étendues de savane comme zones de pâturage et de transhumance.

3.3.3.3 *Chasse et pêche*

Ngambé Tikar une zone forestière de grande ampleur, la chasse y est pratiquée à grande échelle tant de manière traditionnelle qu'avec l'utilisation du fusil. Les gibiers trouvés sont boucanés à des fins commerciales et d'autres sont vendus frais. Les espèces endémiques sont nombreuses ; la zone regorge de différentes espèces de rongeurs (hérissons, rats palmiste, rats de Gambie, écureuils), d'oiseaux et de primates (notamment le Magistrat) mais aussi de porcs-épics, de pangolins, de sangliers et de buffles. La Commune est une vaste zone de chasse où prospèrent les braconniers et les Bayam sellam spécialisées dans la revente de la viande de brousse. Cette action anthropique désastreuse a repoussé les animaux sauvages au plus profond des forêts.

La pêche n'est pas une activité de premier plan ; elle est pratiquée de manière artisanale par les femmes et les hommes, autant pour la consommation familiale que pour la vente sous la forme braisée, fumée ou frais. Elle fait vivre une trentaine de jeunes femmes, pêcheuses et braiseuses de poissons. Toutefois, de nombreux pêcheurs ne faisant pas l'objet d'un contrôle rigoureux viennent d'autres régions du pays et même d'autres pays voisins pour exercer sur les deux fleuves

arrosant l'arrondissement. Les espèces aquatiques régulièrement pêchées sont les carpes ; elles font l'objet d'une consommation à grande échelle dans la ville.

3.3.3.4 Industrie

C'est l'exploitation forestière qui est à l'origine de la présence de sociétés industrielles dans la Commune : les Scieries de Mbam et Kim et les Etablissements Mgbatou Pierre. Elles sont les principales pourvoyeuses d'impôts locaux pour la Commune. Les commerçants apprécient leur présence car leurs employés font vivre les structures commerciales grâce à leurs dépenses de consommation.

Cependant, de nombreuses personnes pensent que l'exploitation forestière à laquelle elle s'adonne se fait

souvent en dehors de la réglementation (autre passage des zones d'exploitation, abattage d'essences interdites), même si aucune preuve formelle n'est brandie. La Scierie emploie plus de 400 jeunes hommes, dont les trois quarts à titre permanent et le quart restant de manière ponctuelle. Une cinquantaine d'autres jeunes sont employés par EMP.



Photo 15: Grumier d'une société d'exploitation au sein de l'espace urbain communal

3.3.3.5 Commerce

Le commerce est le principal pourvoyeur d'emplois de la Commune. Il s'est développé en réponse à la présence marquée des employés du secteur forestier en quête de loisirs et de produits alimentaires de première nécessité.



Photo 16: Espace de vente de bière locale au sein de l'espace urbain communal

Dans l'espace urbain, les débits de boisson et les petites entreprises de commerce général foisonnent. Les villages abritent en général de petites activités de commerce général situées devant les habitations. Certains commerçants exercent dans l'illégalité, notamment ceux

qui s'adonnent à la distribution du carburant frelaté ou à la vente de viande de brousse sans permis.

Globalement, la Commune dépend de Malantouen, Fouban, Bafia, Bafoussam et Bankim pour son ravitaillement. Les grands commerçants procèdent au ravitaillement de masse tandis que certains commerçants moins nantis font des voyages périodiques vers ces villes voisines pour se procurer les produits dont ils ont besoin. Les habitants ont de moins en moins besoin de se déplacer à l'interurbain pour se procurer des produits spécifiques. Le commerce représente sans doute le premier employeur et



Photo 17: Un hangar du marché de Ngambé Tikar

la première source de revenus de la ville. Les marchés périodiques sont dynamiques, à l'instar de

ceux de Gah (chaque mercredi), de Nditam et de Ngambé Tikar (chaque dimanche) ; ils attirent des commerçants de tout l'espace communal et des villes voisines.

3.3.3.6 Transport



Photo 18: La moto : principal moyen de transport au sein de l'espace communal

Le transport est une activité de grande ampleur. Les transporteurs sont essentiellement les conducteurs de camion (qui transportent le bois scié ou en grumes vers les zones d'exportation) et les motos taximen (qui conduisent les habitants autant à l'intérieur de l'espace urbain qu'en direction des différents villages de l'arrondissement et même vers les villes avoisinantes). Des taxis interurbains permettent de joindre Malantouen, Foumban (une ou deux fois par jour) et Bafia (une fois par semaine) à partir de la ville communale.

L'espace urbain est caractérisé par la présence d'un grand nombre de corps de métiers. On y retrouve des motos taximen, des transporteurs (conducteurs de taxis brousse), des gérants de débits de boisson, des urbain et interurbain, restaurateurs, coiffeurs et coiffeuses, couturiers, revendeurs de crédit de communication.



Photo 19: Traversée du Mbam par le bac de Mbioko, seul moyen d'accès du côté

3.3 Principales infrastructures par secteur

Tableau 7 : Principales infrastructures par secteurs de la commune de Ngambé Tikar

Secteur	Infrastructures	Statut	Etat	Fonctionnalité
Agriculture	Délégation d'arrondissement de l'agriculture (Ngambé Tikar)	Public	Dégradée (peinture défraîchie)	Fonctionnelle
	05 Postes agricoles (Nditam, Gah, Mbamla, Ngoumé, Kong)	Public	Bâtiments inexistantes	Non fonctionnels
Elevage, pêches et industries animales	01 Délégation d'arrondissement de l'élevage (Ngambé Tikar)	Public	Bâtiments inexistantes (localisation au sein de la Sous-préfecture)	Fonctionnel
	02 parcs vaccino-gènes (Ngambé Tikar)	Public	Matériaux provisoires	Fonctionnels
	01 parc à bétail (Ngambé Tikar)	Public	Enclos en piquets de bois	Fonctionnel
	01 abattoir (Ngambé Tikar)	Communal	Bâtiments vétustes	Fonctionnel
Santé	CMA de Ngambé Tikar	Public	01 bâtiment en bon état (01 laboratoire, 01 maternité, 01 pro pharmacie, 01 bloc de deux latrines, 01 fosse pour traitement déchet, 23 lits, 02 microscopes, 01 bloc opératoire équipé, 02 tables de consultation)	Hôpital fonctionnel mais 01 forage non fonctionnel
	Centre de santé de Bang-Beng	Communal	01 bâtiment en bon état (01 salle de soins, 10 lits)	Fonctionnel
	Centre de santé de Mgboutou	Communal	01 bâtiment en état de délabrement avancé	Non fonctionnel
	Centre de santé de Gah	Communal	01 bâtiment en bon état (04 lits, 01 fosse pour traitement des déchets ; 01 salle de soins)	Fonctionnel
	Centre de santé de Nditam	Communal	02 bâtiments en bon état (04 lits, 01 maternité, 01 pro pharmacie, 01 bloc de 02 latrines, 01 fosse pour traitement déchets, 01 réfrigérateur)	Fonctionnel mais laboratoire non équipé
	Centre de santé de Ngoumé	Communal	01 bâtiment en bon état (08 lits, 01 maternité, 01 pro pharmacie, 01 bloc de deux latrines, 01 bac pour traitement déchet, 01 plaque solaire en panne)	Fonctionnel mais la salle d'attente sert de salle de classe pour la maternelle
	Centre de santé de Mamblang	Communal	Construite en terre cuite par la population ; inachevé	Fonctionnel
	Centre de santé de Mbamla	Communal	Bon état	Non fonctionnel
	CSI de Kong	Public	01 bâtiment en bon état (03 salles de soins, 15 lits, 01 laboratoire, 01 maternité, 01 pro pharmacie, 01 bloc de deux latrines, 01 fosse pour traitement déchet, 01 moto)	Fonctionnel
Arts et culture	Foyer communautaire	Communal	Dégradé	Fonctionnel (abrite des bureaux de la Mairie)
Education de base	Ecoles maternelles publiques (06) : Ngambé Tikar,	Public	Ecoles de Ngambé Tikar et de Kong en bon état. Ecole de	Fonctionnelles

Secteur	Infrastructures	Statut	Etat	Fonctionnalité
	Gah, Ngoumé, Kong, Nditam		<i>Gah en bloc de terre et inachevée (située actuellement dans l'enceinte de l'église). Ecole de Ngoumé inachevée (située actuellement dans la salle d'attente du centre de santé). Ecole de Nditam située au sein de l'ancien logement des missionnaires.</i>	
	Ecoles maternelles privées (02 dont 01 catholique) : Ngambé Tikar, Sonkou	<i>Privé</i>	<i>Bon état mais latrines précaires</i>	<i>Fonctionnelles</i>
	Ecoles primaires publiques (18) : Ina, Beng-Beng (02), Mgboutou, Ngandié, Nditam, Kouen, Mbondé, Kong, Ngoumé, Mambioko, Ngambé Tikar (02), Yah-Yindji, Gah, Mansouh, Mamblang	<i>Public</i>	<i>Ecoles de Ngam (Beng Beng), Ina, Mgboutou, Nditam, Mbondé Pygmée, Kong, Yah-Yindji, Mansouh et Mamblang en bon état. Ecoles de Beng-Beng, Oué et Ngandié, en état de délabrement ou en matériaux provisoires. Ecoles de Ngambé Tikar, Ngoumé et Gah dotées de certaines salles de classes en mauvais état.</i>	<i>Fonctionnelles</i>
	Ecole primaire catholique (01) : Ngambé Tikar	<i>Privé</i>	<i>Bon état</i>	<i>Fonctionnelle</i>
	Ecole primaire protestante (01) : Ngambé Tikar	<i>Privé</i>	<i>Mauvais état (03 salles de classe délabrées)</i>	<i>Fonctionnelle</i>
	Ecole des parents (01), Djonkou (hameau de Gah)	<i>privé</i>	<i>Mauvais état (01 salle de classe en terre cuite)</i>	<i>Fonctionnelle</i>
	01 bureau de l'IAEB (Ngambé Tikar)	<i>Public</i>	<i>Bâtiments inexistant (localisation au sein de la Sous-préfecture)</i>	<i>Fonctionnelle</i>
Affaires sociales	01 bureau du service social (Ngambé Tikar)	<i>Public</i>	<i>Bâtiments inexistant (localisation au sein de la Sous-préfecture)</i>	<i>Fonctionnel</i>
Eau et énergie	30 forages : Ngambé Tikar (07), Gah (03), Nditam (04), Oué (01), Beng-Beng (02), Yah (01), Kong (03), Mbondé (01), Ngoumé (02), Kpagah (02), Ngandié (03), Ngambé Haoussa (01)	<i>Public</i>	<i>Forages en bon état à Kong (02), Yah (01), Ngoumé (01), Oué (01), Mbondé Pygmée (01), Nditam (01), Kpagah (01), Ngandié (01) et Ngambé Tikar (04). Forages en panne à Kong (01), Beng-Beng (01), Gah (03), Nditam (03), Kpagah (01), Ngandié (02) et Ngambé Tikar (03). Forages en construction à Ngoumé (01), Ngandié (01),</i>	
	07 sources d'eau potable	<i>Communautaire</i>	<i>Sources aménagées à Nditam (02) et Ngambé Tikar (01). Sources non aménagées à Mambioko(01), Mansoh(01), Ina (01) et Beng-Beng (01).</i>	
	06 plaques solaires	<i>Privé</i>	<i>Plaques solaires fonctionnelles à Nditam (01) et non fonctionnelles à Ngambé Tikar (04) et Ngoumé (01).</i>	
	01 Station-service	<i>Privé</i>	<i>Etat délabré. Bâtiments inexistant.</i>	<i>Non fonctionnelle</i>
Enseignements secondaires	01 lycée bilingue (Ngambé Tikar)	<i>Public</i>	<i>Bon état</i>	<i>Fonctionnel</i>
	03 CES (Gah, Nditam, Kong)	<i>Public</i>	<i>Bon état</i>	<i>Fonctionnels</i>
	01 CETIC (Ngambé Tikar)	<i>Public</i>	<i>Bon état</i>	<i>Fonctionnel</i>
Emploi et formation	SAR / SM (Ngambé Tikar)	<i>Public</i>	<i>Bâtiments inexistant</i>	<i>Non fonctionnelle</i>

Secteur	Infrastructures	Statut	Etat	Fonctionnalité
professionnelle				
Tourisme et loisirs	05 auberges (Ngambé Tikar)	Privé	Bas standing (bâtiments vétustes, sanitaires mal aménagées)	Fonctionnelles
Forêts et faune	Poste de contrôle forestier et de chasse de Ngambé Tikar	Public	Bon état	Fonctionnel
Commerce	04 marchés périodiques (Ngambé Tikar, Kong, Gah, Oué)	Communal	A l'exception du marché de Ngambé Tikar (doté de hangars et boutiques en matériaux définitifs), les autres marchés disposent de hangars en matériaux provisoires)	Fonctionnels
Jeunesse et éducation civique	01 bureau de la délégation d'arrondissement de la jeunesse (Ngambé Tikar)	Public	Pas de bâtiment (abrité au sein de la Sous-préfecture)	Fonctionnel
	01 bureau du CMPJ (Ngambé Tikar)		Pas de bâtiment (abrité au sein de la Sous-préfecture)	Fonctionnel
Sports et éducation physique	01 stade municipal (Ngambé Tikar)	Communal	Peu praticable (absence de pelouse, de gradins et de vestiaires ; non respect des dimensions réglementaires)	Fonctionnel
Industrie, mines et développement technologique	SMK (Scieries du Mbam et Kim) /STJJY (Ngambé Tikar)	Privé	Bon état	Fonctionnel
	GAD (Kong)	Privé	Bon état	Fonctionnel
	EMP (Entreprises Mgbatou Pierre, Ngambé Tikar)	Privé	Bon état	Fonctionnel
	EFMK (Entreprise Forestière Miguel Khoury-Ngoumé)	Privé	Bon état	Fonctionnel
Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	Sous-préfecture (Ngambé Tikar)	Public	Bon état (partiellement délabré)	Fonctionnel
	Hôtel de Ville (Ngambé Tikar)	Public	Bâtiments neufs et en bon état	Fonctionnelle
	Brigade de gendarmerie (Ngambé Tikar)	Public	Bâtiments désuets	Fonctionnelle
	15 chefferies de 3 ^e degré et 01 chefferie de 2 ^e degré	Public	Bâtiments modestes, en briques de terre)	Fonctionnelles

3.4 Principales potentialités et ressources de la Commune

Tableau 8 : Principales potentialités et ressources de la commune de Ngambé Tikar

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs	Contrôleurs	Mode d'accès	Tendance	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Forêts	Tous les villages	-Présence d'une flore et d'une faune riches et diversifiées	- Toute la population - Exploitants forestiers - Braconniers (bois et gibier)	Accès libre (forêts non classées) Exploitants forestiers (UFA, forêts communautaires)	Accès libre (forêts non classées) Accès contrôlé (UFA, forêts communautaires)	- Dégradation des forêts - Raréfaction du gibier	- Expansion du braconnage professionnel - Insuffisance d'actions de reboisement - Utilisation des feux de brousse à des fins agricoles - Coupe sauvage du bois de chauffe - Exploitation illégale du bois	- Création de zones d'intérêt cynégétique - Création d'unités d'élevage des aulacodes - Création de fermes apicoles - Renforcer les capacités matérielles du poste forestier - Renforcer les capacités de contrôle forestier des populations riveraines - Entreprendre les actions de reboisement des espaces
Terres cultivables	Tous les villages	- Fertilité du sol - Vastes superficies disponibles	- Toute la population - Eleveurs	- Chefs de famille - Chefs de village et de quartier	Accès contrôlé	- Baisse progressive de la fertilité du sol - Perte progressive du couvert végétal	- Dévastation des cultures par les bêtes et les parasites - Expansion des feux de brousse - Conflits agropastoraux - Absence d'un plan d'urbanisation et de gestion des terres	- Délimiter les zones de pâturage - Elaborer un plan d'occupation des sols - Vulgarisation des intrants et semences agricoles améliorés
Cours d'eau	Tous les villages	- Fleuves au débit important (Kim, Mbam) - Arrondissement fortement arrosé - Potentiel important de production du sable	- Toute la population - Pêcheurs	Aucun contrôleur	Accès libre et contrôlé	- Inondations en saison des pluies - Tassement de certains cours d'eau en saison sèche	- Baisse de la production halieutique - Destruction des champs et des ouvrages d'art	- Création des étangs piscicoles - Construction des ouvrages d'art dans les villages - Vulgarisation des techniques de traitement de l'eau à domicile
Carrières de sable	Gah + campement, Ina, Oué, Kong, Ndita, Campement de Kouen, Ngoumé + campement, Mambioko, Kpagah, Mansoh	- Fleuves au débit important (Kim, Mbam) - Arrondissement fortement arrosé - Potentiel important de production du sable	- Toute la population	Aucun contrôleur	Accès Libre	Exploitation peu coordonnée	- Absence de politique communale d'exploitation du sable - Insuffisance de matériel d'extraction adéquat - Difficulté de transport	- Mise en place d'une unité communale d'exploitation du sable - Ouverture des pistes d'exploitation

CHAPITRE IV

SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

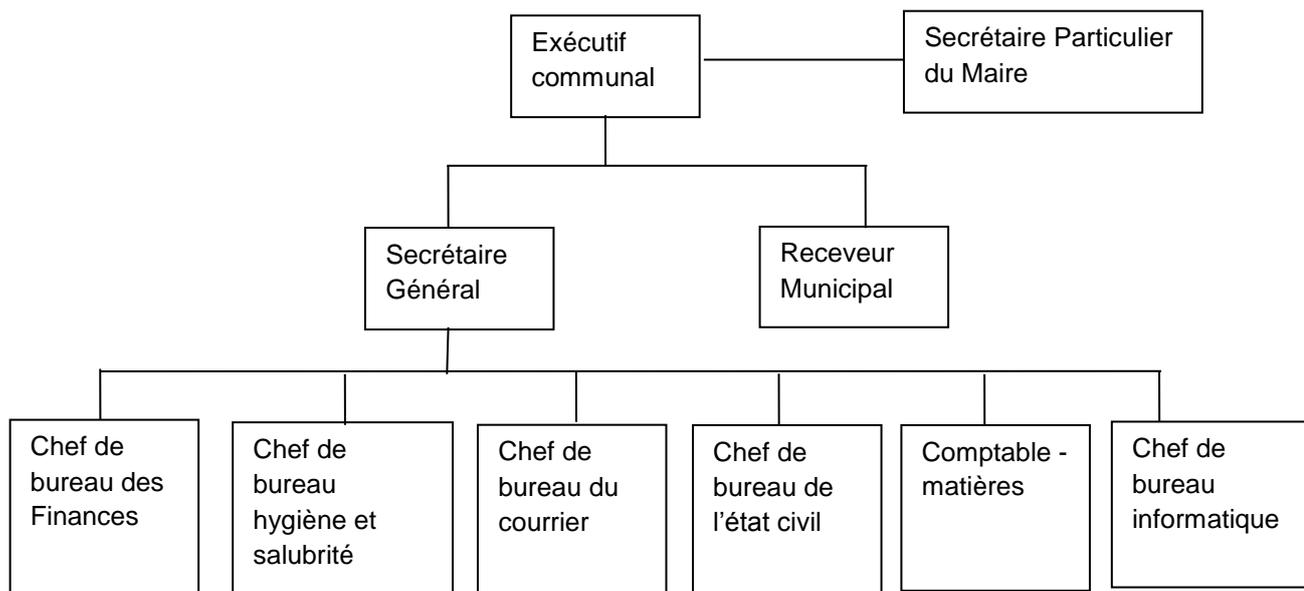
La Mairie de Ngambé Tikar est répartie en 03 services : l'Administration communale, la Recette municipale et la Comptabilité-matières. Le Conseil municipal est composé de 25 conseillers, tous militants du RDPC. Le Maire est assisté accompagné par deux adjoints.

4.1.1 Forces, faiblesses et pistes d'action prioritaires

➤ Ressources humaines

Forces	Faiblesses	Axes de renforcement
Personnel communal volontaire et travailleur Capacité de la commune à faire face à ses engagements vis-à-vis du personnel Personnel communal diversifié (04 contractuels communaux, 09 agents décisionnaires, 65 agents temporaires)	Absence d'organigramme formel Système communal de documentation non informatisé Faible responsabilisation du personnel et des adjoints au Maire Faible niveau de base du personnel et absence d'un personnel technique qualifié Absence d'un plan de carrière au sein de la commune Absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel Insuffisance de formations à l'endroit du personnel et des conseillers Insuffisance du matériel de bureau et du matériel informatique Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal Faible fonctionnalité des commissions techniques du conseil municipal Indisponibilité des principaux responsables de la commune Absence de procédure formelle de recrutement Absence de projet de cahier de charge du personnel Utilisation des agents communaux (ACD et ACF) à des fins différentes de celles de leur cahier de charge	Organiser les réunions de l'Exécutif sur une base mensuelle Organiser les réunions de bureau sur une base mensuelle Informatiser le système de documentation et de conservation des archives Plaider pour la mise à disposition permanente d'un SG et d'un RM Elaborer l'organigramme conformément aux orientations réglementaires et le faire partager par l'ensemble du personnel Recruter du personnel qualifié conformément aux orientations réglementaires et le faire partager par l'ensemble du personnel Former les chefs de bureaux en techniques de gestion du personnel Former l'ensemble du personnel à l'utilisation des logiciels informatiques de base (Word, Excel, Powerpoint, Internet Explorer) Former les chefs de bureau aux techniques de rédaction administrative Former les conseillers municipaux aux questions relatives à l'encadrement réglementaire de la décentralisation Mettre à la disposition des conseillers des textes régissant leurs attributions Elaborer le règlement intérieur du personnel communal

Figure 1: Organigramme fonctionnel de la commune de Ngambé Tikar



➤ **Ressources patrimoniales**

Forces	Faiblesses	Axes de renforcement
Patrimoine diversifié (01 maison d'habitation, 01 hôtel de ville, 01 abattoir, 01 bloc commercial, 06 hangars, 07 centres de santé, 02 motos, 01 voiture et 01 camion, 01 bâtiment, 100 chaises, 01 coffre-fort 02 groupes électrogènes, 03 ordinateurs, 01 lap top 01 photocopieuse et 01 scanner)	Insuffisance du matériel de bureau et du matériel informatique Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal Concentration du patrimoine communal dans l'espace urbain Absence d'inventaire du patrimoine communal Faible efficacité du système de mobilisation des recettes	Recenser tous les biens communaux et mettre à jour le sommier du patrimoine communal Construire les hangars des marchés de Gah et Nditam pour augmenter les recettes de la Commune Equiper la Mairie Créer une forêt communale Construire et équiper une bibliothèque communale

➤ **Ressources financières**

Forces	Faiblesses	Axes de renforcement
Nombre élevé de contribuables Forte mobilisation du personnel communal autour du recouvrement des recettes Présence de 02 sociétés d'exploitation forestière Existence d'un marché communal Existence de 05 marchés périodiques (Gah, Nditam, Oué, Kong, Ngambé Tikar)	Système communal de documentation non informatisé Insuffisance de personnel qualifié en matière fiscale Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture de l'espace communal Absence de compte de gestion Absence de manuel de procédures comptables et financières Absence d'un fichier exhaustif des contribuables Insuffisance des moyens techniques et matériels Insuffisance du nombre d'agents percepteurs Absence de plan de travail et de cahier de charges pour les agents percepteurs	Actualiser le fichier de contribuables Recruter 05 agents percepteurs supplémentaires Elaborer, actualiser et suivre la mise en œuvre du plan de travail de chaque agent percepteur Former les agents percepteurs et les membres du service financier à la fiscalité locale

➤ **Gestion des relations**

Forces	Faiblesses	Axes de renforcement
<p>Ouverture de rapports avec des communes étrangères</p> <p>Entretien de relations fortes et étroites avec les autorités traditionnelles et les congrégations religieuses</p>	<p>Faible diversification des partenaires étrangers</p> <p>Insuffisance de ressources humaines aptes à la recherche et la valorisation des partenariats</p> <p>Irrégularité des relations avec les sectoriels</p>	<p>Fabriquer le babillard de l'Hôtel de Ville</p> <p>Recenser tous les programmes et projets de développement potentiellement utiles pour la Commune</p> <p>Améliorer la collaboration avec les communes voisines</p> <p>Redynamiser le partenariat avec les communes locales et étrangères</p> <p>Concevoir le site web de la Commune</p> <p>Préparer des projets de développement à présenter aux potentiels partenaires (constituer une banque des idées de projet)</p>

4.2 Synthèse des données sur la petite enfance

Tableau 9: Synthèse des données sur la petite enfance

Besoin	Etat des lieux/diagnostic situation actuelle et priorités	Cause du manque	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de jeunes parents et de populations autochtones enregistrent leurs enfants et leur établissent un acte de naissance - Absence de déclaration des naissances - Sur les 5115 enfants âgés de moins de 08 ans, environ 3502 ne sont pas enregistrés (68,46%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement des centres d'état civil - Ignorance des parents - Négligence des parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Garantir aux enfants leur citoyenneté - 	<ul style="list-style-type: none"> Identification des enfants sans acte de naissance Sensibilisation de toutes les couches de la population, dont femmes et population autochtone (Bororos, Pygmées), sur l'importance des actes de naissance et l'enregistrement des naissances Organisation des séances collectives d'audience foraine au sein de la commune en vue de la délivrance d'actes de naissance 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune - MINAS - MINADT (chefferie, sous préfecture) - MINSANTE (CMA)
Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> - Les vaccinations sont occasionnelles et peu fréquentes - Irrégularité du passage du programme élargi de vaccination - Réticence des bororos et Pygmées à la vaccination - Une campagne de vaccination organisée tous les trimestres au CMA - Environ 7145 enfants sont vaccinés 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des moyens de locomotion - Négligence des parents - Déficience des systèmes de communication - Faible circulation de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger la petite enfance contre les maladies contagieuses courantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de 02 motos pour le CMA - Equipements des centres de santé en réfrigérateurs - Distribution du calendrier de passage des vaccinations - Accroissement du rythme de passage de programme élargi de vaccination - Sensibilisation des parents Bororos et pygmées sur l'importance de la vaccination - Fourniture aux services de santé des 	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - Centre de santé - District de santé
Prévention du paludisme	<ul style="list-style-type: none"> - Faible distribution des moustiquaires - Faible sensibilisation de pratiques préventives du paludisme - Faible respect des visites prénatales - Faible entretien des alentours des maisons - Très peu de familles utilisent une moustiquaire imprégnée (moins de 10% des enfants dorment sous une moustiquaire) - 20% des femmes enceintes sont protégées contre le paludisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moustiquaire - Défaut de pratique d'assainissement 	Réduire la charge palustre dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur l'usage des moustiquaires - Sensibiliser les populations sur les mesures d'hygiène et assainissement autour des domiciles - Distribution des moustiquaires imprégnées aux filles-mères et aux femmes enceintes 	<ul style="list-style-type: none"> - MINSANTE - Centre de santé - Commune
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - 30% des mères maîtrisent les méthodes de nutrition des enfants - Absence de suivi nutritionnel des enfants de 0 à 8 ans 	<ul style="list-style-type: none"> - Non respect des règles d'hygiène alimentaire - Ignorance de 	Améliorer l'état nutritionnel de la petite enfance	Organisation de campagnes de sensibilisation des femmes sur les méthodes de nutrition des enfants	CMA ; CSI de l'arrondissement

	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux laits artificiels - Observation d'une tendance moyenne de mal nutrition chez certains enfants y compris les Bororos et les pygmées - Déformation musculaire - Méconnaissance des techniques de nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> certains méthodes de nutrition des enfants - Manque de moyens financiers - Manque de sensibilisation sur la nutrition infantile 			
Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - 10% des enfants ont accès à l'eau potable - 50% des enfants souffrent de maladies hydriques - Insalubrité avancée au sein des campements - Absence de protection pour les enfants - Les enfants ont fréquemment la diarrhée - Absence et insuffisance de points d'eau potable - Faible taux de toilettagage chez enfants de plus de 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'hygiène - Nettoyage partiel des alentours des maisons - Tarsissement des cours d'eau - Consommation et utilisation des eaux sales - Absence des toilettes de bain et des latrines - Non aménagement des toilettes - Irresponsabilité parentale pour l'hygiène <p>Les enfants en bas âge boivent de l'eau non potable</p>	Faciliter l'accès des enfants à l'eau potable	<p>Construire 01 forage dans chaque village</p> <p>Organiser des campagnes de vulgarisation des méthodes de potabilisation de l'eau à domicile</p>	CMA ; CSI de l'arrondissement MINEE ; Maire
VIH/SIDA	<ul style="list-style-type: none"> - 20% des mères maîtrisent leur statut sérologique - Eloignement du CTA/UPEC - Ignorance de prévention mère/enfant - Ignorance du statut sérologique des enfants - Difficulté d'accès dans les centres de prévention du VIH/SIDA - Vulnérabilité des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de dépistage du VIH/SIDA - Non suivi de la mère et de l'enfant - Eloignement des centres de dépistage - Insuffisance des moyens financiers pour les visites prénatales - Absence de matériel de dépistage - Faible taux de sensibilisation - Dédain de la question sérologique 	Protéger les femmes et la petite enfance contre le VIH/SIDA	Organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage des femmes enceintes contre le VIH/SIDA	CMA ; CSI de l'arrondissement
Education préscolaire	<ul style="list-style-type: none"> - 25% des enfants de 03 à 05 ans sont scolarisés - Faible taux de scolarisation scolaire - Ignorance du français - Non scolarisation des enfants de 0 à 6 ans - Refus par les enseignants des enfants de moins de 6 à la SIL 	<ul style="list-style-type: none"> - manque de volonté et l'irresponsabilité - Eloignement de l'école primaire et maternelle - Effectif d'enseignants qualifiés réduits - Absence d'école 	Faciliter l'accès à l'éducation des jeunes enfants	Création et construction de 22 écoles maternelles	MINEDUB ; Maire

		maternelle - Absence de moyen financier - Absence d'appui de l'Etat - Absence du matériel - Dangerosité des routes - Cherté de l'APE			
--	--	---	--	--	--

4.3 Synthèse des données sur les changements climatiques

Tableau 10 : Tableau synthèse de la fiche des problèmes liés au changement climatique niveau communal

Secteur	Tendance de changement climatique	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'exploitation	Solutions envisagées	Zones concernées
Agriculture	- Perturbation du calendrier agricole - Fragilité des sols - Perturbation des cycles de production de certaines cultures	- Augmentation de la température - Perte progressive de la fertilité du sol - Variation de la saison des pluies - Détérioration de la qualité des semences - Perte des semences après semis	- Baisse de la productivité agricole (cas du maïs, arachides) - Baisse du niveau de revenus des planteurs	- Moyen	Aucune disposition prise Ignorance des mesures préventives/d'adaptation	- Vulgarisation des techniques agro écologiques et agroforesteries - Apport des variétés résistantes - Sensibilisation des populations sur la culture sur brûlis	Tous les villages de la commune
Elevage	- Faible capacité de régénération des pâturages - Raréfaction des ressources en eau - Utilisation des feux de brousse	- Manque d'eau - Difficultés de régénération des herbes - Surcharge des pâturages - Déshydratation des animaux	- Prolifération des maladies - Réduction du cheptel - Insécurité alimentaire	- Elevé	Aucune disposition prise	- Formation des éleveurs à la pratique des activités pastorales - Inciter les femmes locales à la pratique de la pêche - Former les populations aux techniques de pêche - Sensibiliser les femmes à la gestion durable des ressources halieutiques - Création d'unité d'élevages des aulacodes	Tous les villages de la commune
Pêche	- Changements rapides du débit - Tarsissement précoce des cours d'eau - Faible reproduction des poissons	- Augmentation de la température de l'eau - Variation du PH de l'eau qui devient trouble - Surexploitation des fleuves - Abandon de l'activité de pêche	- Baisse de la productivité halieutique - Baisse du niveau de revenus des pêcheurs	- Moyen	- Aucune disposition prise - Existence de plusieurs cours d'eau	- Sensibilisation contre la destruction des forêts près des cours d'eau - Vulgarisation de la pisciculture - Changer les méthodes de pêche - Encadrement technique et matériel des pêcheurs	Tous les villages de la commune
Forêts / faune	- Augmentation de la température - Surexploitation	- Augmentation de la température du sol - Pollution de l'air par gaz	- Disparition de certaines plantes médicinales - Réduction de possibilités	- Elevé	Ignorance des mesures d'adaptation	- Reboisement de certaines jachères - Vulgarisation des techniques agro écologiques et agro forestières	Tous les villages de

Secteur	Tendance de changement climatique	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'exploitation	Solutions envisagées	Zones concernées
	pour bois d'énergie - Couvert végétal en diminution	- Difficulté de régénération de certaines espèces végétales animales - Non respect du bois forestier - Mort des arbres	alimentaires - Baisse de revenu issu de la vente des PNFL			- Intensification de la lutte contre le braconnage	la commune
Eau / assainissement	- Changements rapides du débit des cours d'eau - Tariessement précoce des cours d'eau	- Inondations - Réurrence des maladies hydriques	- Baisse de la productivité halieutique - Baisse du niveau de revenus des pêcheurs	Faible	Aucune disposition prise	Traitement des eaux usées reboisement Création d'une décharge communale Mise en place d'un dispositif communal de gestion des déchets et ordures ménagères	Tous les villages de la commune

Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 11 : Principaux problèmes consolidés par secteur

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins identifiés
1	Agriculture et développement rural	Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des cultures par les parasites et les ravageurs (cochenilles, rongeurs, singes, termites et insectes, oiseaux ravageurs) - Accès difficile et limité aux intrants agricoles (produits phytosanitaires, semences) de qualité - Faible niveau de maîtrise des techniques modernes de production agricole - Insuffisance d'encadrement par les acteurs institutionnels (DAADER, chefs de poste agricole) - Faible structuration des GIC et organisations de producteurs - Mauvaise organisation du système de commercialisation des produits agricoles - Perte progressive de la fertilité du sol - Difficultés de commercialisation des produits agricoles - Insuffisance de pistes agricoles et de desserte 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse des rendements agricoles - Faible niveau de revenus des producteurs - Réduction des opportunités d'emploi - Faible développement du secteur agricole - Découragement et abandon de l'activité agricole - Insuffisance des denrées alimentaires sur le marché local - Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à la structuration des GIC et à leur transformation en coopératives agricoles - Construction de 10 magasins de stockage - Création, construction et opérationnalisation de 10 magasins d'intrants agricoles (point de ravitaillement en produits phytosanitaires, engrais, pesticides, semences améliorées et matériel agricole) - Organisation des campagnes de formation des agriculteurs et de vulgarisation sur les nouvelles techniques agricoles et les méthodes de lutte phytosanitaire - Construction et équipement de 05 postes agricoles - Création de 03 nouveaux postes agricoles - Réaménagement et équipement de la Délégation d'Arrondissement du MINADER - Création/Aménagement de pistes de collecte et de desserte agricole - Achat d'un camion communautaire pour l'écoulement des produits - Création d'un champ communautaire de cacaoyer, de palmeraie, de banane plantain, café et de manioc - Acquisition et aménagement d'un pressoir à huile - Création d'une pépinière de cacao, café et palmier à huile - Construction de hangars de distribution des vivres agricoles - Réaménagement du marché - Organisation des sessions de renforcement de capacités sur la pratique des techniques agro écologiques et agro forestières - Construction du CEAC - Appui à l'organisation de ventes groupées
2	Elevage, pêches et industries animales	Faible productivité des ressources animales et halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - Bureau de la DAEPIA faiblement équipé (insuffisance de matériel de bureau et de moyen de locomotion) - Insuffisance d'encadrement technique des éleveurs - Pratique répandue de l'élevage de type familial - Absence de délimitation d'espaces agropastoraux - Insuffisance de suivi sanitaire des bêtes - Absence d'activités piscicoles - Contrôle insuffisant de circulation des bêtes - Prédominance de l'élevage domestique - Difficulté d'approvisionnement en races améliorées et intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible augmentation du niveau de revenus - Réduction des opportunités de revenus pour les habitants - Découragement des éleveurs - Abandon de l'élevage et de la pêche - Dévastation des champs par les animaux - Exode rural - Conflits agro-pastoraux 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de la DAEPIA - Construction et équipement de 04 centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire - Création d'une coopérative d'éleveurs - Création de 04 étangs piscicoles - Création de 04 fermes avicoles - Organisation de séminaires de formation sur les techniques modernes d'élevage - Organisation de séminaires de formation en apiculture et pisciculture - Appui technique et financier à la création de microprojets d'élevage - Création d'un magasin d'intrants et matériels d'élevage - Construction d'un abattoir moderne

			<ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des éleveurs - Précarité de l'abattoir - Difficultés d'écoulement des produits pastoraux au sein de l'espace communal - Difficulté de transformation des produits agricoles (huile de palme) 		
3	Santé publique	Difficulté d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de médecin - Insuffisance de centres de santé - Insuffisance d'approvisionnement en médicaments - Personnel de santé insuffisant - Faible équipement des centres de santé - Insuffisance de campagne de sensibilisation sur le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose - Centres de santé faiblement équipés 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé des produits et médicaments - Expansion de la pratique de l'automédication - Aggravation des maladies et dégradation de l'état de la santé des populations - Pratique très répandue des accouchements traditionnels - Achat des médicaments douteux - Non enregistrement des enfants - Prise en charge tardive des malades - Dépenses supplémentaires en frais de transport - Faible niveau de connaissance des méthodes de nutrition infantile 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 09 cases de santé - Construction et équipement de 03 centres de santé intégrés - Réhabilitation et équipement de 03 centres de santé - Équipement du centre de santé de Mbamla - Création d'un comité de lutte contre le VIH/SIDA - Organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage gratuit du VIH/SIDA - Mise à disposition de 11 agents de liaison sanitaire - Mise à disposition de personnels médicaux qualifiés - Mise à disposition de 02 médecins généralistes et de 02 chirurgiens - Organisation de sessions de formation des matrones - Équipement des centres en 09 groupes électrogènes/plaques solaires - Équipement des centres de santé en 58 lits - Équipement des centres de santé en 06 microscopes - Approvisionnement régulier des centres de santé en réactifs - Équipement des centres de santé en 07 bouteilles de gaz - Équipement des centres de santé en 06 réfrigérateurs - Construction/équipement de 05 laboratoires - Construction/équipement de 03 blocs opératoires - Construction/équipement de 05 maternités - Mise à disposition de 07 motos au profit des centres de santé - Mise à disposition de 07 ambulances/voitures d'évacuation au profit des centres de santé - Approvisionnement régulier des centres en médicaments - Construction de 09 forages au sein des centres de santé - Aménagement de 05 latrines au sein des centres de santé - Aménagement de 06 dispositifs de traitement des déchets au sein des centres de santé - Construction de 03 logements d'astreinte pour les médecins et personnels médicaux
4	Travaux publics	Difficulté d'accès aux villages de l'arrondissement	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes - Faible entretien des routes existantes - Absence de barrières de pluie - Insuffisance de ponts 	<ul style="list-style-type: none"> - Rareté des moyens de transport - Difficultés de déplacement - Difficulté d'écoulement des produits agricoles - Déplacement difficile des biens et des personnes - Perte des produits agricoles - Noyade des enfants - Enclavement et mise en retrait de la population par rapport au reste du 	<ul style="list-style-type: none"> - Installation des barrières de pluies - Construction de 03 ponts sur le Mbam - Aménagement des ponts - Aménagement / réhabilitation de la route principale - Ouverture des servitudes cacaoyères - Pose /construction de dos d'âne - Création d'un comité d'entretien des routes - Équipement des comités de route en matériel de curage - Bitumage de 03 axes quittant du chef lieu d'arrondissement aux différents villages

				<p>monde</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'installation durable des fonctionnaires et des entreprises - Taux élevé d'accident de circulation - Accentuation de la pauvreté 	
5	Education de base	Difficulté d'accès à l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'écoles primaires - Insuffisance du personnel enseignant - Insuffisance d'infrastructures et d'équipements au sein des écoles - Dégradation des bâtiments des écoles primaires - Insuffisance d'écoles maternelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Jumelage des salles de classes - Exposition des élèves aux intempéries - Suivi/contrôle insuffisant des élèves - Surcharge des enseignants - Sureffectifs des élèves dans les salles de classe - Faible couverture des programmes scolaires - Baisse du taux de réussite - Sous scolarisation - Exode rural - Début tardif de l'école par les enfants - Analphabétisme - Marche sur de longues distances - Déperdition scolaire - Faible développement des activités sportives au sein des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des blocs administratifs - Construction d'une école primaire - Construction d'une école maternelle - Implantation du mât de drapeau - Réhabilitation des salles de classe de l'école primaire - Construction de salles de classes - Equipement de l'école en matériel didactique - Equipement de l'école en tables bancs - Construction d'une bibliothèque - Besoin d'enseignants - Equipement de l'école en points d'eau modernes - Equipement de l'école en latrines - Equipement de l'école en bacs à ordures - Construction de la clôture des écoles primaires - Reboisement/ Création des bosquets scolaires - Aménagement des logements des enseignants - Sensibilisation des parents sur le bien fondé de l'école - Sensibilisation des parents à l'établissement des actes de naissances
6	Culture	Faible promotion de la culture locale	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de foyers culturels/cases communautaires - Faible implication des jeunes dans les activités culturelles - Absence de musée - Absence d'associations culturelles actives - Insuffisance de festivals locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible transmission des valeurs culturelles - Accroissement d'un modernisme à outrance - Perte progressive de l'identité culturelle - Exode rural - Pertes d'opportunités d'emploi et d'accroissement des revenus - Disparition des valeurs culturelles - Abandon des danses traditionnelles et coutumes - Désintérêt des jeunes de la culture locale - Sous développement du village - Acculturation des jeunes - Ignorance de la culture par certains membres de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de foyers culturels/cases communautaires - Construction d'une bibliothèque culturelle - Organisation d'une fête traditionnelle annuelle -
7	Promotion de la femme et de la famille	Faible épanouissement de la femme et de la cellule familiale	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de revenu des femmes - Faible couverture de la commune par le système institutionnel d'accompagnement de la famille - Existence de nombreuses unions libres - Présence de nombreuses familles 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme - Faible autonomie financière et foncière des femmes - Forte présence d'unions libres - Sous scolarisation des filles 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des associations des femmes et encouragement des groupes de femmes à se faire légaliser afin de bénéficier des services du MINPROFF - Construction d'une maison de la femme ou un centre mère et enfant - Organisation de campagnes de sensibilisation sur les droits

			<ul style="list-style-type: none"> monoparentales -Faible propension locale à l'établissement des actes de mariage et de naissance -Absence de centre de promotion de la femme et la famille -Violences conjugales et familiales fortement répandues -Faible organisation des femmes en association -Accès difficile des femmes à un emploi décent -Appui insuffisant aux activités et aux projets économiques des femmes -Faible niveau d'alphabétisation des femmes -Faible niveau de connaissance des droits de la femme par la population 	<ul style="list-style-type: none"> -Vagabondage de la jeune fille -Fragilité de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> des femmes et de la jeune fille et sur les services du MINPROFF -Construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille -Accompagnement des femmes au financement et la réalisation des activités génératrices de revenus -Organisation de célébrations de mariages collectifs -Appui conseil aux personnes victimes de violences conjugales et familiales
8	Affaires sociales	Difficulté d'accès aux services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> -Encadrement insuffisant des personnes vulnérables par les acteurs institutionnels -Absence de bâtiments pour le centre social -Centre social faiblement équipé (insuffisance de matériel de bureau et absence de moyen de locomotion) -Absence de chiffres précis sur le nombre de personnes socialement vulnérables -Appui insuffisant aux personnes socialement vulnérables -Faible niveau de connaissance des dispositifs d'appui social par les personnes socialement vulnérables -Accès difficile aux cartes d'invalidité -Insuffisance de matériel pour les personnes handicapées -Faible organisation des personnes vulnérables -Insuffisance du personnel du service des affaires sociales 	<ul style="list-style-type: none"> -Exposition des personnes vulnérables aux maladies et à l'isolement -Faible autonomisation des personnes vulnérables -Faible niveau de connaissance des droits des personnes vulnérables -Faible accès aux matériels d'appui (béquilles, chaises roulantes, lunettes) -Difficultés d'insertion sociale et économique des personnes vulnérables -Faible scolarisation des orphelins 	<ul style="list-style-type: none"> -Célébration/organisation des journées internationales (journée de l'enfant africain, journée internationale des personnes âgées, journée internationale des personnes handicapées) -Organisation de campagnes de sensibilisation à l'endroit des personnes vulnérables sur leurs droits et les moyens de les faire valoir -Appuis financiers des personnes socialement vulnérables à la création d'AGR -Construction et équipement d'un centre social -Appuis des orphelins et enfants vulnérables sur les plans scolaires, nutritionnel et médical -Appuis des personnes handicapées sur les plans médicaux et scolaires -Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation du personnel au centre social -Création des champs communautaires pour personnes vulnérables -Appui des personnes handicapées à l'établissement des cartes d'invalidité -Création d'un centre de formation et de réinsertion des personnes handicapées -Organisation des personnes vulnérables en associations -Recensement des Bororos et des Pygmées -Recensement des personnes socialement vulnérables -Construction d'un centre d'appui aux personnes vulnérables -Sensibilisation des populations Pygmées au déparasitage de leurs domiciles et lieux d'habitation
9	Eau	Difficulté d'accès à l'eau potable au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de points d'eau potable -Faible aménagement des eaux de sources -Non raccordement au réseau CDE -Insuffisance des sources 	<ul style="list-style-type: none"> -Consommation des eaux douteuses -Dépenses supplémentaires pour l'accès à d'autres sources d'approvisionnement 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction du réseau CDE -Extension du réseau CDE -Aménagement des sources -Création d'un comité de gestion des points d'eau

			<ul style="list-style-type: none"> -Tarissement des sources en saison sèche -Faible niveau de connaissance des techniques de potabilisation de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Prolifération de maladies hydriques -Dépenses financières pour soins de santé -Pertes en vies humaines -Faible alimentation en eau potable -Mauvais état des sources -Conflits au niveau des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction des forages -Formation de la population en techniques de potabilisation d'eau -Appui à l'entretien des points d'eau -Réhabilitation des forages
10	Energie	Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> -Absence de réseau électrique -Coût élevé de l'essence pour le groupe -Éloignement des points d'approvisionnement en pétrole -Absence de panneau solaire et groupe électrogène -Approvisionnement irrégulier de la station-service 	<ul style="list-style-type: none"> -Conservation difficile des produits -Faible développement des activités économiques -Absence d'éclairage public (insécurité publique dans la nuit) -Dépenses supplémentaires pour l'accès aux autres sources d'énergies -Exode rural -Difficulté de conservation des aliments -Absence de loisirs liés à l'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> -Extension du réseau AES/SONEL -Electrification par panneau solaire -Construction d'un mini-barrage hydroélectrique -Installation d'un guichet de paiement des factures d'électricité -Réfection des plaques solaires -Réfection du groupe électrogène communautaire -Installation de lampadaires pour l'éclairage public -Acquisition des lampes/torches -Installation d'un grand groupe électrogène
11	Enseignements secondaires	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'établissements d'enseignement secondaire -Insuffisance d'infrastructures et d'équipements au sein des établissements -Insuffisance d'enseignants -Absence de logement d'astreinte pour les enseignants -Insuffisance de matériel didactique -Insuffisance de salles de classe -Faible fonctionnement de l'APEE -Absence d'infirmier 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible taux de réussite scolaire -Abandon précoce des études -Déperdition scolaire, principalement des jeunes filles -Sous scolarisation -Exode rural -Sureffectifs des élèves dans les salles de classe -Taux d'analphabétisme élevé au sein de l'espace communal -Difficulté d'insertion professionnelle des jeunes élèves 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction du bloc administratif -Construction d'un CES -Construction d'un CETIC -Création d'une SAR/SM -Extension de l'établissement /Construction de nouvelles de salles de classes -Equipe ment des établissements en tables bancs -Equipe ment du lycée bilingue et du CETIC en groupe électrogène -Equipe ment des établissements en outils informatiques -Construction et équipement de l'atelier de travaux pratiques -Construction d'une bibliothèque -Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation des enseignants en nombre et en qualité -Aménagement d'un forage au sein de l'établissement -Aménagement d'un bloc de latrines au sein de l'établissement -Construction de la clôture de l'établissement -Construction d'un logement d'astreinte
12	Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi et aux opportunités de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de structures d'encadrement et de formation aux métiers -Insuffisance d'opportunités et de projets d'emplois -Absence de SAR/SM fonctionnelle -Accès difficile aux financements -Faible niveau de connaissance des opportunités de financement (PAJER U, PIAASI, FNE) par les jeunes -Faible niveau de maîtrise des techniques de montage de projet par les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> -Taux élevé du chômage chez les jeunes -Oisiveté -Délinquance et exposition à l'alcoolisme -Prolifération des petits métiers informels ou clandestins (moto taxi, vente de carburant frelaté, coupe sauvage du bois) -Accentuation de la pauvreté -Pertes d'opportunités d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un centre de formation aux petits métiers -Construction et équipement d'une SAR/SM -Organisation de stages de formation aux petits métiers, au montage des projets, à la recherche de financements -Accompagnement des femmes à la réalisation des AGR -Renforcement des capacités des populations en gestion des activités génératrice de revenus -Organisation d'ateliers pédagogiques
13	Travail et	Difficulté d'accès	<ul style="list-style-type: none"> -Faible couverture sociale des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible prise en charge des accidents 	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation de campagnes de sensibilisation des

	sécurité sociale	des travailleurs à la couverture sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de connaissance de leurs droits par les travailleurs - Faible organisation des travailleurs en syndicats - Insuffisance de suivi des services du MINTSS en matière de respect des droits des travailleurs - Absence de mutuelle de santé - Insuffisance de structures d'emploi formel 	<p>de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conditions de travail difficiles - Insécurité sociale des travailleurs - Indigence des travailleurs après la retraite - Endettement élevé des travailleurs - Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - employeurs au reversement des cotisations sociales - Organisation d'une campagne de sensibilisation des travailleurs sur la sécurité sociale et les droits de travail - Organisation de campagnes de sensibilisation des travailleurs et employeurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale - Structuration des groupes de défense des intérêts des travailleurs (moto taximen, artisans) - Création d'une mutuelle de santé
14	Tourisme et loisirs	Faible valorisation du potentiel touristique local	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de structures d'accueil de qualité - Non aménagement des sites touristiques - Faible valorisation des sites touristiques existants - Absence d'inventaire précis du potentiel communal - Absence d'office communal du tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de devises - Accentuation de la pauvreté - Perte d'opportunités d'emploi - Faible développement des activités économiques - Faible développement de l'activité touristique - Dévalorisation des sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement d'un site touristique moderne - Création d'une zone d'intérêt cynégétique - Construction et aménagement d'une structure d'accueil et d'hébergement - Formation des guides touristiques - Création d'un office communal de tourisme et équipement de ses locaux - Réalisation d'un inventaire du potentiel touristique communal - Conception d'un document de présentation touristique de la Commune et organisation de sa diffusion au niveau national et international - Construction d'un centre d'accueil d'intérêt communal
15	Forêts et faune	Dégradation progressive du couvert végétal et des ressources fauniques	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de zone d'intérêt cynégétique - Absence d'infrastructures d'accueil de bon standing - Exploitation forestière anarchique - Contrôle insuffisant des activités forestières - Expansion des activités de braconnage - Pratique répandue et régulière des feux de brousse - Système de reboisement insuffisant - Insuffisance de forêts communautaires - Absence de forêt communale 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction progressive de la forêt - Diminution sensible des ressources - Destruction des habitats des animaux - Disparition progressive des espèces végétales (y compris les PFNL) et animales - Vulnérabilité aux effets des changements climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement des jeunes plants d'espèces forestières pour reboisement des espaces vides. - Création d'une pépinière communale pour le reboisement - Sensibilisation des populations aux techniques de régénération des espèces forestières de lutte contre la déforestation - Appui des populations et administrations locales à la création et l'entretien d'espaces verts - Formation aux techniques d'élevage non-conventionnel - Renforcement des capacités de la population sur la gestion durable des ressources fauniques et floristiques - Renforcement des capacités sur les techniques de récupération des déchets du bois et production de charbon - Appui financier et technique au développement de l'agroécologie et de l'agroforesterie - Renforcement des capacités en gestion des forêts communautaires et PFNL - Renforcement de capacité sur les effets néfastes du changement climatique - Appui à l'obtention d'un moulin à concasser le Djansang - Organisation de campagnes de sensibilisation contre les feux de brousse et l'exploitation abusive des ressources forestières - Redynamisation du comité de vigilance - Appui au fonctionnement des comités riverains et à la réalisation de projets de développement - Création d'une forêt communale

					<ul style="list-style-type: none"> -Création du club des amis de la nature -Organisation des ventes groupées des PFNL -Redynamisation de la forêt communautaire -Création d'une pépinière forestière -Création des ZIGGC -Restitution des 7Km de forêt pris par l'UFA 00818 et l'UFA 00803 -Création d'une forêt communautaire
16	Environnement, protection de la nature et développement durable	Pollution des sols, de la nappe phréatique et des cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> -Insalubrité de l'espace urbain et des marchés -Absence de système de gestion des ordures ménagères -Absence de décharge municipale -Insuffisance de bacs à ordures dans l'espace urbain -Insuffisance de toilettes publiques -Pratique répandue de la défécation à l'air libre -Construction anarchique des latrines -Forte expansion de la pratique des feux de brousse -Faible propension à la réalisation d'études d'impact environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> -Insalubrité -Prolifération des moustiques et maladies -Tariissement des points d'eau -Erosion des sols -Diminution abusive des ressources floristiques et fauniques 	<ul style="list-style-type: none"> -Installation de 20 bacs à ordures de 240 litres -Aménagement d'une décharge municipale -Construction et gestion des toilettes publiques -Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information des habitants autour des règles d'hygiène et salubrité -Sensibilisation des populations sur la REDD+ et les Changements Climatiques -Formation en technique de gestion des déchets et création des espaces verts -Création d'un comité d'hygiène et assainissement -Création d'un club des amis de la nature -Organisation de stages de formation aux techniques de recyclage des déchets
17	Habitat et développement urbain	Précarité de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> -Mauvaise gestion des ordures ménagères -Faible niveau de connaissance et de respect des normes dans la construction des habitations -Délabrement rapide des habitations -Développement de l'espace urbain faiblement contrôlé par les autorités administratives et municipales -Faible visibilité du développement de l'espace urbain par les autorités municipales -Absence de plan sommaire d'urbanisme -Insuffisance de latrines 	<ul style="list-style-type: none"> -Dégradation des maisons -Fragilité des habitations -Précarité de l'habitat -Insalubrité -Pollution des cours d'eau et de la nappe phréatique -Prolifération des moustiques et des maladies -Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme -Organisation de campagnes de sensibilisation et d'information des habitants autour des règles d'hygiène et salubrité et des normes de construction -Mise en place d'un dispositif communal de collecte et de gestion des ordures ménagères -Aménagement d'une décharge municipale -Construction des toilettes publiques -Ouverture des voies en terre dans l'espace urbain
18	Domaines, cadastre et affaires foncières	Difficulté d'acquisition des terres en propriété	<ul style="list-style-type: none"> -Présence de nombreux terrains non immatriculés -Absence de plan d'occupation des sols au niveau communal -Faible niveau de connaissance des procédures de sécurisation foncière -Coût élevé des procédures de sécurisation foncières 	<ul style="list-style-type: none"> -Ventes illicites des terrains -Insécurité foncière 	<ul style="list-style-type: none"> -Constitution de réserves foncières communales -Organisation de séances de sensibilisation des populations sur les procédures de sécurisation foncière -Prise en compte des intérêts des populations marginalisés (Bororos, Pygmées)
19	Recherche scientifique et innovation	Difficulté d'accès des producteurs aux résultats de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> -Faible vulgarisation des résultats auprès des producteurs ruraux -Faible utilisation des semences ou races améliorées par les producteurs agricoles et les éleveurs -Ignorance des méthodes et techniques modernes d'agriculture et d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> -Exploitation rudimentaire du potentiel agricole -Faible productivité agricole -Perte d'opportunités d'accroissement des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> -Organisation de campagnes de vulgarisation et de distribution des semences et races animales améliorées -Organisation de séminaires de formation aux techniques modernes adaptées de production, de conservation et de transformation des produits agricoles

			<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de maîtrise des techniques de transformation et de conditionnement des produits agricoles - Absence des structures de recherche au sein de l'espace communal 		
20	Commerce	Difficulté de commercialisation des produits	<ul style="list-style-type: none"> - Enclavement de l'arrondissement - Insuffisance de points de vente des produits - Insuffisance de hangars et de comptoirs dans les marchés - Insuffisance d'équipements au sein des marchés du marché (absence de points d'eau, de latrines) - Faible organisation des commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible développement des activités commerciales - Détérioration des produits (pertes post récolte) - Faiblesse du niveau de revenus des paysans - Occupation anarchique de la voie publique - Rareté des produits sur le marché - Cherté des produits manufacturés et produits de première nécessité sur le marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction définitive des marchés existants - Construction d'un forage dans chaque marché existant - Construction de latrines dans chaque marché existant - Appui à la mise en place et la structuration des associations de commerçants dans les marchés existants - Construction de nouveaux hangars modernes dans les marchés existants - Construction d'un hangar de marché - Construction d'un magasin de stockage - Installation de bacs à ordures dans les marchés existants
21	Jeunesse et éducation civique	Faible épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement insuffisant des jeunes - Absence de bâtiments pour le MINJEC et le CMPJ - Faible équipement du CMPJ (insuffisance de matériel de bureau et de moyen de locomotion) - Appui insuffisant aux jeunes - Faible niveau de connaissance des opportunités du MINJEC par les jeunes - Faible niveau de connaissance des dispositifs d'appui du MINJEC par la jeunesse - Faible structuration de la jeunesse locale - Absence de Conseil Communal des Jeunes - Insuffisance d'association des jeunes - Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage des jeunes - Délinquance juvénile - Insécurité - Oisiveté des jeunes et vagabondage - Sexualité précoce - Prostitution - Exposition aux IST/SIDA - Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes - Organisation de stages de formation aux petits métiers - Création d'un centre d'information et d'écoute dans la commune (en vue de sensibiliser sur les opportunités d'emploi qu'offre le MINJEC) - Appuis financiers des jeunes à la création d'activités génératrices de revenus - Sensibilisation des jeunes sur l'intérêt d'être en groupe (association) - Mettre à la disposition des jeunes du village des stages de vacance à la commune - Dotation et attribution d'un lotissement pour la construction d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes - Construction et équipement d'un foyer des jeunes - Construction des lieux de loisir au village - Construction d'une salle de fêtes - Organisation des sessions de formation des jeunes dans la rédaction et le montage des projets pouvant être financés par les organismes tels que le PAJER-U et le PIFMAS. - Création d'une association des jeunes
22	Sports et éducation physique	Faible développement des activités sportives et éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'infrastructures sportives aménagées - Mauvais état des aires de jeu existantes - Faible organisation des jeunes autour du sport - Faible diversification des activités sportives - Rareté des manifestations sportives - Absence d'une structure d'encadrement des jeunes sportifs - Absence des clubs et associations sportives 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de divertissement des jeunes - Oisiveté et vagabondage des jeunes - Délinquance juvénile - Perte des talents des jeunes - Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et aménagement de 23 aires de jeux - Aménagement des 12 terrains de football existants - Aménagement du stade de football du lycée - Création d'un fonds communal de financement de 06 Championnats de vacances - Création d'un centre de formation en disciplines sportives - Appui à la structuration de 05 associations sportives - Création de 05 stades annexes dans chaque grande agglomération - Création et aménagement de 18 aires de jeux

					-Aménagement du stade de Handball et de volley Ball -Construction d'une tribune
23	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Faible développement des petites entreprises locales	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de financements adaptés - Insuffisance de formations adaptées - Insuffisance de points de commercialisation - Absence de foire artisanale - Faible développement des activités artisanales - Absence d'encadrement et d'appui au secteur informel local - Ignorance des opportunités offertes par le MINPMEESA - Faible valorisation des produits de l'artisanat et des groupes locaux de l'économie sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des opportunités d'emploi - Faible développement des activités artisanales - Abandon des activités artisanales par les jeunes - Faible niveau de revenus des artisans - Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des séminaires de renforcement des capacités des acteurs des PME - Formation de la population sur les techniques de transformation des produits agricoles - Création d'un centre de formation pour la transformation des produits agricoles - Création d'un fonds d'appui aux PME locales - Organisation des foires d'exposition des produits locaux - Information des acteurs des PME sur les opportunités offertes par le MINPMEESA - Accompagnement des groupes d'artisans à la recherche de financements - Installation d'une unité d'extraction d'huile de palme - Organisation de stages de formation aux métiers de l'artisanat - Organisation de stages de formation aux techniques de brassage d'huile de palme - Création d'un centre de formation aux métiers de l'artisanat local
24	Industrie, mines et développement technologique	Faible développement du secteur industriel et minier local	<ul style="list-style-type: none"> - Faible valorisation des carrières de sable et de pierres - Insuffisance de moyens financiers et matériels pour l'exploitation des ressources - Ignorance du potentiel minier local 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible rendement des carrières - Perte d'opportunités d'emplois - Inexistence d'industrie agricole - Méconnaissance des populations sur les ressources minières - Faible impact des techniques innovantes - Abandon des rochers /n pierres dans la savane 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un fonds communal de financement pour l'exploitation 10 carrières de sable - Création d'un fonds communal de financement pour l'exploitation 04 carrières de pierre - Régulation des extractions de sable - Régulation des extractions de pierre - Construction d'une usine de transformation des pierres en gravier - Construction et équipement d'une unité industrielle d'extraction du sable - Invention exhaustive du potentiel minier de la Commune - Organisation de 05 séminaires/stages de formation aux techniques modernes d'extraction du sable (donc une session par groupement - Création d'un comité de gestion des carrières de sable - Aménagement de la carrière de sable et ouverture des voies d'accès - Aménagement de la carrière de gravier et ouverture des voies d'accès
25	Transports	Difficulté de déplacement au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une gare routière et de checkpoints dans les villages - Faible organisation des transporteurs - Cherté de carburant - Mauvais état de la route - Absence de pont sur le Mbam et Kim - Absence de bac pour la liaison avec Massagam 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible déplacement des populations - Isolement des populations - Accidents de la circulation réguliers - Difficile écoulement des produits - Faible développement des activités commerciales - Coût élevé du transport - Accentuation de la pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un comité de régulation des prix du transport - Création et construction d'une gare routière - Aménagement des check points pour le stationnement des motos - Appui au regroupement des transporteurs en association et à leur structuration - Dynamisation du syndicat des transporteurs
26	Postes et	Difficulté d'accès	- Faible couverture du territoire communal par	- Réduction d'opportunités d'emploi	- Installation de 05 Antennes de relais des signaux de

	télécommunications	aux services postaux et téléphoniques	<p>les réseaux téléphoniques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence du bureau de poste - Absence de télé centre communautaire - Absence de guichet de transfert de courrier/argent - Absence du réseau électrique AES SONEL 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible réception des signaux - Faible développement des activités liées aux télécommunications (exemple : cyber cafés) - Difficile communication avec l'extérieur et l'intérieur - Isolement / Faible ouverture sur le monde / - Sous information - Coût élevé des communications - Perte des courriers (transporter en moto) - Arrivée tardive des lettres/missives - Communication téléphonique impossible - Faible accès aux nouvelles de l'information et de la communication - Frustration - Accentuation de la pauvreté - Accès difficile aux informations 	<p>téléphonie mobile</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création du service de poste de Ngambé - Création et aménagement d'un cybercafé communal - Création de 06 Télécentres communautaires - Construction du télécentre communautaire de Ngambé Tikar - Mobilisation des pouvoirs publics pour l'extension des réseaux CAMTEL, - Mobilisation des pouvoirs publics pour l'installation d'un service postal
27	Communication	Difficulté d'accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'électricité - Enclavement de l'arrondissement - Circulation difficile de l'information au sein de l'espace communal - Absence d'une radio communautaire locale - Absence de bureau de poste - Faible couverture du territoire communal par les ondes radio et télévision 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous information des populations - Perte d'opportunités diverses - Exode rural - Abandon du village 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un kiosque à journaux dans le village - Construction d'une télé centre communautaire - Construction et équipement d'une bibliothèque municipale - Création d'un journal communautaire - Installation des tableaux d'affiche pour information
28	Administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre	Difficulté d'accès de la population aux services administratifs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de connaissance des services administratifs par la population - Insuffisance du personnel au Poste de gendarmerie - Sous-préfecture dégradée et mal équipée - Insuffisance du personnel et de moyens de transport à la Sous-préfecture - Eclairage public largement insuffisant - Absence de poste de sécurité dans l'espace communal - Faible couverture de l'espace communal par les services de sécurité - Insuffisance de moyens de transport au Poste de gendarmerie - Structuration insuffisante des comités de vigilance dans les villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plusieurs foyers d'insécurité (insécurité grandissante) - Présence d'une forte population sans acte de naissance - Etablissement difficile des documents administratifs - Conflits réguliers non résolus au sein des villages - Sous information de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et équipement d'un poste de police en 01 voiture tout terrain, 02 ordinateurs, 01 imprimante, 01 photocopieur, 02 motos - Réaménagement des bâtiments de la Brigade - Amélioration de l'équipement de la Brigade (mise à disposition de 02 ordinateurs, 01 imprimante, 01 photocopieur, 01 moto) - Organisation des campagnes d'information de la population sur le rôle de la Commune et les services qu'elle délivre - Création d'un détachement de service de maintien de l'ordre - Appui à la structuration de 05 comités de vigilance - Création de 08 centres spéciaux d'état-civil - Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation du personnel d'un poste de police - Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation du personnel à la brigade de la gendarmerie de Ngambé
29	Enseignement supérieur	Difficulté d'accès des jeunes de l'espace communal à	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté des jeunes étudiants de la Commune à faire face aux exigences financières de leur scolarité - Faible système d'appui aux étudiants 	<ul style="list-style-type: none"> - Exode rural - Interruption des cursus - Oisiveté - Délinquance et exposition à 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de journées d'orientation des jeunes bacheliers - Recensement et octroi des bourses aux nouveaux bacheliers par les élites - Mise à disposition des bourses annuelles au profit des élèves

		l'enseignement supérieur	originaires de l'arrondissement - Faible niveau de revenu des parents - Éloignement des universités - Absence de système d'orientation des jeunes bacheliers - Absence d'établissement d'enseignement supérieur dans l'espace communal	l'alcoolisme et aux drogues - Sous information - Abandon des études - Chômage, banditisme - Diminution des élites - Frein au développement - Perte des opportunités	méritants des bourses d'études
--	--	--------------------------	--	---	--------------------------------

4.4 Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
Gah	Constructions d'un forage au niveau de la chefferie de Gah	Electrification rural du village sur 9 km (axe Mbioko-gah)	Approvisionnement du centre de santé de Mbamla et de Gah en médicaments	Réhabilitation des trois points d'eau non fonctionnels à Gah	Réhabilitation de la route axe Gah - bord du Mbam en passant par Mbamla (80 km)	Construction d'un hangar avec 25 comptoirs au marché de Gah	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Gah	Construction et équipement du poste agricole de Mbamla		Constructions d'un forage au niveau de la chefferie de Gah	L'accès à l'eau est très difficile ; il faut se déplacer sur une longue distance pour s'en procurer,
Coût	8 000 000	36 000 000	8 000 000	9 000 000	20 000 000	16 000 000	15 000 000	10 000 000	86 000 000	9 000 000	
Gah Pygmée	Construction d'un forage au campement Pygmées de Gah	Inscription de 5 enfants pygmées de Gah à l'école primaire et maternelle de Gah centre	Appui en fournitures scolaires des enfants Pygmées de Gah	Construction d'un bloc de latrines au campement de Gah	Appui à l'établissement des pièces officielles (03 CNI, 21 actes de naissances)	Fourniture en matériels agricoles et semences améliorées à 8 adultes du campement pygmée	Appui à la production pastorale au campement par la distribution de 4 paires de ruminants	Dotation du campement de Gah d'un moulin à écraser les céréales		Construction d'un forage au campement de Gah	L'accès à l'eau est très difficile et il n'ya aucun point d'eau potable proche du village
Coût	9 000 000	400 000	75 000	3 500 000	200 000	1 000 000	2 000 000	500 000	14 675 000	9 000 000	
Mansoh	Construction de d'un forage à la chefferie de Mansoh	Construction d'un forage au quartier mambila à Mansoh	Construction d'un bloc de maternelle à Mansoh	construction d'un pont à Mansoh sur la rivière Sâ mbombon	Electrification rurale de Mansoh par panneau solaire,	Accompagnement des agriculteurs de Mansoh à la création des plantations de cacao,	Appui du village Mansoh à l'élevage des porcs (20 têtes)	Réhabilitation de 02 ponceaux de 5 mètres chacun le long de la piste agricole reliant Mansoh (Canton Gah) à Ndjonkou via Mbamla II (rivières Nguien, Nwouen)		Construction de deux forages	L'accès à l'eau est très difficile ;
Coût	9 000 000	9 000 000	25 000 000	10 000 000	30 000 000	10 000 000	2 000 000	14 500 000	97 500 000	18 000 000	

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
Mansoh Pygmée	Construction de d'un forage au campement pygmée de Mansoh	Appui à l'établissement des pièces officielles (26 CNI, 94 actes de naissances et 15 actes de mariage)	Electrification rurale de Mansoh par panneau solaire,	Construction de deux blocs de latrines au campement de Mansoh	Mise en place d'un système d'enregistrement de naissance	Accompagnement de 15 ménages du campement Pygmée de Mansoh à la culture et commercialisation du piment	Distribution du matériel agricoles et semences amélioré à 15 ménages du campement Mansoh	Construction d'un magasin de stockage au campement Pygmée de Mansoh		Construction de d'un forage	L'accès à l'eau est très difficile, aucun puits n'existe au village
Coût	9 000 000	1 694 500	30 000 000	7 000 000	80 000	7 500 000	2 000 000	15 000 000	42 274 500	9 000 000	
Yah	Construction d'un centre de promotion de la femme et de la jeune fille à Yah	Construction et équipement d'un bloc de maternelle à Yah	Construction d'un forage au quartier Mbororos de Yah	Electrification du village Yah par panneau solaire	construction d'un bloc de 2 salles de classe à IEP de yah-Yindi	Appui du GIC femmes dynamiques de Yah à la création des plantations de soja sur 5 ha	Appui financier de 30 agriculteurs de Yah au développement de la filière maïs	Appui financier à 5 éleveurs de bœuf du village Yah		Construction d'un centre de promotion de la femme et de la jeune fille	Les femmes sont oisives et ne disposent pas de lieu de rencontre et de discussion
Coût	90 000 000	25 000 000	9 000 000	30 000 000	16 000 000	10 000 000	15 000 000	16 000 000	211 000 000	90 000 000	
Campement Nyanka	Appui en fournitures et manuels scolaires aux enfants Pygmées de l'EP de Yah-Yindi	appui à l'établissement des pièces officielles (44 CNI, 160 actes de naissances et 22 actes de mariage)	Construction d'un forage au campement Nyanka	Construction de trois blocs de latrine au campement Nyanka	Construction de la case communautaire Nyanka	Appui en matériel agricole, semences améliorées et produits phytosanitaires du GIC Pygmée de Nyanka	Accompagnement des Pygmées Nyanka à l'obtention d'un moulin à écraser	Appui du village Mansoh à l'élevage du porc (8 têtes)		Construction de la case communautaire Nyanka	Les enfants du village doivent parcourir une dizaine de kilomètres pour se rendre à l'école
Coût	250 000	1 996 200	9 000 000	10 500 000	10 000 000	740 000	500 000	1 500 000	33 986 200	10 000 000	
Beng-Beng	Réouverture et équipement du centre de santé de Beng-Beng	Construction d'un bloc de deux salles de classes à IEP de Beng-Beng	Construction d'un forage à Ngam (hameau de Beng-Beng)	Equipement en 120 tables bancs de l'EP de beng-Beng	Réhabilitation du pont de Ngam Wouke	Construction d'un nouveau poste agricole à Beng-Beng	Appui à l'acquisition de nouvelles souches d'animaux (élevage non conventionnel) aux petits éleveurs à Beng-Beng	Construction d'un hangar de vivres agricoles à Beng-Beng		Réouverture et équipement du centre de santé avec affectation du personnel	Il faut se rendre à Ngambé Tikar pour avoir accès aux soins de santé, même les plus primaires
Coût	10 000 000	16 000 000	85 000 000	3 600 000	10 000 000	25 000 000	40 000 000	20 000 000	169 600 000	10 000 000	

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
Ina	Construction de deux forage à Ina dont un à la chefferie et 01 à l'EP de Ina	Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Oué-Ina-Bord Mbam (100 km) et construction de 09 ponts/buses	Construction d'un CSI	Electrification du village Ina par groupe électrogène	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP d'Ina	Construction d'un fumoir moderne à Ina	Construction d'un hangar de marché avec comptoir à Ina	Construction d'un parc de vaccination à Ina		construction de deux forage à Ina dont un à la chefferie et 01 à l'EP de Ina	L'accès à l'eau est très difficile ;
Coût	18 000 000	457 000 000	20 000 000	10 000 000	16 000 000	2 000 000	10 000 000	20 000 000	533 000 000	18 000 000	
Oué	Construction et équipement d'un centre de santé à Oué	Réhabilitation de la route Oué-Mansolet (60 km) et construction de 07 ponts/buses	Construction d'un forage à Oué	Construction d'un bloc de deux salles de classes à l'ep de Oué	Electrification Rural de Mansolet par panneau solaire	Construction d'un nouveau poste agricole à Oué	Construction d'un hangar de marché avec 10 comptoirs à Oué	Construction d'un marché à bétail à Oué		Construction d'une case de santé à Oué	Il faut se rendre à Ngambé Tikar pour avoir accès aux soins de santé, même les plus primaires
Coût	50 000 000	600 000 000	9 000 000	16 000 000	30 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	750 000 000	25 000 000	
Kong	Equipement du centre de santé intégré de Kong en lit (08), médicament, et 01 microscope	Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Kong (105 km) et construction de 27 ponts/buses	Construction du foyer culturel de Kong	Construction de 02 forages à Kong	Construction et équipement d'un bloc de maternelle à Kong	Construction et équipement d'un CZCSV à Kong	Construction d'un hangar de vivre agricole à Kong	Promotion de la chasse sportive aux Bongos à Kong		Equipement du centre de santé intégré de kong en lit (08), et 01 microscope	Il faut se rendre à Ngambé Tikar pour avoir accès aux soins de santé, même les plus primaires
Coût	800 000	450 000 000	15 000 000	18 000 000	25 000 000	25 000 000	20 000 000	8 000 000	561 800 000	800 000	
Mamblang	Construction d'un centre de santé à mamblang	Construction d'un forage à l'ep de mamblang,	Construction d'un bloc de maternelle à proximité de l'école primaire de mamblang	Construction d'un bloc de salle de classe à ep de mamblang	Construction d'un forage au quartier bogle de mamblang	Renforcement des capacités technique de 3 gic de mamblang (gic gjam, mbouza, ajcm) au développement de la filière maïs	Construction de la case communautaire de mamblang	Création/construction d'un nouveau poste agricole à mamblang		Construction d'une centre de santé à mamblang	Il faut se rendre à ngambé tikar pour avoir accès aux soins de santé, même les plus primaires
Coût	50 000 000	9 000 000	25 000 000	16 000 000	9 000 000	10 000 000	15 000 000	25 000 000	150 000 000	50 000 000	
Mandja	Construction de deux forages dont 01 Kpang, et 01 à Mamgong (hameau Mandja)	Construction d'un bloc de maternelle à Mandja	Construction de deux forages dont 01 à Kindié et 01 à Mambé (hameau Mandja)	Ouverture de la route Mandja- Linté et des ponceaux de Mpem ; Mechi, GBENGBEN, Meublen,	Electrification du village Mandja par l'installation des plaques solaires	Accompagnement de 5 planteurs de Mandja à la création des pépinières de palmier à huile	Accompagnement des petits éleveurs de Mandja à l'élevage du porc de races améliorées	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Mandja		Construction de deux forages dont 01 Kpang, et 01 à Mamgong (hameau Mandja)	L'accès à l'eau est très difficile ; il faut se déplacer sur une longue distance pour s'en procurer,

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
				NGANDJI							
	18 000 000	25 000 000	18 000 000	120 000 000	30 000 000	10 000 000	20 000 000	10 000 000	251 000 000	18 000 000	
Nditam	Construction d'un bloc de maternelle à Nditam	Equipement du centre de santé de Nditam en lit (10), et 01 microscope	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de Ndinga (hameau de Nditam)	Construction d'un centre de promotion de la femme et enfant à Nditam	Construction d'un bloc de deux salles de classe au CES de Nditam	Construction et équipement du poste agricole de Nditam	Construction et équipement d'un CZCSV à Nditam	Installation de 04 presses modernes à 4 GIC de Nditam (UGICAPEN, UGICAN, ADERN GIC Soleil)		Construction d'un bloc de maternelle à Nditam	Les enfants reçoivent les cours dans une extrême promiscuité, parfois assis à même le sol
Coût	50 000 000	900 000	16 000 000	90 000 000	16 000 000	25 000 000	25 000 000	8 000 000	230 900 000	50 000 000	
Campement de Mbondé	Equipement de l'EP de Mbondé en 60 tables banc	Construction d'un point d'eau au centre du village Mbondé Pygmée	Approvisionnement du centre de santé de Nditam fréquenté par les Pygmées de Mbondé en médicament	Etablissement des pièces officielles des populations de Mbondé (21 CNI, 143 actes de naissances, 21 actes de mariage)	Electrification du village par panneau solaire	Construction et équipement de la case communautaire de Mbondé	Distribution du matériel agricole (pulvérisateur, produits phytosanitaires, semences, houe, machettes, limes) aux 21 ménages de Mbondé	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Mbondé Pygmée		Equipement de l'ep de Mbondé en 60 tables banc	Existence de trois salles de classe sans tables bancs
Coût	1 800 000	9 000 000	1 500 000	8 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	5 000 000	80 300 000	1 800 000	
Kouen + Campement	Construction de deux forages à Kouen au niveau de l'école publique et de la chefferie	Construction et équipement d'un bloc de deux (02) salles de classe à Kouen	Appui à l'établissement des pièces officielles (25 CNI, 90 actes de naissance et 17 actes de mariages)	Construction et équipement de la case communautaire de Kouen	Electrification rural de Kouen par panneau solaire	Appui à l'obtention du matériel agricole et semences améliorés, à 17 ménages de Kouen	Acquisition d'un pressoir à huile pour les producteurs d'huile de palme de Kouen	Appui à l'acquisition de nouvelles souches d'animaux (élevage non conventionnel) aux petits éleveurs de Kouen		Construction de deux forages à Kouen au niveau de l'école publique et de la chefferie	L'accès à l'eau est très difficile ; la source qui y existe n'est pas potable
Coût	18 000 000	17 800 000	1 419 500	15 000 000	30 000 000	10 000 000	24 000 000	40 000 000	156 219 500	18 000 000	
Ngoumé	Création, Construction et équipement d'un CETIC à Ngoumé,	Construction de 02 forages dont 01 à l'école publique, 01 à Tchuang (hameau de Ngoumé)	Construction d'un forage au centre de santé de Ngoumé	Construction et équipement d'un foyer communautaire en étage à Ngoumé	Electrification du village Ngoumé jusqu'au campement par panneau solaire	Construction d'un hangar avec 15 comptoir à Ngoumé	Construction et équipement du poste agricole de Ngoumé	Création d'un (autre) étang d'alevinage à l'ADENG de Ngoumé		Création, construction et équipement d'un CETI,	Les enfants doivent émigrer vers Ngambé Tikar (44 km) ou Nditam (34 km) pour aller au secondaire,
Coût	35 600 000	18 000 000	9 000 000	20 000 000	30 000 000	15 000 000	25 000 000	10 000 000	162 600 000	35 600 000	

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
Ngoumé Pygmée	Appui à l'inscription et de distribution des fournitures et manuels scolaires aux enfants Pygmées de Ngoumé	Construction d'un forage au campement de Ngoumé	Approvisionnement du centre de santé de Ngoumé en médicaments	Installation des lampadaires(05) par panneaux solaires au campement deNgoumé	Appui à l'établissement des pièces officielles (28 CNI, 180 actes de naissance et 22 actes de mariages) des pygmées de Ngoumé	Construction d'un hangar de conservation des produits agricoles au campement de Ngoumé	Projet d'appui en matériel, agricole, semences améliorées et produits phytosanitaires des agriculteurs pygmées de Ngoumé	Accompagnement du GIC pygmée de Ngoumé au développement de la filière cacaoyère,		Construction d'un hangar de conservation à Ngoumé de	Absence de point de commercialisation des produits ; obligation de se rendre dans les marchés périodiques pour écouler nos produits
Coût	2 000 000	9 000 000	1 500 000	10 000 000	2 227 000	6 000 000	1 500 000	10 000 000	42 227 000	6 000 000	
Mambioko	Aménagement de 04 forages à Mambioko répartis comme suite : 01 à l'école publique, 02 à Mambioko centre et 01 au quartier Yamba	Construction et équipement d'un bloc de maternelle à proximité de l'école primaire de Mambioko	Construction d'une case de santé équipée à Mambioko	Equipement en matériel didactique de l'école primaire et l'école bilingue de Mambioko	Construction de 03 logements d'astreinte à Mambioko	Acquisition d'une décortiqueuse de Ndjansang pour les femmes de Mambioko	Aménagement de 2 étangs piscicoles de 400m ² chacun dans le village Mambioko	Accompagnement du GIC CRVC à l'élevage des pondeuses (race améliorées)		Aménagement de 04 forages à Mambioko répartis comme suite : 01 à l'école publique, 02 à Mambioko centre et 01 au quartier Yamba	L'accès à l'eau est très difficile ; il faut se déplacer sur une longue distance pour s'en procurer,
Coût	36 000 000	25 000 000	25 000 000	3 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	129 000 000	36 000 000	
Kpagah	Construction et équipement d'un bloc de maternelle à Kpaga-Gbah	Construction d'un forage au quartier Menoumelo'o à Kpaga	Electrification rurale par panneaux solaires	Construction et équipement d'un foyer communautaire au village Kpaga en matériaux définitifs	Construction d'un (01) forage à l'école maternelle de Kpaga	Appui technique, matériel et financier au Groupe d'agricultrice de Kpagah à la création d'une grande plantation de palmier à huile,	Accompagnement des femmes de Kpaga à la création des activités génératrices de revenus	Accompagnement de la population de Kpaga à l'élevage du Porc		Construction d'une école maternelle et affectation d'enseignants qualifiés	Les petits enfants traînent dans les maisons et constituent un fardeau pour les parents qui doivent aller aux champs.
Coût	25 000 000	9 000 000	30 000 000	15 000 000	9 000 000	10 000 000	15 000 000	5 000 000	118 000 000	25 000 000	
Mgboutou	Réhabilitation et équipement du centre de santé de MGBOUTOU	Construction et équipement d'un bloc de 2 salles de classes à l'école publique de MGBOUTOU	Aménagement des 02 forages à Mgboutou, 1 case de santé 1 école publique	Construction de deux (02) forages dont 1 (MANJAN + MANKAN) et 1 (BAHON + BONDE) hameau de Mgboutou	Création et construction et équipement d'un bloc de maternelle à MGBOUTOU	Restitution des 07 km de l'UFA et création d'une forêt communautaire à Mgboutou	Appui à l'intensification de la culture de 180 ha de maïs des agriculteurs de Mgboutou	Appui au développement de la filière café (50 ha) et cacao (80 ha) des agriculteurs de Mgboutou		réhabilitation et équipement du centre de santé de MGBOUTOU	Il faut se rendre à Ngambé Tikar pour avoir accès aux soins de santé, même les plus primaires alors que le village est doté d'une case de santé
Coût	10 000 000	17 800 000	18 000 000	17 000 000	25 000 000	12 000 000	10 000 000	10 000 000	119 800 000	10 000 000	
Ngandié	Construction et équipement de deux blocs de 4 salles de	Construction et équipement d'un bloc de	Electrification rurale de panneaux	Construction et équipement d'un foyer	Construction et équipement d'une maison de la femme à Ngandié	Construction d'un hangar au marché de Ngandié	Création/ Construction et équipement d'un nouveau poste	Accompagnement du GIC SODELAP de Ngandié à la création d'une		Construction de deux blocs de 4 salles de classe pour l'école	il n'ya aucune salle de classe tant pour les enfants de la

Villages	Projets sociaux prioritaires					Projets économiques prioritaires			Total	Projet prioritaire sélectionné	
	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Justification de la sélection
	classe pour l'école primaire de Ngandié	maternelle à Ngandié	solaires	culturel à Ngandié			agricole à Ngandié	plantation de poivre blanc (10)		primaire de Ngandié	maternelle que pour le primaire, les cours sont administré à l'église
Coût	34 000 000	25 000 000	30 000 000	15 000 000	30 000 000	2 000 000	26 000 000	10 000 000	172 000 000	34 000 000	
Ngandié Pygmée	Appui à l'inscription et de distribution des fournitures et manuels scolaires aux enfants pygmées de Ngandié	Construction d'un forage au campement de Ngandié	Construction et équipement du centre de sante de Ngandié	Installation des lampadaires solaires à Ngandié	Appui à l'établissement des pièces officielles (24 CNI, 54 actes de naissance et 7 actes de mariages) des pygmées de Ngandié	Projet d'appui en matériel, agricole, semences améliorées et produits phytosanitaires des agriculteurs pygmées de Ngandié	Acquisition d'un moulin à écraser des céréales au campement de Ngandié	Accompagnement des Pygmées de Ngandié à l'élevage du canard et lapins		Projet d'appui en matériel, agricole, semences améliorées et produits phytosanitaires des agriculteurs pygmées de Ngandié	Difficulté d'accès aux intrants agricoles et produits phytosanitaires pour une amélioration considérable de la production
Coût	2 000 000	9 000 000	30 000 000	10 000 000	783 100	1 500 000	2 000 000	800 000	56 083 100	1 500 000	
Ngambé haoussa	Construction et équipement d'un foyer communautaire à ngambé haoussa	Construction d'01 forage dans le village au quartier haoussa 2	Construction et équipement d'un centre de santé intégré à ngambé haoussa	Electrification du village ngambé haoussa par les panneaux solaires	Création, construction et équipement d'une école primaire à ngambé haoussa	Appui des agriculteurs de ngambé haoussa à l'intensification de la culture du maïs (100ha), et acquisition des semences améliorées,	Appui financier à 10 éleveurs de bœuf du village ngambé haoussa	Construction d'un hangar au marché de ngambé haoussa		Construction d'un foyer communautaire à ngambé haoussa	Absence d'un point de rassemblement des femmes, des jeunes, des hommes, ou d'organisation des cérémonies culturelles
Coût	15 000 000	9 000 000	30 000 000	30 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	6 000 000	140 000 000	15 000 000	
Ngambé Tikar Centre/Es pace Urbain	Réhabilitation des 04 forages non fonctionnels dans l'espace urbain	Equipement du CMA en matérielles et médicaments	Construction et équipement d'un centre de santé intégré à Kpangoué	Construction de 05 forages dans l'espace urbain	Construction et équipement du centre social de Ngambé Tikar	Construction d'un nouveau marché dans l'espace urbain au quartier Kpangoué	Construction d'une mini-cité communale de 20 chambres de 4*3 m ² avec eau et énergie décentralisée	Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles à Ngambé Tikar		Réhabilitation des 04 forages non fonctionnels dans l'espace urbain	Les maladies hydriques touchent régulièrement les habitants de l'espace urbain. Plusieurs ouvrages sont en panne.
Coût	16 000 000	15 000 000	10 000 000	42 500 000	20 000 000	80 000 000	50 000 000	35 000 000	268 500 000	16 000 000	
Total									4 596 465 300	481 700 000	

CHAPITRE V

PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision

Au regard du diagnostic faisant ressortir des problèmes sociaux d'accès à l'eau, à l'énergie électrique, à l'éducation et des problèmes économiques de faible productivité agricole, animale et halieutique, la vision de développement de la Commune de Ngambé Tikar est la suivante : *A l'horizon 2025, la Commune de Ngambé Tikar est un centre économique prospère, désenclavé et électrifié, géré par une institution forte, dont la population a un accès suffisant aux services sociaux de base et valorise son potentiel culturel dans un contexte d'intégration progressive des préoccupations des personnes vulnérables et peuples autochtones dans les actions de développement durable.*

5.1.2 Objectifs du PCD

5.1.2.1 Objectif global du PCD

Améliorer durablement les conditions et le cadre de vie des habitants de la Commune de Ngambé Tikar

5.1.2.2 Objectifs spécifiques du PCD

Le plan de développement communal de Ngambé Tikar vise à :

- Accroître la production agricole ;
- Accroître durablement les recettes propres de la Commune ;
- Faciliter les déplacements de Ngambé Tikar vers les autres localités et communes voisines ;
- Améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau potable au sein de l'espace communal ;
- Faciliter l'accès des habitants de la Commune à des soins de santé de qualité ;
- Faciliter l'accès des jeunes, en particulier les jeunes Bedjang, à une éducation primaire et une éducation secondaire de qualité.

5.2 Cadres logiques par secteur

Tableau 12 : Cadres logiques par secteur

Secteur 1 : Agriculture et développement rural

Problème central : Faible productivité agricole

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif principal	Améliorer la production et la productivité agricole dans l'arrondissement de Ngambé Tikar	- Capacité de commercialisation des produits agricoles accrue de 50% - Capacité de production agricole accrue de 50%	- Rapports sectoriels du MINADER - Comptes administratifs de la commune - Rapports des organisations de producteurs	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités de production des agriculteurs au sein de l'arrondissement	- 04 nouveaux postes agricoles construits et dotés de personnel - 05 postes agricoles réhabilités et dotés de personnel - Bâtiment du CEAC construit, équipé et doté de personnel adéquat - 15 GIC transformés en coopératives opérationnelles - 1000 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application de nouvelles techniques agricoles - Dispositif communal de distribution des semences améliorées et intrants agricoles opérationnel à travers la coopérative communale	- Rapports sectoriels du MINADER - Comptes administratifs de la commune - Rapports des organisations de producteurs	La construction des nouveaux postes agricoles est inscrite dans le BIP
	2. Améliorer la capacité de commercialisation des produits agricoles au sein de l'espace communal	- 01 coopérative communale de commercialisation agricole, dotée d'un camion de collecte et d'un magasin de stockage, est opérationnelle - 04 mini-comices agropastoraux organisés		
Résultats	1.1 Les capacités d'intervention des acteurs d'encadrement institutionnel des producteurs sont renforcées	- 03 nouveaux postes agricoles construits et dotés de personnel - 02 postes agricoles réhabilités et dotés de personnel - Bâtiment du CEAC construit, équipé et doté de personnel	- Rapports sectoriels du MINADER - Comptes administratifs de la commune - Rapports des organisations de producteurs	Les postes agricoles et le CEAC sont fournis en personnel adéquat
	1.2 Les agriculteurs maîtrisent mieux les techniques modernes de production	- 1000 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application de nouvelles techniques agricoles		
	1.3 Les agriculteurs ont un accès facilité aux intrants agricoles	- Dispositif communal de distribution des semences améliorées et intrants agricoles opérationnel à travers la coopérative communale		
	2.1 Les capacités de transformation locale de l'huile de palme sont renforcées	- 04 pressoirs supplémentaires opérationnels		
	2.2 L'accès des produits agricoles de l'espace communal aux marchés est renforcé	- 04 mini-comices agropastoraux organisés - Coopérative communale de commercialisation agricole dotée d'un camion de collecte et d'un magasin de stockage - 10 hangars de vivres agricoles construits et opérationnels - 06 pistes de collecte supplémentaires durablement praticables		
Activités		Moyens (intrants)	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	1.1.1 Construction et équipement des postes	Etude de faisabilité, construction et équipement du poste	25 000 000	

agricoles existants	agricole de Kong		
	Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Ngoumé	25 000 000	
	Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Nditam	25 000 000	
1.1.2 Création et construction de nouveaux postes agricoles	Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Gah	25 000 000	
	Création/construction d'un nouveau poste agricole à Oué	26 000 000	
	Création/construction d'un nouveau poste agricole à Mamblang	26 000 000	
	Création/construction d'un nouveau poste agricole à Beng-Beng	26 000 000	
	Création/construction d'un nouveau poste agricole à Mbamla II	26 000 000	
1.1.3 Réaménagement et équipement de la DAADER	Création/construction d'un nouveau poste agricole à Ngandié	26 000 000	
	Réaménagement et équipement	15 000 000	
1.2.1 Formation des producteurs en techniques modernes de production agricole	Organisation de séminaires de formation (02 sessions par an pendant 03 ans)	12 000 000	
1.3.1 Mise en place d'un dispositif communal de collecte et de commercialisation des produits et intrants agricoles	Achat d'un camion de collecte et construction d'un magasin de stockage	90 000 000	
1.3.2 Appui à la redynamisation des GICs et à leur transformation en coopératives agricoles	Organisation de réunions de concertations avec les organisations de producteurs dans les villages	1 000 000	
	Appui des groupes à l'organisation des assemblées constitutives	3 000 000	
	Appui à la constitution et au suivi des dossiers	1 000 000	
1.3.3 Création d'une pépinière communale de cacao, café, palmier à huile	Choix et aménagement du site	5 000 000	
	Recrutement d'un pépiniériste et approvisionnement de la pépinière		
2.1.1 Aménagement de pressoirs d'huile de palme	Aménagement de 04 pressoirs modernes à Nditam	8 000 000	
2.2.1 Aménagement des pistes agricoles de l'espace communal	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Ngoumé +Pygmée (Ngoumé-Début des champs : 4km)	10 000 000	
	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Ina (Ina-Bord-Mbam : 20 km)	50 000 000	
	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Mansoh (Mansoh-Mimbé : 10km)	25 000 000	
	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Mansoh (Mansoh-Mbioko II : 30 km)	75 000 000	
	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Oué (Oué-Bord Mbam : 35 km)	87 500 000	
	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Nditam (Nditam-Bord Mbam : 20 km)	50 000 000	
2.2.2 Construction de hangars de vivres agricoles dans les villages	Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Gah	20 000 000	
	Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Nditam	20 000 000	
	Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres	20 000 000	

		agricoles à Kong		
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Ngambé Tikar	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Ngoumé	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Beng-Beng	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Ngandié	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Mambioko	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Mansouh	20 000 000	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de vivres agricoles à Mbioko	20 000 000	
	2.2.3 Organisation de mini-comices au sein de l'espace communal	Organisation d'un mini-comice annuel dans chaque canton (Gah, Ngambé Tikar, Nditam, Kong)	40 000 000	
Total			902 500 000	

Secteur 2 : Elevage, pêches et industries animales

Problème centrale : Faible productivité des ressources animales et halieutiques

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif principal	Améliorer la productivité animale et halieutique dans la Commune de Ngambé Tikar	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement de 50% du nombre de têtes de volaille, de bovins et de porcs - 04 étangs piscicoles opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Comptes administratifs de la Commune - Rapports annuels d'activités des GIC organisés - Rapports techniques de la DAEPIA - Rapports techniques de la DAADER - Rapports techniques de la DDCOMMERCE 	
Objectifs spécifiques	1. Promouvoir la pratique intensive de l'élevage au sein de l'arrondissement	<ul style="list-style-type: none"> - 500 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application des techniques piscicoles et d'élevage - 04 étangs d'alevinage opérationnels - 10 projets d'élevage à forte valeur ajoutée sont opérationnels - 10 zones de pâturage délimitées - 04 services vétérinaires construits et opérationnels - 01 DAEPIA construite et équipée - 80% du cheptel local est vacciné contre la rage 	<ul style="list-style-type: none"> - Comptes administratifs de la Commune - Rapports annuels d'activités des GIC organisés - Rapports techniques de la DAEPIA - Rapports techniques de la DAADER - Rapports techniques de la DDCOMMERCE 	Au moins 02 CZCSV opérationnels au sein de la Commune
	2. Améliorer la capacité de commercialisation des produits animaux et halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> - 01 marché de produits animaux halieutiques construit et opérationnel 		
Résultats	1.1 Les capacités d'intervention des acteurs d'encadrement institutionnel des éleveurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 04 services vétérinaires construits et opérationnels - 01 DAEPIA construite et équipée - 80% du cheptel local est vacciné contre la rage 	<ul style="list-style-type: none"> - Comptes administratifs de la Commune - Rapports annuels d'activités des GIC organisés - Rapports techniques de la DAEPIA - Rapports techniques de la DAADER - Rapports techniques de la DDCOMMERCE 	Au moins 02 CZCSV opérationnels au sein de la Commune
	1.2 Les capacités de production des éleveurs de l'espace communal sont durablement renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 500 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application des techniques piscicoles et d'élevage - 04 étangs d'alevinage opérationnels - 10 projets d'élevage à forte valeur ajoutée sont opérationnels - 10 zones de pâturage délimitées 		
	2.1 Le dispositif d'appui à la commercialisation des produits pastoraux est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> - 01 abattoir moderne construit et équipé - 01 chambre froide opérationnelle - 01 marché de produits animaux halieutiques construit et opérationnel 		
Activités		Moyens (intrants)	Coûts	Conditions préalables
	1.1.1 Construction et équipement de la DAEPIA	Etude de faisabilité, construction et équipement de la DAEPIA	15 000 000 F CFA	

		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Ngambé Tikar	25 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction et équipement de centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Gah	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Nditam	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Kong	25 000 000 F CFA	
		1.2.1 Délimitation des zones de pâturage	Organisation des réunions de concertation au sein des villages en vue du choix des sites	1 000 000 F CFA
		Aménagement des limites	9 000 000 F CFA	
	1.2.2 Création de 04 étangs d'alevinage communaux	Recrutement d'un spécialiste en production piscicole	1 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et approvisionnement des étangs	11 000 000 F CFA	
	1.2.3 Création d'une ferme avicole communale	Recrutement d'un spécialiste en production piscicole	1 000 000 FCFA	
		Etude de faisabilité, construction et approvisionnement de la ferme	17 000 000 FCFA	
	1.2.4 Appui financier à la mise en œuvre de microprojets d'élevage	Organisation d'une campagne d'affichage et de vulgarisation de la procédure d'accès aux financements	500 000 F CFA	
		Sélection des bénéficiaires et distribution des financements	6 500 000 F CFA	
		Suivi du fonctionnement et de la rentabilité des projets	1 000 000 F CFA	
	1.2.5 Création d'un magasin d'intrants et matériels d'élevage	Choix du site, construction et approvisionnement du magasin	12 000 000 F CFA	
	1.2.6 Formation sur les techniques modernes d'élevage	Recrutement d'un consultant formateur	1 000 000 F CFA	
		Organisation de séminaires de formation (02 sessions de formation)	3 000 000 F CFA	
	1.2.7 Organisation de campagnes de vaccination antirabique	Organisation d'une campagne par an pendant 03 ans	3 000 000 F CFA	
	2.1.1 Construction d'un abattoir moderne	Choix du site et construction	25 000 000 F CFA	
	2.1.2 Construction d'une chambre froide communale	Choix du site, construction et équipement	150 000 000 F CFA	
	2.1.3 Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques à Ngambé Tikar	Choix du site et aménagement	15 000 000 F CFA	
Total			372 000 000 F CFA	

Secteur 3 : Santé publique

Problème central : Difficulté d'accès aux soins de santé

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé dans la Commune de Ngambé Tikar	<ul style="list-style-type: none"> - Distance moyenne entre les habitants et le centre de santé le plus proche réduite de 50% - Taux de morbidité de la population réduit de 30% - 90% des postes de personnel soignant pourvus en qualité et en quantité 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes démographie et de santé - Rapports techniques de l'aire et du district de santé - Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la couverture sanitaire des habitants de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - 09 cases de santé supplémentaires opérationnelles - 05 CSI opérationnels - Tous les postes de médecins, infirmiers et aides-soignants pourvus (au moins 06 médecins, 12 IDE, 30 AS et 10 Commis) sont pourvus - 08 cases de santé et CSI pleinement équipés et opérationnels (plateau technique conforme) - 90% des postes de personnel soignant pourvus en qualité et en quantité 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes démographie et de santé - Rapports techniques de l'aire et du district de santé - Comptes administratifs de la Commune 	Le personnel adéquat est mis à la disposition des centres de santé de l'espace communal
	2. Attirer du personnel soignant en quantité et en qualité suffisante au sein des structures sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - 90% des postes de personnel soignant pourvus en qualité et en quantité 		
Résultats	1.1 La capacité d'accueil et de soin des malades est accrue au sein de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - 08 cases de santé et CSI pleinement équipés et opérationnels (plateau technique conforme) - 09 cases de santé supplémentaires opérationnelles - 05 CSI opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes démographie et de santé - Rapports techniques de l'aire et du district de santé - Comptes administratifs de la Commune 	La création et l'équipement des centres de santé de l'espace communal sont inscrits dans le BIP
	1.2 Les conditions de soin dans les centres de santé de l'espace communal sont durablement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - 01 CMA pleinement équipé et opérationnel (plateau technique conforme) - 07 centres de santé pleinement équipés (plateau technique conforme) 		
	2.1 Les personnels soignants affectés au sein des centres de santé de l'espace communal restent durablement à leurs postes	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les postes de médecins, infirmiers et aides-soignants pourvus (au moins 06 médecins, 12 IDE, 30 AS et 10 Commis) sont pourvus 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	Construction et équipement de nouvelles cases de santé	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Oué	50 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Mambioko	50 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Ngandié	50 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Mansoh	50 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à	50 000 000 F CFA	

	Ina		
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Mamblang	50 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Mandja	50 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Kouen	50 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un centre de santé à Kpaga	50 000 000 F CFA	
Construction et équipement de nouveaux CSI	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CSI à Ngoumé	50 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CSI à Ngambé Haoussa	50 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CSI à Nditam	50 000 000 F CFA	
Réhabilitation et équipement des CSI existants	Réhabilitation et équipement du CSI de Beng-Beng	10 000 000 F CFA	Personnel disponible
	Réhabilitation et équipement du CSI de Mgboutou	10 000 000 F CFA	Personnel disponible
	Réhabilitation et équipement du centre de santé de Mbamla	10 000 000 F CFA	Personnel disponible
Equipped des centres de santé en groupes électrogènes	Achat des groupes électrogènes et distribution au sein des centres de santé Gah, Ngambé Tikar Centre, Kong, Ngoumé, Mgboutou, Nditam, Beng-Beng Mamblang, Mbamla	9 000 000 F CFA	
Réfection du laboratoire du CMA	Réfection du laboratoire	30 000 000 F CFA	
Equipped des centres de santé en lits	Achat de 53 lits et distribution au sein des centres de santé de Gah (08), Ngambé Tikar Centre (15), Kong (08), Ngoumé (02), Mgboutou (05) et Nditam(10), Mbamla (05)	2 500 000 F CFA	
Equipped des centres de santé en microscopes	Achat de 06 microscopes et distribution au sein des centres de santé de Gah, Ngambé Tikar Centre, Kong, Ngoumé, Nditam, Beng-Beng, Mbamla	2 500 000 F CFA	
Appui à l'approvisionnement régulier des centres de santé en médicaments et réactifs	Recensement des besoins, achat et distribution des réactifs (01 campagne de distribution par an pendant 03 ans)	20 000 000 F CFA	
Equipped des centres de santé en bouteilles de gaz	Achat de 07 bouteilles de gaz et distribution au sein des centres de santé de Ngambé Tikar Centre, Ngoumé, Nditam, Kong, Gah, Beng-Beng, Mbamla	200 000 F CFA	
Equipped des centres de santé en réfrigérateurs	Achat de 06 réfrigérateurs et distribution au sein des centres de santé de Gah, Beng-Beng, Ngoumé, Mgboutou, Ngambé Tikar Centre, Mbamla	3 000 000 F CFA	
Mise à disposition de 07 motos au profit des centres de santé	Achat de 07 motos et distribution auprès des centres de santé de Gah, Ngambé Tikar Centre, Kong, Ngoumé, Nditam, Mgboutou, Beng-Beng	10 000 000 F CFA	
Mise à disposition de voitures d'évacuation au profit des centres de santé	Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Gah	10 000 000 F CFA	
	Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du CMA	10 000 000 F CFA	
	Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Kong	10 000 000 F CFA	
	Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Ngoumé	10 000 000 F CFA	

		Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Nditam	10 000 000 F CFA	
		Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Mgboutou	10 000 000 F CFA	
		Mise à disposition d'une voiture d'évacuation au profit du centre de santé de Beng-Beng	10 000 000 F CFA	
Construction des forages au sein des centres de santé		Construction d'un forage au sein du centre de santé de Gah	8 000 000 F CFA	
		Réhabilitation du système d'adduction du CMA (forage et château d'eau)	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Kong	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Ngoumé	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Mgboutou	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Beng-Beng	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Mamblang	8 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au sein du centre de santé de Mbamla	8 000 000 F CFA	
Aménagement de latrines au sein des centres de santé		Aménagement de 05 blocs de latrines au sein des centres de santé de Gah, Beng-Beng, Mgboutou, Mamblang, Mbamla	15 000 000 F CFA	
Aménagement de dispositifs de traitement des déchets au sein des centres de santé		Aménagement de 05 dispositifs de traitement des déchets au sein des centres de santé de Gah, Beng-Beng, Mgboutou, Ngambé Tikar Centre, Ngoumé, Mbamla	5 000 000 F CFA	
Appui à la mise à disposition de personnel soignant au sein des centres de santé		Recensement des besoins et mise à disposition des salaires correspondants	25 000 000 F CFA	
Organisation d'un plaidoyer pour l'affectation du personnel soignant en qualité et en quantité au sein des centres de santé		Organisation de réunions de concertation formelles et informelles avec des autorités administratives au niveau régional et national	2 000 000 F CFA	
Construction d'un logement d'astreinte au sein des centres de santé		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour le personnel clé du CMA	20 000 000 F CFA	
		Construction d'un logement d'astreinte pour le personnel clé du centre de santé de Kong	20 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour le personnel clé du centre de santé de Nditam	20 000 000 F CFA	
Organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage du VIH/SIDA		Appui des centres de santé à l'organisation de campagnes de sensibilisation et de dépistage du VIH/SIDA	10 000 000 F CFA	
Organisation de sessions de formation des matrones		Appui du CMA au recensement des matrones et appui logistique à la réalisation des sessions	2 000 000 F CFA	
Total			959 000 000 F CFA	

CADRE LOGIQUE IST/SIDA

Problème central : Forte exposition de la population de Ngambé Tikar au VIH/SIDA

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif principal	Réduire l'exposition de la population de Ngambé Tikar au VIH/SIDA	- Le taux de prévalence du VIH est réduit de 20%	- Rapport des responsables des formations sanitaires	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer le dispositif de prévention du VIH/SIDA	- 12 campagnes de dépistages organisées - 2400 personnes dépistées - 23 CLLS fonctionnels - 46 séances de sensibilisations tenues - 1380 personnes sensibilisées		
	2. Améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	- Une UPEC créée et fonctionnelle - Réduction de 50% des dépenses de transport des PVVIH sous traitement pour l'accès des ARV		
Résultats	1.1 Le niveau de connaissances de la population sur le VIH/SIDA est amélioré	- 23 CLLS fonctionnels - 46 séances de sensibilisations tenues - 1380 personnes sensibilisées		
	1.2 Le taux de prévalence du VIH/SIDA dans l'espace communal est régulièrement actualisé	- 12 campagnes de dépistages organisées - 2400 personnes dépistées		
	2.1 L'accès des PVVIH aux ARV et autres intrants médicaux liés au traitement du VIH est durablement amélioré	- Une UPEC créée et fonctionnelle - Réduction de 50% des dépenses de transport des PVVIH sous traitement pour l'accès des ARV		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Redynamisation des comités locaux de lutte contre le SIDA (CLLS)	Appui à l'organisation des assemblées générales de restructuration des CLLS	3 000 000 F CFA	
		Appui à l'organisation des réunions périodiques des CLLS	6 000 000 F CFA	
	1.1.2 Organisation de campagnes de sensibilisation contre le VIH/SIDA	Formation des membres des CLLS aux techniques d'animation et de sensibilisation sur le VIH/SIDA	5 000 000 F CFA	
		Appui des centres de santé et des CLLS à l'organisation de campagnes de sensibilisation du VIH/SIDA	10 000 000 F CFA	
	1.2.1 Organisation des campagnes de dépistage du VIH/SIDA	Equiper les centres de santé en matériel de dépistage (réactifs, microscopes)	15 000 000 F CFA	
		Appui des centres de santé à l'organisation de campagnes de dépistage du VIH/SIDA	12 000 000 F CFA	
	2.1.1 Plaidoyer pour la création et l'équipement d'une UPEC à Ngambé Tikar	Elaboration et dépôt de demandes de création d'une UPEC	100 000 F CFA	
		Organisation de réunions de sensibilisation des acteurs clés du processus de prise de décision (MINSANTE, CNLS, partenaires techniques et financiers)	900 000 F CFA	
	2.1.2 Appui du CMA à la réalisation d'approvisionnements groupés en ARV auprès des UPEC voisines au profit des PVVIH locales	Réalisation d'un diagnostic des besoins en ARV au sein de l'espace communal	1 000 000 F CFA	
		Organisation de réunions de présentation des résultats de diagnostic auprès des responsables des UPEC voisines	1 000 000 F CFA	
		Approvisionnement périodique en ARV et redistribution aux PVVIH locales	1 000 000 F CFA	
Total			55 000 000 F CFA	

Secteur 4 : Travaux publics

Problème central : Difficulté d'accès aux villages de l'arrondissement

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès aux différents villages de l'arrondissement	Le temps moyen nécessaire pour relier les principaux centres urbains est réduit de 50%	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDTP Rapports techniques du DDT 	
Objectif spécifique	1. Faciliter les déplacements vers les communes voisines	Le temps moyen nécessaire pour relier les différentes communes est réduit de 50%	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDTP Rapports techniques du DDT 	L'entretien et la réhabilitation des axes routiers à aménager sont inscrits dans le BIP
	2. Renforcer les capacités d'entretien des routes par la population	Le temps moyen nécessaire pour relier les principaux centres urbains est réduit de 50%		
Résultats	1.1 Les principaux axes routiers de l'arrondissement sont durablement praticables	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'état des principaux axes routiers 04 axes routiers durablement aménagés (Mbioko-Ngambé Tikar, Ngambé Tikar-Beng-Beng, Ngambé Tikar-Nditam, Ngambé Tikar-Kong) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDTP Procès-verbaux des séances de suivi et de réception des travaux 	L'entretien et la réhabilitation des axes routiers à aménager sont inscrits dans le BIP
	2.1 Les capacités de la population en matière d'entretien des routes sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> -15 comités de route opérationnels -Au moins 06 séances d'entretien des routes réalisées par chaque comité de route par an 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDTP Procès-verbaux des séances de suivi et de réception des travaux Rapports des comités de route 	
		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
Activités	1.1.1 Installation de 15 barrières de pluies sur les axes routiers existants	Installation de 15 barrières de pluies sur les axes routiers existants	8 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction de nouveaux ponts	Construction d'un pont sur le Mbam (par Mbioko)	2 000 000 000 F CFA	
		Construction d'un pont sur le Mbam (par Nditam)	2 000 000 000 F CFA	
		Construction d'un pont sur le Mbam (par Bankim)	2 000 000 000 F CFA	
		Construction de 05 ponts au sein de l'espace urbain	70 000 000 F CFA	
	1.1.3 Réhabilitation du pont sur la Kim	Réhabilitation de la bande d'écoulement du pont sur la Kim (entrée espace urbain)	20 000 000 F CFA	
	1.1.4 Réhabilitation des routes	Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Mbioko (27km) et construction de 08 ponts/buses	112 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de la route Mansouh-Mbamla-Bord Mbam (70 km) et construction de 09 ponts/buses	250 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de la route Mbamla II-Ndouin-Bord Mbam (40 km) et construction de 06 ponts/buses	147 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Beng-Beng-Bord Mbam (37 km), réhabilitation du pont de Ngam Wouke et construction de 07 ponts/buses	152 000 000 F CFA	
Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Oué-Ina-Bord Mbam (100 km) et construction de 09 ponts/buses		457 000 000 F CFA		
Ouverture de la route Oué-Mansolet (60 km) et construction de 07 ponts/buses		600 000 000 F CFA		

		Réhabilitation de la route Ngambé Tikar-Kong (105 km) et construction de 27 ponts/buses	450 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de la route Nditam-Massangam (30 km) et construction de 12 ponts/buses	150 000 000 F CFA	
	1.1.5 Ouverture de nouvelles routes	Ouverture de la route Mandja-Kindié-Linté (35 km) et construction de 08 ponts/buses	140 000 000 F CFA	
	2.1.1 Appui à la création et l'équipement des comités d'entretien des routes	Organisation de réunions de concertation et de mise en place des comités dans les villages	2 000 000 F CFA	
		Appui logistique et financier au fonctionnement des comités	8 000 000 F CFA	
TOTAL			8 566 000 000 F CFA	

Secteur 5 : Education de base

Problème central : Difficulté d'accès à l'éducation de base

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à l'éducation de base dans la Commune de Ngambé Tikar	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enfants scolarisés accru de 20% - Nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans accru de 40% - Taux de déperdition scolaire réduit de 25% 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques de l'IAEDUB et de la DDEDUB - Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	Renforcer les infrastructures d'enseignement primaire au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 93 salles de classe supplémentaires construites et équipées - 13 écoles maternelles supplémentaires opérationnelles - 03 écoles primaires supplémentaires opérationnelles - 932 tables bancs supplémentaires disponibles au sein des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques de l'IAEDUB et de la DDEDUB - Comptes administratifs de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Les écoles demandées sont créées par l'Etat - Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP - Les enseignants affectés s'installent durablement dans l'espace communal
	Attirer des enseignants en quantité et en qualité suffisante au sein des établissements d'enseignement primaire	<ul style="list-style-type: none"> - 90% des postes d'enseignants pourvus en qualité et en quantité - Disponibilité suffisante du matériel didactique au sein des écoles 		
Résultats	1.1 La capacité d'accueil des élèves du primaire au sein de l'espace communal est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - 93 salles de classe supplémentaires construites et équipées - 13 écoles maternelles supplémentaires opérationnelles - 03 écoles primaires supplémentaires opérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques de l'IAEDUB et de la DDEDUB - Comptes administratifs de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Les écoles demandées sont créées par l'Etat - Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP - Les enseignants affectés s'installent durablement dans l'espace communal
	1.2 Les conditions d'enseignement dans les écoles primaire sont durablement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - 01 bibliothèque équipée et opérationnelle dans chaque école - 01 forage fonctionnel au sein de chaque école - 01 bloc de latrines opérationnel dans chaque école - 01 bloc administratif opérationnel au sein de chaque école - 01 clôture construite au sein de chaque école 		
	2.1 Les enseignants affectés au sein des écoles primaires de l'arrondissement restent durablement à leurs postes	<ul style="list-style-type: none"> - 90% des postes d'enseignants pourvus en qualité et en quantité - Disponibilité suffisante du matériel didactique au sein des écoles 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût (F CFA)	Conditions préalables

	1.1.1 Création/construction de nouvelles écoles primaires	Création/construction d'une école primaire à Mandja	50 000 000 F CFA	
		Création/construction d'une école primaire à Ngambé Haoussa	50 000 000 F CFA	
		Création/construction d'une école primaire à Kpagah	50 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction d'écoles maternelles	Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Yah + Campement	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mansoh + Campement	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mambioko	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Ngandié+campement	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mamblang	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mgboutou	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mbondé	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mbamla	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Mandja	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Nditam	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Kpagah Gbah	25 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Ngambé Haoussa	25 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité et construction d'un bloc de maternelle à Kpangoué (Ngambé Tikar)	25 000 000 F CFA		
	1.1.3 Construction de nouvelles salles de classe	Etude de faisabilité et construction de 02 salles de classe à Mansoh + Campement	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 salles de classe à l'école publique de Yah	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 04 salles de classe à l'école publique de Ngambé Tikar	36 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 salles de classe à l'école publique de Mbondé	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 salles de classe à l'école publique de Mbamla	18 000 000 F CFA	
Etude de faisabilité et construction de 03 salles de classe à l'école publique de Mambioko		27 000 000 F CFA		
Etude de faisabilité et construction de 03 salles de classe à l'école publique de Mamblang		27 000 000 F CFA		
Etude de faisabilité et construction de 03 salles de classe à l'école publique de Ngandié		27 000 000 F CFA		
Etude de faisabilité et construction de 04 salles de classe à l'école publique de Kouen		36 000 000 F CFA		
Etude de faisabilité et construction de 04 salles de classe à l'école publique de Ina		36 000 000 F CFA		

		Etude de faisabilité et construction de 04 salles de classe à l'école publique de Oué	36 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 salles de classe à l'école publique de Beng-Beng	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 03 salles de classe à l'école publique de Mgboutou	27 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 04 salles de classe à l'école publique de Kong	36 000 000 F CFA	
	1.1.4 Construction et équipement de l'IAEB	Etude de faisabilité, construction et équipement	60 000 000 F CFA	
	1.1.5 Restauration des salles de classe endommagées	Restauration de 03 salles de classe de l'école primaire de Oué	3 000 000 F CFA	
		Restauration de 03 salles de classe de l'école primaire de Beng-Beng	3 000 000 F CFA	
		Restauration d'une salle de classe de l'école primaire de Nditam	1 000 000 F CFA	
		Restauration de 02 salles de classe de l'école primaire de Mambioko	2 000 000 F CFA	
		Restauration de 03 salles de classe de l'école primaire de Ngoumé	3 000 000 F CFA	
		Restauration de 04 salles de classe de l'école primaire de Gah	4 000 000 F CFA	
		Restauration de 02 salles de classe de l'école primaire de Ngandié	4 000 000 F CFA	
	1.2.1 Construction du bloc administratif des écoles existantes	Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Yah	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Ngandié+ campement	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Ngambé Tikar centre	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Mambioko	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Mgboutou	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Kouen Pygmée	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Beng-Beng	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Mbondé	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Mamblang	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Ina	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Nditam	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Oué	7 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique	7 000 000 F CFA	

	de Mbamla		
	Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif à l'école publique de Gah	7 000 000 F CFA	
1.2.2 Construction et équipement d'une bibliothèque dans chaque école existante	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Ngambé Tikar centre	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Mambioko	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Gah	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Beng-Beng	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Mgboutou	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Kouen Pygmée	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Mamblang	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique d'Ina	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Nditam	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Mbamla	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique d'Oué	7 000 000 F CFA	
	Construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Yah	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Mbondé	7 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité, construction et équipement d'une bibliothèque à l'école publique de Ngandié+ campement	7 000 000 F CFA	
	1.2.3 Equipement des écoles publiques en tables	Equipement des écoles publiques en tables bancs : Ngambé Tikar (120), Mbondé (60), Beng-Beng (74), Mambioko (62), Nditam (60), Ina (56), Mgboutou (47), Yah (110), Gah (60), Oué (63), Ngandié(120), Kouen Pygmée (50), Mamblang (60), Mbamla (60)	31 000 000 F CFA
1.2.4 Approvisionnement des écoles publiques en matériel didactique	Recensement des besoins et distribution des appuis	8 000 000 F CFA	
1.2.5 Installation de bacs à ordures au sein des écoles	Acquisition et installation de 78 bacs au sein des écoles de Mambioko, Ngambé Tikar centre, Mgboutou, Yah, Ina, Oué, Ngandié, Nditam, Mbondé, Gah, Kouen Pygmée, Mamblang, Beng-Beng	100 000 F CFA	
1.2.6 Construction d'un forage au sein des écoles	Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Yah	9 000 000 F CFA	
	Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Ngambé Tikar	9 000 000 F CFA	

		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Ngandié	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique d'Ina	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Nditam	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique d'Oué	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Kouen Pygmée	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Mamblang	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Gah	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Mambioko	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Mgboutou	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Mbamla	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage à l'école publique de Beng-Beng	9 000 000 F CFA	
	1.2.7 Construction de latrines au sein des écoles	Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique d'Ina	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Ngambé Tikar centre	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Gah	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Kouen Pygmée	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Mgboutou	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Yah	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Ngandié	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Mbondé	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Nditam	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Mamblang	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Beng-Beng	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Oué	4 000 000 F CFA	

		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Mbamla	4 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à l'école publique de Mambioko	4 000 000 F CFA	
	1.2.8 Construction de clôtures au sein des écoles existantes	Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Yah	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Ngandié	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Kouen Pygmée	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Ngambé Tikar centre	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Beng-Beng	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Ina	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Oué	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Mbondé	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Mgboutou	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Mamblang	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Nditam	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Gah	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une clôture autour de l'école publique de Mbamla	5 000 000 F CFA	
		2.1.1 Appui au traitement des enseignants des écoles	Recensement des besoins et mise à disposition des salaires correspondants	16 000 000 F CFA
	2.1.2 Construction de logements d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé des écoles	Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Ngambé Tikar centre	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Beng-Beng	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Mamblang	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique d'Ina	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Mambioko	12 000 000 F CFA	

		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Nditam	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Mgboutou	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Ngandié	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Kouen Pygmée	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Mbondé	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Mbamla	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Oué	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Gah	12 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte pour les enseignants et le personnel clé de l'école publique de Yah	12 000 000 F CFA	
	2.1.3 Organisation d'un plaidoyer pour la mise à disposition des enseignants qualifiés auprès des écoles	Organisation de réunions de concertation formelles et informelles avec des autorités administratives au niveau régional et national	1 000 000 F CFA	
Total			1 580 100 000 F CFA	

Secteur 6 : Culture

Problème central : Faible promotion de la culture locale

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Valoriser le potentiel culturel de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire du patrimoine culturel communal disponible • 04 éditions d'un festival Tikar annuel organisées • Au moins 05 journées culturelles organisées chaque année au sein de la Commune • 01 musée des arts et savoirs locaux fonctionnel • 01 bibliothèque municipale aménagée et opérationnelle • Taux de fréquentation du festival culturel, des journées culturelles, du musée et de la bibliothèque 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCULT et du DDTOUR • Comptes administratifs de la Commune • Rapports techniques des associations culturelles • Rapports et documents techniques du musée et de la bibliothèque 	
Objectif spécifique	1. Faciliter le développement des activités culturelles au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Inventaire du patrimoine culturel communal disponible • 04 éditions d'un festival Tikar annuel organisées • Au moins 05 journées culturelles organisées chaque année au sein de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCULT et du DDTOUR • Comptes administratifs de la Commune • Rapports techniques des associations culturelles • Rapports et documents techniques du musée et de la bibliothèque 	La Commune mobilise suffisamment de financements
Résultats	1.1 Les infrastructures culturelles sont renforcées au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • 01 musée des arts et savoirs locaux fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports et documents techniques du musée et de la bibliothèque 	
	1.2 Les capacités d'organisation des événements culturels au sein de l'espace communal sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • 01 bibliothèque municipale aménagée et opérationnelle • Taux de fréquentation du festival culturel, des journées culturelles, du musée et de la bibliothèque 		
		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
Activités	1.1.1 Réalisation d'un inventaire exhaustif du patrimoine culturel communal	Recrutement d'un consultant et suivi de la réalisation de l'inventaire	5 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction des foyers culturels et cases communautaires au sein de l'espace communal	Etude de faisabilité et construction des foyers culturels de Yah, Mansoh, Ngandié, Kouen Pygmée, Mbondé, Mamblang, Beng-Beng, Ina, Oué, Kong, Mandja, Ngoumé, Kpaga, Mgboutou, Ngambé haoussa (15 000 000 F par foyer)	225 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction des cases communautaires de Nyanka, Ngoumé pygmée (15 000 000 F par foyer)	30 000 000 F CFA	
		Réhabilitation du foyer culturel de Ngambé Tikar	15 000 000 F CFA	
	1.1.3 Construction et équipement d'une bibliothèque communale	Construction et approvisionnement en livres	30 000 000 F CFA	
	1.1.4 Construction et équipement d'un musée des arts et savoirs tikars	Etude de faisabilité, construction et équipement du musée	15 000 000 F CFA	
	2.1.1 Organisation d'un festival culturel tikar	Organisation de 04 éditions du festival	25 000 000 F CFA	
2.1.2 Appui à l'organisation des journées culturelles dans les villages	Sélection des associations culturelles bénéficiaires et appui matériel et logistique à l'organisation des journées	20 000 000 F CFA		
TOTAL			365 000 000 F CFA	

Secteur 7 : Promotion de la femme et de la famille

Problème central : Faible épanouissement de la femme et de la cellule familiale

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'épanouissement de la femme et le bien-être au sein des familles	<ul style="list-style-type: none"> - 3000 femmes connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir - Capacités financières de 100 femmes renforcées à travers des AGR rentable - 500 actes de mariage établis - 1000 actes de naissance établis 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDPROFF - Comptes administratifs de la Commune - Registres des actes municipaux 	
Objectifs spécifiques	1. Vulgariser les droits des femmes au sein de l'espace communal	3000 femmes connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDPROFF - Comptes administratifs de la Commune - Registres des actes municipaux 	Un centre communal de promotion de la femme est créé et opérationnel
	2. Faciliter l'autonomisation économique des femmes	Capacités financières de 100 femmes renforcées à travers des AGR rentables		
	3. Promouvoir le bien-être au sein des familles	<ul style="list-style-type: none"> - 500 actes de mariage établis - 1000 actes de naissance établis 		
Résultats	1.1 Les connaissances des femmes concernant leurs droits sont améliorées	3000 femmes connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDPROFF - Comptes administratifs de la Commune - Registres des actes municipaux 	Un centre communal de promotion de la femme est créé et opérationnel
	2.1 Les capacités économiques des femmes de la Commune sont durablement renforcées	Capacités financières de 100 femmes renforcées à travers des AGR rentables		
	3.1 Le bien-être est renforcé au sein des familles	<ul style="list-style-type: none"> - 500 actes de mariage établis - 1000 actes de naissance établis 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Création/construction et équipement d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Plaidoyer pour la mobilisation des pouvoirs publics et suivi de la réalisation du projet	90 000 000 FCFA	CPFF fonctionnel
	1.1.2 Sensibilisation sur les droits des femmes	Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 03 ans)	3 000 000 F CFA	Inscription du projet dans le BIP
	2.1.1 Appui au regroupement des associations de femmes au niveau communal	Recensement des groupes existants et appui au fonctionnement	2 000 000 F CFA	CPFF fonctionnel
	2.1.2 Appuis financiers à la réalisation d'AGR par les femmes	Sélection des femmes bénéficiaires et distribution des financements (01 campagne de financement par pendant 03 ans)	20 000 000 F CFA	
	3.1.1 Organisation de célébrations collectives des unions	Vulgarisation de la procédure, sélection des couples et organisations des cérémonies	5 000 000 F CFA	CPFF fonctionnel
	3.1.2 Sensibilisation des familles à l'établissement des actes de naissance, de mariage et de décès	Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 03 ans)	2 000 000 F CFA	CPFF fonctionnel
	3.1.3 Appui conseil aux personnes victimes de violences conjugales et familiales	Identification des cas de violence et organisation de séances d'appui individuelles et/ou collectives	3 000 000 F CFA	CPFF fonctionnel
Total			125 000 000 F CFA	

Secteur 8 : Affaires sociales

Problème central : Difficulté d'accès aux services sociaux

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • 1000 personnes socialement vulnérables connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir • 100 cartes d'invalidité établies • 300 personnes socialement vulnérables rendues autonomes sur le plan financier 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du centre social • Comptes administratifs de la Commune 	Le centre social est opérationnel
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités d'encadrement des acteurs institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Présence des bâtiments du centre social • Equipement adéquat du centre social 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du centre social • Comptes administratifs de la Commune 	Le centre social est opérationnel
	2. Améliorer les connaissances et les pratiques des habitants en matière d'appui aux personnes socialement vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • 12 éditions de journées internationales célébrées • 3000 personnes aptes à identifier des cas sociaux et les procédures d'accès aux aides sociales • 1000 personnes socialement vulnérables connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir 		
	3. Développer les services d'appui aux personnes socialement vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • 100 cartes d'invalidité établies • 300 personnes socialement vulnérables rendues autonomes sur le plan financier 		
Résultats	1.1 Le centre social est construit et opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> • Présence des bâtiments du centre social • Equipement adéquat du centre social 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du centre social • Comptes administratifs de la Commune 	Le centre social est opérationnel
	2.1 Les habitants sont aptes à identifier des cas sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • 12 éditions de journées internationales célébrées • 3000 personnes aptes à identifier des cas sociaux et les procédures d'accès aux aides sociales 		
	2.2 Les personnes vulnérables connaissent leurs droits et les procédures d'accès aux aides sociales	1000 personnes socialement vulnérables connaissent leurs droits et les moyens de les faire valoir		
	3.1 L'accès des personnes vulnérables aux appuis sociaux est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • 100 cartes d'invalidité établies • 300 personnes socialement vulnérables rendues autonomes sur le plan financier et matériel • 1000 moustiquaires imprégnées distribuées aux personnes socialement vulnérables 		
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
	1.1.1 Construction et équipement du centre social	Etude de faisabilité, construction et équipement du centre	50 000 000 F CFA	
	2.1.1 Célébration des journées internationales	Célébration des journées internationales de l'enfant africain, des personnes âgées et des personnes handicapées (01 table ronde et 01 campagne de sensibilisation par an pendant 03 ans)	6 000 000 F CFA	Le centre social est opérationnel
	2.2.1 Sensibilisation à l'endroit des personnes vulnérables sur leurs droits et les procédures d'accès aux aides sociales	Organisation de campagnes de sensibilisation (02 campagnes par an pendant 03 ans)	5 000 000 F CFA	Le centre social est opérationnel

	3.1.1 Acquisition et distribution des appareillages au profit des personnes handicapées	Acquisition et distribution de 5 cannes, 10 tricycles et 11 béquilles	6 000 000 F CFA	
	3.1.2 Appuis financiers des personnes socialement vulnérables à la création d'AGR	Organisation d'une campagne d'affichage et de vulgarisation de la procédure d'accès aux appuis financiers	2 000 000 F CFA	
		Sélection des appuis et distribution des financements (03 campagnes de financement)	23 000 000 F CFA	
	3.1.3 Appuis des personnes socialement vulnérables sur le plan scolaire, nutritionnel et/ou médical	Sélection des cas les plus vulnérables et mise à disposition des appuis	15 000 000 F CFA	
	3.1.4 Recensement des personnes vulnérables et établissement de la carte de vulnérabilité sociale de l'arrondissement	Recrutement d'un consultant chargé de conduire l'étude	3 000 000 F CFA	
		Actualisation des données du recensement (01 actualisation par an pendant 03 ans)	4 000 000 F CFA	
	3.1.5 Appui au déparasitage des populations pygmées	Achat des produits de déparasitage et organisation d'une campagne de déparasitage de proximité	1 000 000 F CFA	
	3.1.6 Appui au regroupement des personnes socialement vulnérables en associations	Appui à l'organisation des assemblées constitutives des associations	500 000 F CFA	
		Appuis financiers au fonctionnement des associations (01 campagne d'appui par an pendant 03 ans)	1 500 000 F CFA	
	3.1.7 Distribution des moustiquaires imprégnées et des médicaments antipaludiques dans les villages	Achat et large distribution des moustiquaires (02 campagnes de distribution par an pendant 03 ans)	12 000 000 F CFA	
	3.1.8 Appui des personnes handicapées à l'établissement de cartes d'invalidité	Recensement des personnes ayant besoin des cartes	300 000 F CFA	
		Constitution des dossiers, suivi et distribution des cartes	1 700 000 F CFA	
TOTAL			131 000 000 F CFA	

Secteur 9 : Eau

Problème central : Difficulté d'accès à l'eau potable au sein de l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable dans l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - Distance moyenne parcourue pour l'accès à un point d'eau potable réduit de 50% - Réduction de 50% du taux d'apparition des maladies hydriques 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques DDEE - Rapports techniques de l'aire de santé - Rapports techniques des services techniques communaux - Comptes administratifs de la commune 	
Objectifs spécifiques	1. Accroître le taux de couverture de la population en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - 46 forages fonctionnels au sein de l'espace communal - 10 sources aménagées au sein de l'espace communal - Réseau CDE opérationnel au sein de l'espace urbain 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques DDEE - Rapports techniques des services techniques communaux - Comptes administratifs de la commune 	Disponibilité des financements
	2. Faciliter la pérennisation des infrastructures existantes	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les forages existants offrent une eau de qualité - Un comité de gestion de chaque point d'eau potable est opérationnel - Les fonds nécessaires à la maintenance de chaque point d'eau potable sont mobilisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des services techniques communaux - Comptes administratifs de la commune 	Disponibilité des financements
Résultats	1.1 Les infrastructures d'eau potable sont renforcées au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 46 forages fonctionnels au sein de l'espace communal - 10 sources aménagées au sein de l'espace communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques DDEE 	Disponibilité des financements
	1.2 Les capacités de la population en matière de potabilisation de l'eau à domicile sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 3000 habitants de la Commune maîtrisent au moins une technique de potabilisation de l'eau à domicile 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des services techniques communaux 	
	2.1 Un système de pérennisation des infrastructures d'eau potable est opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les forages existants offrent une eau de qualité - Un comité de gestion de chaque point d'eau potable est opérationnel - Les fonds nécessaires à la maintenance de chaque point d'eau potable sont mobilisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Procès-verbaux des réunions des comités de gestion - Comptes administratifs de la commune 	Disponibilité des financements
		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
Activités	1.1.1 Construction du réseau CDE à Ngambé Tikar Centre	Etude de faisabilité et construction du réseau et supervision des branchements	50 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction de nouveaux forages au sein de l'espace communal	Etude de faisabilité et construction de 06 forages à Ngambé Tikar Centre	54 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Pygmée Nyanka	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mansoh Pygmée	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Yah	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 08 forages à Gah	72 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Ngandié Pygmée	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 05 forages à Kouen	45 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Kouen+ Pygmée	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mansoh	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Ngoumé	9 000 000 F CFA	
Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Ngoumé pygmée	9 000 000 F CFA			

		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mgboutou	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 forages à Nditam	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Kpaga	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 forages à Ngambé Haoussa	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 forages à Mambioko	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Oué	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mbondé	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mamblang	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Mandja	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'01 forage à Ina	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 forages à Kong	18 000 000 F CFA	
	1.1.3 Réhabilitation des forages en panne	Réhabilitation d'01 forage en panne à Beng-Beng	2 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de 03 forages en panne à Ngambé Tikar Centre	8 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de 03 forages en panne à Nditam	6 000 000 F CFA	
		Réhabilitation d'01 forage en panne à Kpaga	2 000 000 F CFA	
		Réhabilitation d'01 forage en panne à Ngandié	2 000 000 F CFA	
		Réhabilitation de 03 forages en panne à Gah	6 000 000 F CFA	
	1.1.4 Aménagement des sources d'eau potable	Aménagement de 02 sources à Beng-Beng	3 000 000 F CFA	
		Aménagement de 04 sources à Gah	12 000 000 F CFA	
		Aménagement de 05 sources à Ngambé Tikar	15 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Ina	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Kouen	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Kong	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Mamblang	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Mandja	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Nditam	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Kpaga	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Ngandié + campement	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Mambioko	3 000 000 F CFA	
		Aménagement d'une source à Mansoh	3 000 000 F CFA	
	1.2.1 Vulgarisation des techniques de potabilisation de l'eau à domicile	Organisation de 10 campagnes de vulgarisation	5 000 000 F CFA	
	2.1.1 Appui à la création/redynamisation et au fonctionnement des comités de gestion des points d'eau potable au sein de l'espace communal	Organisation des assemblées villageoises constitutives des comités de gestion	500 000 F CFA	
		Appuis matériels au fonctionnement des comités de gestion	500 000 F CFA	
Total			594 500 000 F CFA	

Secteur 9 : Sous secteur Energie

Problème central : Difficulté d'accès à l'énergie électrique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer l'accès à l'énergie électrique au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de villages ayant accès à l'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEE • Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'extension du réseau électrique au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Présence du réseau électrique au sein de l'arrondissement • Qualité de l'énergie fournie 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEE • Comptes administratifs de la Commune 	Financements disponibles
	2. Faciliter le développement des sources alternatives d'énergie électrique au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de plaques solaires installées et opérationnelles • Qualité de l'énergie fournie 		Financements disponibles
Résultat	1.1 L'espace urbain communal est relié au réseau électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Présence du réseau électrique au sein de l'arrondissement • Qualité de l'énergie fournie 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEE • Comptes administratifs de la Commune 	Financements disponibles
	1.2 L'accès des villages à l'énergie photovoltaïque est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de plaques solaires installées et opérationnelles • Qualité de l'énergie fournie 		
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
	1.1.1 Construction d'une mini-centrale thermique	Construction de la centrale et installation des branchements	222 000 000 F CFA	
	2.1.1 Installation de dispositifs d'accès à l'énergie photovoltaïque dans les villages densément peuplés de l'arrondissement	Installation d'un dispositif photovoltaïque à Ngandié, Yah, Gah, Mambioko, Oué, Mansoh, Ngandié Pygmée, Nyanka Pygmée, Mansoh Pygmée, Kouen+ Pygmée, Mbondé Pygmée, Gah Pygmée, Beng-Beng, Kpaga (16 000 000 F CFA par village)	224 000 000 F CFA	
	2.1.2 Mise en place d'un magasin communal de distribution des produits pico photovoltaïques (torches, lampes, etc.)	Choix du site et approvisionnement en produits pico photovoltaïques	3 000 000 F CFA	
TOTAL			449 000 000 F CFA	

Secteur 10 : Enseignements secondaires

Problème central : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiable	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès à l'éducation secondaire dans la Commune de Ngambé Tikar	<ul style="list-style-type: none"> - 10 établissements d'enseignement secondaire opérationnels au sein de la Commune - La distance moyenne entre le domicile originel d'un jeune élève et son établissement scolaire est réduite de 50% 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des chefs d'établissements - Rapports techniques du DDESEC 	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les infrastructures d'enseignement secondaire au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 05 nouveaux CES construits et équipés - 01 bibliothèque équipée et opérationnelle dans chaque établissement - 01 salle des machines entièrement opérationnelle au CETIC - 1011 tables bancs installés dans les établissements - 01 forage fonctionnel au sein de chaque établissement - 01 bloc de latrines opérationnel dans chaque établissement - 01 bloc administratif opérationnel au sein de chaque établissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des chefs d'établissements - Rapports techniques du DDESEC 	Chaque projet de construction est inscrit dans le BIP
	2. Attirer des enseignants en quantité et en qualité suffisante au sein des établissements d'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - 06 logements d'astreinte opérationnels au sein des établissements - 90% des postes d'enseignants pourvus par du personnel qualifié 		
Résultats	1.1 La capacité d'accueil des élèves du secondaire au sein de l'espace communal est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> - 05 nouveaux CES construits et équipés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des chefs d'établissements - Rapports techniques du DDESEC 	Chaque projet de construction est inscrit dans le BIP
	1.2 Les conditions d'enseignement dans les établissements d'enseignement secondaire sont durablement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - 01 bibliothèque équipée et opérationnelle dans chaque établissement - 01 salle des machines entièrement opérationnelle au CETIC - 1011 tables bancs installés dans les établissements - 01 forage fonctionnel au sein de chaque établissement - 01 bloc de latrines opérationnel dans chaque établissement - 01 bloc administratif opérationnel au sein de chaque établissement 		
	2.1 Les enseignants affectés au sein des établissements d'enseignement secondaire de l'arrondissement restent durablement à leurs postes	<ul style="list-style-type: none"> - 06 logements d'astreinte opérationnels au sein des établissements - 90% des postes d'enseignants pourvu par du personnel qualifié 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1 Création/construction et équipement des CES	Création/construction et équipement d'un CES à Beng-Beng	50 000 000 F CFA	Chaque CES est préalablement créé par l'Etat
		Création/construction et équipement d'un CES à Oué	50 000 000 F CFA	
		Création/construction et équipement d'un CES à Ngandié	50 000 000 F CFA	
		Création/construction et équipement d'un CES à Mamblang	50 000 000 F CFA	
		Création/construction et équipement d'un CETIC à Ngoumé	50 000 000 F CFA	
		Création/construction et équipement d'un CETIC à Kong	50 000 000 F CFA	
	1.2.1 Construction du bloc administratif des établissements existants	Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif au CETIC de Ngambé Tikar	18 000 000 F CFA	Chaque projet de construction ou d'équipement est inscrit dans le BIP
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif au CES de Nditam	18 000 000 F CFA	
Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif au CETIC de Nditam		18 000 000 F CFA		

		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif au CES de Gah	18 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc administratif au CES de Kong	18 000 000 F CFA	
1.2.2 Construction de nouvelles salles de classe dans les établissements existants		Etude de faisabilité et construction de 4 salles de classe au lycée de Ngambé Tikar	40 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 4 salles de classe au CETIC de Ngambé Tikar	40 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 2 salles de classe au CES de Nditam	40 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 4 salles de classe au CETIC de Nditam	40 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 2 salles de classe au CES de Kong	20 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 2 salles de classe au CES de	20 000 000 F CFA	
1.2.3 Equipement des établissements en tables bancs		Equipement des établissements en 1011 tables bancs : lycée de Ngambé Tikar -bancs (300), CES de Gah (111), CES de Nditam (90), CETIC de Nditam (120), CES de Kong (120), CETIC de Ngambé Tikar (150)	30 330 000 F CFA	
1.2.4 Equipement des établissements existants en groupe électrogène		Achat et distribution des groupes électrogènes	4 000 000 F CFA	
1.2.5 Equipement des établissements en matériel informatique (25 ordinateurs, 05 imprimantes, 05 photocopieurs)		Achat et distribution 25 ordinateurs, 05 imprimantes, 05 photocopieurs	9 000 000 F CFA	
1.2.6 Construction et équipement d'atelier de travaux pratiques au sein des CETIC		Construction et équipement d'un atelier de travaux pratiques au CETIC de Nditam	60 000 000 F CFA	Projet inscrit au préalable dans le BIP
		Construction et équipement d'un atelier de travaux pratiques au CETIC de Ngambé Tikar	60 000 000 F CFA	Projet inscrit au préalable dans le BIP
1.2.7 Construction de bibliothèques au sein des établissements existants		Etude de faisabilité et construction d'une bibliothèque au lycée de Ngambé Tikar	10 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une bibliothèque au CETIC de Ngambé Tikar	10 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une bibliothèque au CES de Nditam	10 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une bibliothèque au CES de Kong	10 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'une bibliothèque au CES de Gah	10 000 000 F CFA	
1.2.8 Construction de forages au sein des établissements existants		Etude de faisabilité et construction d'un forage au CETIC de Nditam	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au CETIC de Ngambé Tikar	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au CES de Nditam	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au CES de Gah	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au CES de Kong	9 000 000 F CFA	
1.2.9 Construction de blocs de latrines au sein des établissements existants		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au CETIC de Ngambé Tikar	3 500 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au CES de Gah	3 500 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au CES de Nditam	3 500 000 F CFA	

		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au CES de Kong	3 500 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au CETIC de Nditam	3 500 000 F CFA	
	1.2.10 Installation de 20 bacs à ordures au sein des établissements	Achat et distribution des bacs	200 000 F CFA	
	1.2.11 Construction de la clôture des établissements existants	Etude de faisabilité et construction de la clôture du Lycée de Ngambé Tikar	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture du CETIC de Ngambé Tikar	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture du CES de Gah	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture du CES de Nditam	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture du CES de Kong	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture du CETIC de Nditam	6 000 000 F CFA	
	2.1.1 Construction d'un logement d'astreinte au sein des établissements existants	Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au Lycée de Ngambé Tikar	16 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au CETIC de Ngambé Tikar	16 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au CES de Gah	16 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au CES de Kong	16 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au CES de Nditam	16 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte au CETIC de Nditam	16 000 000 F CFA	
	2.1.2 Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation du personnel qualifié à tous les postes vacants au sein des établissements	Organisation de réunions de concertation formelles et informelles avec des autorités administratives au niveau régional et national	3 000 000 F CFA	
	Total		998 530 000 F CFA	

Secteur 11 : Emploi et formation professionnelle

Problème central : Difficultés d'accès à l'emploi et aux opportunités de formation professionnelle

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès des jeunes et des femmes à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • 03 SAR/SM opérationnelles • 2 000 femmes et jeunes connaissent les principales filières économiques et les opportunités de formation et d'emploi du MINEFOP • 1 000 femmes et jeunes maîtrisent les contours techniques d'un métier • 2 000 femmes et jeunes connaissent les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE) • 500 dossiers de demande de financements portés par des femmes et des jeunes déposés auprès des bailleurs de fonds • 100 projets portés par des femmes et des jeunes financés 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du FNE • Rapports techniques du DDEFOP • Rapports techniques des responsables des SAR/SM • Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Développer l'offre de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • 03 SAR/SM opérationnelles • 1 000 femmes et jeunes maîtrisent les contours techniques d'un métier • 2 000 femmes et jeunes connaissent les principales filières économiques et les opportunités de formation et d'emploi du MINEFOP 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du FNE • Rapports techniques du DDEFOP • Rapports techniques des responsables des SAR/SM • Comptes administratifs de la Commune 	Les SAR/SM construites sont au préalable créées par l'Etat et inscrites au BIP
	2. Faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux financements	<ul style="list-style-type: none"> • 2 000 femmes et jeunes connaissent les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE) • 500 dossiers de demande de financements portés par des femmes et des jeunes déposés auprès des bailleurs de fonds • 100 projets portés par des femmes et des jeunes financés 		
Résultats	1.1 Le dispositif de formation professionnelle au sein de l'espace communal est durablement renforcé	<ul style="list-style-type: none"> • 03 SAR/SM opérationnelles • 1 000 femmes et jeunes maîtrisent les contours techniques d'un métier • 2 000 femmes et jeunes connaissent les principales filières économiques et les opportunités de formation et d'emploi du MINEFOP 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du FNE • Rapports techniques du DDEFOP • Rapports techniques des responsables des SAR/SM • Comptes administratifs de la Commune 	
	2.1 L'accès des femmes et des jeunes aux financements est durablement amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • 03 SAR/SM opérationnelles • 2 000 femmes et jeunes connaissent les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE) • 500 dossiers de demande de financements portés par des femmes et des jeunes déposés auprès des bailleurs de fonds • 100 projets portés par des femmes et des jeunes financés 		Les SAR/SM construites sont au préalable créées par l'Etat et inscrites au BIP
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
	1.1.1 Création/construction et équipement de SAR/SM	1.1.1 Création/construction et équipement d'une SAR/SM à Gah	200 000 000 F CFA	Les SAR/SM construites sont au préalable créées par l'Etat et inscrites au BIP
		Création/construction et équipement d'une SAR/SM à Ngoumé	200 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité, construction et équipement de la SAR/SM de Ngambé Tikar	200 000 000 F CFA	
Etude de faisabilité et construction d'un forage à la SAR/SM de		9 000 000 F CFA		

		Ngambé Tikar		
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines à la SAR/SM de Ngambé Tikar	3 500 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de la clôture à la SAR/SM de Ngambé Tikar	6 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un logement d'astreinte à la SAR/SM de Ngambé Tikar	12 000 000 F CFA	
	1.1.2 Organisation de processus de sélection des jeunes pour les formations offertes par le MINEFOP et ses structures déconcentrées	Recherche des informations sur les opportunités existantes	200 000 F CFA	
		Organisation de réunions de diffusion des informations auprès des femmes et des jeunes	800 000 F CFA	
	1.1.3 Organisation d'ateliers pédagogiques	Recrutement des consultants formateurs	5 000 000 F CFA	
		Appui logistique à la tenue des ateliers		
	2.1.1 Sensibilisation et d'information des jeunes sur les opportunités de financement existantes (PAJER-U, PIAASI, FNE)	Organisation de journées de sensibilisation (02 journées par an pendant 03 ans)	5 000 000 F CFA	
	2.1.2 Formation des jeunes aux techniques de montage des projets et à la recherche de financements	Organisation de sessions de formation (02 sessions par an pendant 03 ans)	5 000 000 F CFA	
	2.1.3 Accompagnement des jeunes et des femmes à la réalisation des AGR	Sélection des bénéficiaires et distribution des subventions	20 000 000 F CFA	
Total			666 500 000 F CFA	

Secteur 12 : Travail et sécurité sociale

Problème central : Difficulté d'accès des travailleurs à la couverture sociale

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès des travailleurs de l'arrondissement à la couverture sociale	- 500 travailleurs connaissent leurs droits en matière de sécurité sociale - 500 travailleurs et 10 employeurs possèdent un document de synthèse du code du travail - 01 mutuelle de santé est fonctionnelle au sein de la Commune	- Rapports techniques du DDTSS	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités des travailleurs et employeurs sur les questions de sécurité sociale	- 500 travailleurs et 10 employeurs possèdent un document de synthèse du code du travail - 500 travailleurs connaissent leurs droits en matière de sécurité sociale	- Rapports techniques de la mutuelle de santé - Rapports techniques des syndicats locaux	
Résultats	1.1 Renforcer les capacités d'intervention des acteurs institutionnels en matière d'appui à la sécurité sociale des travailleurs locaux	- 01 délégation d'arrondissement du MINTSS opérationnelle - 01 mutuelle de santé est fonctionnelle au sein de la Commune		
	1.2 Les travailleurs et employeurs connaissent leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	- 500 travailleurs et 10 employeurs possèdent un document de synthèse du code du travail - 500 travailleurs connaissent leurs droits en matière de sécurité sociale	-	
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Création/construction et équipement d'une délégation d'arrondissement du MINTSS	Choix du site et construction / équipement de la délégation	27 000 000 F CFA	
	1.1.2 Création et gestion d'une mutuelle communale de santé	Organisation d'une réunion de concertation avec les travailleurs locaux	500 000 F CFA	
		Mise en place et appui au fonctionnement de la mutuelle	1 500 000 F CFA	
	1.2.1 Structuration des groupes de défense des intérêts des travailleurs locaux	Organisation de réunions de concertation avec les représentants des principales corporations de travailleurs	500 000 F CFA	
		Appui à la tenue des assemblées constitutives des groupes de travailleurs par corporations	1 500 000 F CFA	
1.2.2 Sensibilisation des travailleurs et employeurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	Organisation de campagnes de sensibilisation (02 campagnes par an pendant 02 ans)	1 000 000 F CFA		
Total			32 000 000 F CFA	

Secteur 13 : Tourisme et loisirs

Problème central : Faible valorisation du potentiel touristique local

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter le développement des activités touristiques au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • 01 centre d'accueil communal est opérationnel • 01 zone d'intérêt cynégétique est opérationnelle • 01 répertoire illustré des sites touristiques potentiels de la Commune est constitué • 01 dépliant de présentation de la Commune est élaboré et disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépliant de présentation de la Commune • Inventaire du potentiel touristique local • Rapports techniques du DDTOUR • Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Valoriser le potentiel touristique de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • 01 répertoire illustré des sites touristiques potentiels de la Commune est constitué • 01 dépliant de présentation de la Commune est élaboré et disponible 		
	2. Accroître les capacités d'accueil des visiteurs	<ul style="list-style-type: none"> • 01 centre d'accueil communal est opérationnel • 01 zone d'intérêt cynégétique est opérationnelle • 8000 touristes visitent la Commune • 50 habitants maîtrisent les techniques de guides touristiques 		
Résultats	1.1 Le potentiel touristique communal est connu au niveau régional, national et international	<ul style="list-style-type: none"> • 01 répertoire illustré des sites touristiques potentiels de la Commune est constitué • 01 dépliant de présentation de la Commune et de son circuit touristique est élaboré et disponible 		
	2.1 La Commune dispose d'infrastructures d'accueil des visiteurs étrangers	<ul style="list-style-type: none"> • 01 centre d'accueil communal est opérationnel • 01 zone d'intérêt cynégétique est opérationnelle • 8000 touristes visitent la Commune • 50 habitants maîtrisent les techniques de guides touristiques 		
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
	1.1.1 Création d'un Office communal du tourisme	Signature d'un arrêté de création et aménagement du bureau	5 000 000 F CFA	
	1.1.2 Réalisation d'un inventaire exhaustif du potentiel touristique communal	Recrutement d'un consultant chargé de réaliser l'inventaire	5 000 000 F CFA	
		Conception des documents électroniques, radiophoniques et physiques (dite internet, dépliant, séquences radio)	1 000 000 F CFA	
	2.1.1 Construction d'un centre d'accueil communal	Choix du site et construction du centre	100 000 000 F CFA	
	2.1.2 Création et valorisation de l'écotourisme dans les zones d'intérêt cynégétique	Recrutement d'un consultant chargé de définir la faisabilité du projet	3 000 000 F CFA	
		Mise en œuvre du processus de création	17 000 000 F CFA	
Appui à la formation de guides touristiques		2 000 000 F CFA		
TOTAL		133 000 000 F CFA		

Secteur 14 : Forêts et faune

Problème central : Dégradation progressive du couvert végétal et des ressources fauniques

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Réduire la pression sur les ressources ligneuses et fauniques	- 01 ZICGC opérationnelle - 01 forêt communale opérationnelle - 01 pépinière communale opérationnelle - 08 forêts communautaires supplémentaires créées	- Rapports techniques du Poste forestier - Comptes administratifs de la Commune	
Objectifs spécifiques	1. Accroître la superficie des espaces forestiers aménagés	- 01 forêt communale opérationnelle - 01 pépinière communale opérationnelle - 08 forêts communautaires supplémentaires créées	- Rapports techniques du Poste forestier - Comptes administratifs de la Commune	
	2. Limiter la destruction du couvert végétal et des ressources fauniques	- 01 ZICGC opérationnelle - 1 000 habitants connaissent les méthodes de contournement des pratiques néfastes pour le couvert forestier (alternatives au brûlis) et les ressources fauniques (alternatives à la chasse)		
Résultats	1.1 Les capacités d'intervention des autorités municipales et des communautés en matière de conservation des forêts sont renforcées	- 01 forêt communale opérationnelle - 01 pépinière communale opérationnelle - 08 forêts communautaires supplémentaires créées	- Rapports techniques du Poste forestier - Comptes administratifs de la Commune	
	2.1 Les capacités d'intervention du poste forestier sont renforcées	- Poste forestier construit et équipé		
	2.2 La population connaît les espèces ligneuses et animales protégées et participe à leur conservation	- 01 ZICGC opérationnelle - 1 000 habitants connaissent les méthodes de contournement des pratiques néfastes pour le couvert forestier (alternatives au brûlis) et les ressources fauniques (alternatives à la chasse)		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Création d'une pépinière communale pour le reboisement	Choix du site et approvisionnement en semences	2 000 000 FCFA	
		Appui au fonctionnement de la pépinière (prise en charge du moniteur et subventions annuelles pour l'approvisionnement)	13 000 000 FCFA	
	1.1.2 Création d'une forêt communale	Constitution et suivi du dossier	20 000 000 FCFA	
	1.1.3 Appui à la création des forêts communautaires à Nditam, Kpaga, Mgboutou, Mandja1, Yah, Gah, Kouen Pygmée, Mbondé	Appui à la constitution et au suivi des dossiers	10 000 000 FCFA	
	2.1.1 Construction et équipement du Poste forestier	Etude de faisabilité, construction et équipement	20 000 000 FCFA	
	2.2.1 Sensibilisation contre les feux de brousse et l'exploitation abusive des ressources forestières	Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 02 ans)	2 000 000 FCFA	
	2.2.2 Création d'une zone communale d'intérêt cynégétique	Recrutement d'un consultant chargé de définir la faisabilité du projet	Voir tourisme	
Mise en œuvre du processus de création et recrutement / formation du personnel de gestion				
Total			67 000 000 F CFA	

Secteur 15 : Environnement, protection de la nature et développement durable

Problème central : Pollution des sols, de la nappe phréatique et des cours d'eau

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Contribuer à la protection de l'environnement au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • 01 étude d'impact environnemental réalisée pour chaque projet en cours ou déjà réalisé • 5 000 habitants connaissent les méfaits de la défécation à l'air libre, des feux de brousse et de l'accumulation des déchets plastiques sur l'environnement de la Commune • 20 bacs à ordures disponibles dans les principaux marchés et les principaux quartiers de l'espace urbain communal • 01 décharge municipale aménagée 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEPDED • Certificats de conformités • Plans de gestion environnementale • Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité 	
Objectifs spécifiques	1. Prévoir et évaluer les risques environnementaux des actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> • 01 étude d'impact/audit environnemental réalisée pour chaque projet en cours ou déjà réalisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEPDED • Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité 	
	2. Lutter contre les pratiques locales néfastes pour l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • 5 000 habitants connaissent les méfaits de la défécation à l'air libre, des feux de brousse et de l'accumulation des déchets plastiques sur l'environnement de la Commune • 20 bacs à ordures disponibles dans les principaux marchés et les principaux quartiers de l'espace urbain communal • 01 décharge municipale aménagée 		
Résultats	1.1 L'impact de chaque projet communal sur l'environnement est évalué	<ul style="list-style-type: none"> • 01 étude d'impact environnemental/audit environnemental réalisé pour chaque projet en cours ou déjà réalisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDEPDED • Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité 	
	2.1 Le niveau de connaissance des populations sur les méfaits de la défécation à l'air libre, des feux de brousse et des déchets plastiques est durablement renforcé	<ul style="list-style-type: none"> • 5 000 habitants connaissent les méfaits de la défécation à l'air libre, des feux de brousse et de l'accumulation des déchets plastiques sur l'environnement de la Commune 		
	2.2 Un système de collecte des ordures ménagères est opérationnel au sein de l'espace urbain communal	<ul style="list-style-type: none"> • 01 décharge municipale aménagée • 20 bacs à ordures disponibles dans les principaux marchés et les principaux quartiers de l'espace urbain communal 		
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions

				préalables
	1.1.1 Assurer la prise en compte des études d'impact dans la réalisation des projets communaux	Activité réalisée dans le cadre de chaque projet d'investissement au sein de l'espace communal		
	2.1.1 Sensibilisation des campagnes de sensibilisation et d'information sur les dispositions règlementaires sur les feux de brousse (arrêté préfectoral en cours sur les normes de construction, d'hygiène et salubrité, la défécation à l'air libre et la gestion des déchets non biodégradables	Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 02 ans)	2 000 000 F CFA	
		Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 02 ans)	2 000 000 F CFA	
	2.1.2 Construction et gestion des toilettes publiques dans l'espace urbain	Construction des toilettes publiques	Voir MINH DU	
	2.2.1 Installation de 20 bacs à ordures dans les principaux marchés (Gah, Nditam, Ngambé Tikar)	Achat et installation des bacs	2 000 000 F CFA	
	2.2.2 Formation aux techniques de recyclage des déchets	Recrutement d'un consultant formateur	2 000 000 F CFA	
		Organisation de sessions de formation (10 sessions de formation)	8 000 000 F CFA	
	2.2.3 Aménagement d'une décharge municipale		Voir MINH DU	
TOTAL			16 000 000 F CFA	

Secteur 16 : Habitat et développement urbain

Problème central : Précarité de l'habitat

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Améliorer la qualité de l'habitat au sein de l'espace communal	- Disponibilité d'un plan sommaire d'urbanisme de la ville de Ngambé Tikar - 01 décharge aménagée - 21 km de voies en terre ouverts au sein de l'espace urbain	- Plan sommaire d'urbanisme - Rapports techniques du DDH DU - Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité	
Objectifs spécifiques	1. Planifier le développement de l'espace urbain communal	- Disponibilité d'un plan sommaire	- Rapports techniques du DDH DU - Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité	
	2. Promouvoir le respect des règles d'hygiène et d'urbanisme	- 2000 habitants connaissent les méfaits de la défécation à l'air libre et maîtrisent les normes de construction des latrines et des puits - d'urbanisme de la ville de Ngambé Tikar - 01 décharge municipale aménagée		
	3. Améliorer la praticabilité de la voirie de l'espace urbain	- 21 km de voies en terre ouverts au sein de l'espace urbain		
Résultats	1.1 La visibilité du développement de l'espace urbain communal par les autorités municipales est améliorée	- Disponibilité d'un plan sommaire	- Plan sommaire d'urbanisme - Rapports techniques du service communal d'hygiène et salubrité	
	2.1 Le niveau de connaissance des populations sur les méfaits de la défécation à l'air libre et les normes de construction des latrines et des puits est durablement renforcé	- 2000 habitants connaissent les méfaits de la défécation à l'air libre et maîtrisent les normes de construction des latrines et des puits		
	2.2 Un point de collecte des ordures ménagères est construit et opérationnel	- 01 décharge municipale aménagée		
	3.1 L'accès aux principaux quartiers de l'espace urbain est amélioré	- 21 km de voies en terre ouverts au sein de l'espace urbain		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme	Organisation de réunions de concertation avec les services sectoriels	1 000 000 F CFA	
		Constitution et suivi du dossier	14 000 000 F CFA	
	2.1.1 Sensibilisation des normes de construction des latrines et des puits	Organisation de campagnes de sensibilisation (01 campagne par an pendant 02 ans)	2 000 000 F CFA	
	2.2.1 Aménagement d'une décharge municipale	Organisation de réunions de concertation pour le choix du site	2 000 000 F CFA	
		Aménagement de la décharge	30 000 000 F CFA	
		Appui au fonctionnement de la décharge	18 000 000 F CFA	
2.2.2 Construction et gestion de 02 blocs de toilettes publiques dans l'espace urbain communal de Ngambé Tikar		8 000 000 F CFA		

	3.1.1 Ouverture des voies au sein de l'espace urbain communal	Ouverture de la voie en terre <i>Gendarmerie-Sous-préfecture-Hôtel de Ville de Ngambé Tikar</i> (5 km)	30 000 000 F CFA	
		Ouverture de la voie en terre <i>Hôtel de Ville de Ngambé Tikar-Stade municipal-quartier Haoussa-Camp Scierie</i> (9 km)	45 000 000 F CFA	
		Ouverture de la voie en terre <i>Sous-préfecture-Hôtel de Ville de Ngambé Tikar</i> (8 km)	40 000 000 F CFA	
Total			200 000 000 F CFA	

Secteur 17 : Domaines, cadastre et affaires foncières

Problème central : Difficulté d'acquisition des terres en propriété

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès en propriété des terres au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • 2000 habitants connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers • Disponibilité de réserves foncières communales sécurisées • Disponibilité de réserves foncières sécurisées au profit des campements bororos 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCAF • Rapports des services techniques communaux 	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer les connaissances des communautés locales en matière de sécurisation foncière	<ul style="list-style-type: none"> • 2000 habitants connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCAF • Rapports des services techniques communaux 	
	2. Faciliter l'accès de la Commune et des communautés locales à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de réserves foncières communales sécurisées • Disponibilité de réserves foncières sécurisées au profit des campements bororos 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCAF • Rapports des services techniques communaux 	
Résultats	1.1 Les populations connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • 2000 habitants connaissent les procédures de sécurisation des terres par l'obtention des titres fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCAF • Rapports des services techniques communaux 	
	2.1 La commune et les groupes bororos disposent d'un patrimoine foncier	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de réserves foncières communales sécurisées • Disponibilité de réserves foncières sécurisées au profit des campements bororos 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du DDCAF • Rapports des services techniques communaux 	
Activités		Moyens (intrants)	Coûts en FCFA	Conditions préalables
	1.1.1 Sensibilisation sur les procédures de sécurisation foncière	Organisation de campagnes de sensibilisation sur les procédures de sécurisation foncière (01 campagne dans les villages par an pendant 02 ans)	3 000 000 F CFA	
	1.1.2 Constitution des réserves foncières communales	Choix du site et achat des terres	7 000 000 FCFA	
		Constitution et suivi de dossier d'immatriculation	3 000 000 FCFA	

	2.1.1 Appui à la sécurisation foncière des campements pygmées et bororos	Organisation de séances participatives de délimitation des campements au sein des villages	3 000 000 F CFA	
Dédommagement des propriétaires terriens		10 000 000 F CFA		
Constitution et suivi de dossier d'immatriculation		2 000 000 F CFA		
Total			28 000 000 F CFA	

Secteur 18 : Recherche scientifique et innovation

Problème central : Difficulté d'accès des producteurs aux résultats de la recherche

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès des producteurs locaux aux résultats de la recherche	- 2 000 producteurs connaissent une innovation technologique pouvant leur permettre d'accroître leur production et les moyens de la mettre en pratique	- Rapports techniques du DRRESI - Rapports des services techniques communaux	
Objectifs spécifiques	1. Mettre les résultats pertinents de la recherche en matière agricole, pastorale et halieutique à la portée des producteurs de la Commune	- 2 000 producteurs connaissent une innovation technologique pouvant leur permettre d'accroître leur production et les moyens de la mettre en pratique	- Rapports techniques du DRRESI - Rapports des services techniques communaux	
Résultats	1.1 Les producteurs agricoles, de l'arrondissement maîtrisent l'utilisation des innovations technologiques pouvant leur permettre d'accroître leur production	- 2 000 producteurs connaissent une innovation technologique pouvant leur permettre d'accroître leur production et les moyens de la mettre en pratique	- Rapports techniques du DRRESI - Rapports des services techniques communaux	-
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Vulgarisation et de distribution des semences et races animales améliorées	Organisation de campagnes de vulgarisation et de distribution (01 campagne par an pendant 03 ans)	15 000 000 F CFA	
	1.1.2 Formation des producteurs aux techniques modernes adaptées de production, de conservation et de transformation des produits agricoles	Organisation de séminaires de formation (01 séminaire par an pendant 03 ans)	6 000 000 F CFA	
	1.1.3 Création d'une pépinière communale de semences améliorées (maïs, cacao, palmier à huile, arbres fruitiers greffés)	Choix du site et approvisionnement en semences	2 000 000 F CFA	
		Appui au fonctionnement de la pépinière (prise en charge du moniteur et subventions annuelles pour l'approvisionnement)	15 000 000 F CFA	
Total			38 000 000 FCFA	

Secteur 19 : Commerce

Problème central : Difficulté de commercialisation des produits

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter le développement des activités commerciales	- Capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar doublée - Distance moyenne entre le producteur et le marché le plus proche réduite de 50%	- Comptes administratifs de la Commune - Rapports techniques de la recette municipale - Rapports techniques du DDCOMMERCE	
Objectifs spécifiques	1. Accroître les capacités de commercialisation des produits agricoles et artisanaux locaux	- 08 nouveaux hangars construits - Capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar doublée - 09 nouveaux points de vente aménagés - Distance moyenne entre le producteur et le marché le plus proche réduite de 50%		
Résultats	1.1 La capacité d'accueil des principaux marchés de la Commune est améliorée	- 08 nouveaux hangars construits - Capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar doublée		
	1.2 La Commune dispose de points de vente supplémentaires	- 09 nouveaux points de vente aménagés		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Construction de hangars et aménagement des comptoirs au sein des marchés existants	Etude de faisabilité et construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Gah	17 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Oué	17 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Kong	17 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Nditam	17 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction définitive du marché de Ngambé Tikar	Achèvement des infrastructures existantes et construction des infrastructures restantes	30 000 000 F CFA	
	1.1.3 Construction de forages au sein des marchés	Etude de faisabilité et construction d'un forage au marché de Oué	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au marché de Gah	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au marché de Kong	9 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un forage au	9 000 000 F CFA	

		marché de Nditam		
	1.1.4 Construction de blocs de latrines au sein des marchés	Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au marché de Oué	3 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au marché de Gah	3 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au marché de Kong	3 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un bloc de latrines au marché de Nditam	3 000 000 F CFA	
	1.1.5 Installation de bacs à ordures dans les marchés de l'arrondissement	Achat et installation des bacs au sein de tous les marchés	500 000 F CFA	
	1.1.6 Appui à la structuration des commerçants des marchés de l'arrondissement	Organisation des assemblées constitutives des associations de commerçants dans les villages	1 000 000 F CFA	
	1.2.1 Construction de nouveaux hangars de marché	Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Mansoh	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Beng-Beng	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Ina	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Mandja 1	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Ngandié,	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Mamblang	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Mambioko	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar de marché à Kouen	5 000 000 F CFA	
		Etude de faisabilité et construction d'un hangar au marché de Oué	5 000 000 F CFA	
Total			192 500 000 F CFA	

Secteur 20 : Jeunesse et éducation civique

Problème central : Faible épanouissement des jeunes

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer à l'épanouissement des jeunes de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel adéquat disponible au sein de la DAJEC et du CMPJ - 01 Conseil Communal des Jeunes opérationnel auprès des jeunes de l'arrondissement - 1000 jeunes connaissent les opportunités offertes par le MINJEC (PAJER U, PIAASI, PIFMAS) et les moyens d'y postuler - 200 projets portés par des jeunes de la Commune déposés auprès du PAJER U, du PIAASI et/ou du PIFMAS 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDJEC - Rapports techniques du CMPJ - Rapports des services techniques communaux - Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités d'intervention des acteurs institutionnels d'encadrement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments de la DAJEC et du CMPJ disponibles - Equipement adéquat de la DAJEC et du CMPJ - Personnel adéquat disponible au sein de la DAJEC et du CMPJ 		Le CMPJ est suffisamment aménagé et fonctionnel
	2. Structurer la jeunesse locale	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Conseil Communal des Jeunes opérationnel auprès des jeunes de l'arrondissement 		
	3. Vulgariser les opportunités du MINJEC auprès des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - 1000 jeunes connaissent les opportunités offertes par le MINJEC (PAJER U, PIAASI, PIFMAS) et les moyens d'y postuler - 200 projets portés par des jeunes de la Commune déposés auprès du PAJER U, du PIAASI et/ou du PIFMAS 		
Résultats	1.1 Les infrastructures de la délégation d'arrondissement (DAJEC) et du centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) sont opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments de la DAJEC et du CMPJ disponibles - Equipement adéquat de la DAJEC et du CMPJ - Personnel adéquat disponible au sein de la DAJEC et du CMPJ 		Le CMPJ est suffisamment aménagé et fonctionnel
	2.1 Les jeunes de la Commune connaissent les opportunités offertes par le MINJEC	<ul style="list-style-type: none"> - 1000 jeunes connaissent les opportunités offertes par le MINJEC (PAJER U, PIAASI, PIFMAS) et les moyens d'y postuler - 200 projets portés par des jeunes de la Commune déposés auprès du PAJER U, du PIAASI et/ou du PIFMAS 		
	3.1 Le mouvement représentatif des jeunes est structuré au niveau communal	<ul style="list-style-type: none"> - 01 Conseil Communal des Jeunes est opérationnel auprès des jeunes de l'arrondissement 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Construction et équipement des infrastructures d'accompagnement des jeunes	Etude de faisabilité, construction et équipement du CMPJ	90 000 000 F CFA	Le projet est inscrit au BIP
		Etude de faisabilité, construction et équipement de la Délégation d'arrondissement de la Jeunesse	18 000 000 F CFA	Le projet est inscrit au BIP
	1.1.2 Mobilisation des pouvoirs publics pour l'affectation de cadres à la DAJEC et au CMPJ	Organisation de rencontres informelles avec les autorités au niveau régional et national	1 000 000 F CFA	
	2.1.1 Organisation de 02 campagnes d'information des jeunes sur les opportunités offertes par le MINJEC	Appui du CMPJ et de la DAJEC à l'organisation d'une campagne d'information	1 000 000 F CFA	Le CMPJ est suffisamment aménagé et fonctionnel
2.1.2 Organisation de sessions de formation et d'accompagnement des jeunes au montage des projets	Appui du CMPJ et de la DAJEC à l'organisation de 04 sessions de formation et d'accompagnement des jeunes au montage des	2 000 000 F CFA		

	pouvant être financés par le PAJERU, le PIAASI ou le PIFMAS.	projets		
	3.1 Structuration des associations de jeunes	Appui du CMPJ et de la DAJEC à la à l'organisation des réunions de concertation des jeunes au sein des villages	500 000 F CFA	
		Appui du CMPJ et de la DAJEC à la à l'organisation de la réunion constitutive du Conseil Communal	500 000 F CFA	
Total			115 000 000 F CFA	

Secteur 21 : Sports et éducation physique

Problème central : Faible développement des activités sportives et d'éducation physique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer au développement des activités sportives au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - Stade municipal doté d'une pelouse aménagée et de gradins - 16 stades de football aménagés - 01 mini-complexe multisports opérationnel - 05 associations sportives fonctionnelles au sein de l'espace communal - 04 éditions de 06 championnats annuels de vacances organisés - 01 centre de formation des jeunes footballeurs opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDSEP - Rapports des services techniques communaux - Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Développer et améliorer les infrastructures sportives de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Stade municipal doté d'une pelouse aménagée et de gradins - 16 stades de football aménagés - 01 mini-complexe multisports opérationnel 		
	2. Développer des activités sportives et de divertissement au sein de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - 05 associations sportives fonctionnelles au sein de l'espace communal - 01 centre de formation des jeunes footballeurs opérationnel - 04 éditions de 06 championnats annuels de vacances organisés 		
Résultats attendus	1.1 Les aires de jeux de l'espace communal sont durablement aménagées	<ul style="list-style-type: none"> - Stade municipal doté d'une pelouse aménagée et de gradins - 16 stades de football aménagés - 01 mini-complexe multisports opérationnel 		
	2.1 Le mouvement sportif est structuré au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 05 associations sportives fonctionnelles au sein de l'espace communal - 01 centre de formation des jeunes footballeurs opérationnel 		
	2.2 Des compétitions sportives sont organisées au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 04 éditions de 06 championnats annuels de vacances organisés 		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Construction d'un mini-complexe municipal multisports	Etude de faisabilité et construction du mini-complexe à Ngambé Tikar	50 000 000 F CFA	
	1.1.2 Aménagement des stades de football et aires de jeux	Aménagement de la pelouse et des gradins du stade municipal de Ngambé Tik	10 000 000 F CFA	
		Aménagement des stades de football de Mandja, Beng-Beng, Kpaga, Mambioko, Ngoumé, Mamblang, Ina, Ngandié, Mansoh, Mgboutou, Oué, Yah, Gah, Mbondé, Kong, Kouen	16 000 000 F CFA	
	2.1.1 Appui à la structuration et au fonctionnement des associations sportives au sein de l'espace communal	Organisation de réunions de sensibilisation et de concertation avec les acteurs locaux intéressés par les questions sportives	1 000 000 F CFA	
Appui à l'organisation des assemblées constitutives de deux associations sportives		2 000 000 F CFA		

		Octroi d'une subvention pour le fonctionnement des associations sportives (une subvention annuelle pendant 03 ans)	9 000 000 F CFA	
	2.1.2 Création et appui au fonctionnement d'un centre de formation des jeunes sportifs		20 000 000 F CFA	
	2.2.1 Organisation des championnats de vacances annuels de Gah, Kong, Nditam, Ngoumé, Beng-Beng, Ngambé Tikar		14 000 000 F CFA	
Total			122 000 000 F CFA	

Secteur 22 : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Problème central : Faible développement des petites entreprises locales

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Contribuer au développement des petites entreprises au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 04 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux organisées - 1000 artisans et membres de groupes de l'économie sociale connaissent les opportunités offertes par le MINPMEESA et d'autres acteurs d'appui - La rentabilité de 50 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale est durablement améliorée 		
Objectifs spécifiques	1. Informer les artisans et les groupes locaux de l'économie sociale sur les opportunités existantes	- 1000 artisans et membres de groupes de l'économie sociale connaissent les opportunités offertes par le MINPMEESA et d'autres acteurs d'appui	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DDPMEESA - Rapports des services techniques communaux - Rapports des groupes de l'économie sociale locale 	
	2. Renforcer la visibilité des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale	<ul style="list-style-type: none"> - 04 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux organisées - 500 partenaires et intermédiaires commerciaux sont mobilisés 		
	3. Faciliter l'accès des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale aux appuis techniques et financiers	- La rentabilité de 50 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale est durablement améliorée		
Résultats attendus	1.1 La connaissance des opportunités d'appui par les groupes de l'économie sociale est améliorée	- 1000 artisans et membres de groupes de l'économie sociale connaissent les opportunités offertes par le MINPMEESA et d'autres acteurs d'appui		
	2.1 Les produits de l'artisanat et des groupes locaux de l'économie sociale sont connus par des partenaires et intermédiaires commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> - 04 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux organisées - 500 partenaires et intermédiaires commerciaux sont mobilisés 		
	3.1 La rentabilité des activités artisanales et de l'économie sociale est durablement améliorée	- La rentabilité de 50 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale est durablement améliorée		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Organisation de campagnes d'information des artisans et groupes de l'économie sociale locale sur les opportunités offertes par le MINPMEESA	Organisation d'une campagne annuelle pendant 03 ans	3 000 000 F CFA	
	2.1.1 Organisation d'une foire annuelle d'exposition des produits locaux	Organisation de 03 éditions de la foire	12 000 000 F CFA	
	3.1.1 Organisation de sessions annuelles de formation	Contractualisation d'un consultant formateur	1 000 000 F CFA	

	des acteurs de l'économie sociale aux techniques de transformation des produits agricoles	Appui à la gestion logistique des sessions de formation (une session par an pendant 03 ans)	6 000 000 F CFA	
	3.1.2 Accompagnement des groupes d'artisans à la recherche de financements	Contractualisation d'un consultant chargé de l'accompagnement des groupes à la constitution de dossiers de demandes de financements	2 000 000 F CFA	
		Dépôt et suivi des dossiers déposés auprès de divers bailleurs de fonds	1 000 000 F CFA	
	3.1.3 Appuis financiers à la redynamisation d'AGR par les artisans et groupes de l'économie sociale	Sélection des groupes et artisans à appuyer et mise à disposition de financements (04 sessions de financements pendant 03 ans)	8 000 000 F CFA	
Total			33 000 000 F CFA	

Secteur 23 : Industrie, mines et développement technologique

Problème central : Faible développement du secteur industriel et minier local

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Développer le secteur industriel et minier local	- Une unité industrielle communale d'extraction et d'exploitation des carrières de pierre et de sable créée et opérationnelle	- Rapports des services techniques communaux - Rapports techniques du DDIMIDT	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'exploitation rationnelle du potentiel naturel et minier local			
Résultats	1.1 L'exploitation des carrières de sable et de pierre est rationalisée	- Une unité industrielle communale d'extraction et d'exploitation des carrières de pierre et de sable créée et opérationnelle		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Inventaire exhaustif du potentiel minier de la Commune	Recrutement d'un cabinet consultant chargé de l'inventaire	10 000 000 F CFA	
		Constitution et suivi du dossier de création officielle	2 000 000 F CFA	
		Choix et équipement du site d'extraction	40 000 000 F CFA	
	1.1.2 Création, équipement et gestion d'une unité communale d'exploitation des carrières de sable et de pierre	Achat des équipements nécessaires à l'exploitation (camions, machines)	158 000 000 F CFA	
Total			210 000 000 F CFA	

Secteur 24 : Transports

Problème central : Difficulté de déplacement au sein de l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter les déplacements au sein de l'espace communal	- 01 gare routière et 04 points de stationnements aménagés et opérationnels - Maîtrise des techniques de conduite par 50 chauffeurs de motos taxis	- Rapports techniques du DDT - Rapports des services techniques communaux - Fichier de contribuables	
Objectifs spécifiques	1. Développer les infrastructures de transport	- 01 gare routière et 04 points de stationnements aménagés et opérationnels		
	2. Organiser le secteur des motos taxis	- Maîtrise des techniques de conduite par 50 chauffeurs de motos taxis - Augmentation de 50% des effectifs de l'association de motos taximen		
Résultats	1.1 La capacité d'accueil des passagers dans l'espace communal est durablement accrue	- 01 gare routière et 04 points de stationnements aménagés et opérationnels		
	2.1 Les chauffeurs de motos taxis sont répertoriés et plus aptes en matière de conduite	- Maîtrise des techniques de conduite par 50 chauffeurs de motos taxis - Augmentation de 50% des effectifs de l'association de motos taximen		
		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
Activités	1.1.1 Construction et équipement de la gare routière de Ngambé Tikar	Etude de faisabilité, construction et équipement de la gare routière à Ngambé Tikar	50 000 000 F CFA	
	1.1.2 Aménagement de hangars de stationnement	Aménagement de hangars de stationnement à Kong, Ngoumé, Gah, Oué et Nditam	5 000 000 F CFA	
	2.1.1 Structuration de l'association de chauffeurs de motos taxis	Appui de l'association de motos taximen à l'organisation de réunions de concertation avec ses membres et de séances de large sensibilisation (10 réunions réparties sur 03 ans)	2 000 000 F CFA	
	2.1.2 Organisation de sessions de formation des chauffeurs de motos taxis en conduite	Contractualisation d'un consultant moniteur	1 000 000 F CFA	
		Appui à la gestion logistique des sessions de formation (une session par an pendant 03 ans)	1 000 000 F CFA	
	2.1.3 Création et gestion d'une auto-école communale de formation des experts moniteurs en conduite	Constitution et suivi du dossier de création officielle	2 000 000 F CFA	
		Choix du site et équipement des locaux de l'auto école	12 000 000 F CFA	
	Octroi d'une subvention pour le fonctionnement de l'auto école (subvention annuelle pendant 03 ans)	6 000 000 F CFA		
Total			79 000 000 F CFA	

Secteur 25 : Postes et télécommunications

Problème central : Difficulté d'accès aux services postaux et téléphoniques

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès de la population locale aux technologies de l'information de la communication	<ul style="list-style-type: none"> - 01 boucle radio opérationnelle - Nombre de villages ayant accès au réseau téléphonique - 01 télécentre communautaire opérationnel 	Rapports techniques du DRPOSTEL	
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès à Internet et au réseau téléphonique au sein de l'espace communal			
Résultats attendus	1.1 Les habitants de la Commune ont accès à Internet et au réseau téléphonique	<ul style="list-style-type: none"> - 01 boucle radio opérationnelle - Nombre de villages ayant accès au réseau téléphonique - 01 télécentre communautaire opérationnel 	Rapports techniques du DRPOSTEL Rapports techniques du DRPOSTEL	
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Création d'une boucle locale radio dans l'espace communal	Recrutement d'un consultant et suivi de la création de la boucle	4 000 000 F CFA	
	1.1.2 Construction et aménagement du télécentre communautaire polyvalent de Ngambé Tikar	Suivi de la mise en œuvre du projet (en cours de réalisation)	75 000 000	
Total			79 000 000 F CFA	

Secteur 26 : Communication

Problème central : Difficulté d'accès à l'information

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès de la population à l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Tableaux d'affichage installés et régulièrement actualisés dans chaque canton - Une bibliothèque opérationnelle - Un journal communal opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques du DRCOM - Rapports des services techniques communaux - Exemplaires du journal communal 	
Objectifs spécifiques	1. Assurer la circulation de l'information au sein de l'espace communal			
Résultats	1.1 Les habitants ont un meilleur accès à l'information			
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Installation de tableaux d'affichage public au sein de l'espace communal	Installation des tableaux d'affichage à Ngambé Tikar, Nditam, Ngoumé, Kong	500 000 F CFA	
		Appui à l'actualisation bimensuelle des informations sur les tableaux	4 500 000 F CFA	
	1.1.2 Création d'un journal communal	Recrutement et formation d'un correspondant communal aux techniques de collecte, de traitement et de diffusion de l'information (formation et prise en charge du correspondant pendant 03 ans)	5 000 000 F CFA	
		Prise en charge du correspondant (paiement du salaire pendant 03 ans)	2 000 000 F CFA	
		Appui à la collecte régulière des informations	1 000 000 F CFA	
		Impression et distribution bimestrielle du journal	6 000 000 F CFA	
	1.1.3 Création d'une radio communautaire			
	1.1.4 Construction et opérationnalisation équipement d'une bibliothèque municipale de lecture publique	Etude de faisabilité et construction de la bibliothèque	6 000 000 F CFA	
		Approvisionnement de la bibliothèque en rayons et en ouvrages	4 000 000 F CFA	
Prise en charge du bibliothécaire (paiement du salaire pendant 03 ans)		Voir coût du correspondant communal		
Total			34 500 000 F CFA	

Secteur 27 : Administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre

Problème central : Difficulté d'accès de la population aux services administratifs

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse		
Objectif global	Améliorer la collaboration entre les services publics et la population au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 2 000 habitants connaissent les procédures d'accès aux services des principales administrations publiques - 08 centres secondaires d'état-civil sont opérationnels - 16 comités de vigilance fonctionnels au sein de l'espace communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques de la Sous-préfecture - Rapports techniques de la Brigade de gendarmerie 			
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités d'intervention des services administratifs	- 2 000 habitants connaissent les procédures d'accès aux services des principales administrations publiques				
	2. Faciliter l'appropriation des procédures d'accès aux services administratifs par la population	- 2 000 habitants connaissent les procédures d'accès aux services des principales administrations publiques				
	3. Renforcer le système de lutte contre l'insécurité	- 16 comités de vigilance fonctionnels au sein de l'espace communal				
Résultats attendus	1.1 L'équipement des services administratifs est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments et équipement adéquats de la brigade de gendarmerie - Logements de la Sous-préfecture décentes 				
	2.1 Des centres secondaires d'état-civil sont opérationnels dans les coins reculés de l'espace communal	- 08 centres secondaires d'état-civil sont opérationnels				
	2.2 Le niveau de connaissance des procédures administratives par la population est amélioré	- 2 000 habitants connaissent les procédures d'accès aux services des principales administrations publiques				
	3.1 : L'implication des populations dans la lutte contre l'insécurité est renforcée	- 16 comités de vigilance fonctionnels au sein de l'espace communal				
Activités		Moyens (intrants)			Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Réhabilitation des locaux de la Brigade	Réaménagement des bâtiments et renforcement de l'équipement			10 000 000 F CFA	Projet inscrit au BIP
	1.1.2 Restauration des locaux de la Sous-préfecture	Restauration du logement de fonction du Sous-préfet	10 000 000 F CFA			
		Etude de faisabilité, construction et équipement du logement de fonction de l'Adjoint d'Arrondissement	30 000 000 F CFA			
	2.1.1 Création de nouveaux centres secondaires d'état-civil	Création de 08 centres secondaires d'état-civil à Gah, Ngoumé, Beng-Beng, Kong, Mamblang, Mbamla 2, Ngandié, Oué	400 000 F CFA			
2.2.1 Information de la population sur les services délivrés par la Commune et la Sous-préfecture	Organisation de campagnes annuelles d'information (une campagne par an pendant	3 000 000 F CFA				

		03 ans)		
	3.1.1 Appui à la création/redynamisation et au fonctionnement des comités de vigilance dans l'espace communal	Organisation des assemblées villageoises constitutives des comités de vigilance dans l'espace communal	4 000 000 F CFA	
		Appuis matériels et financiers au fonctionnement des comités de vigilance (appuis annuels pendant 04 ans)	6 000 000 F CFA	
Total			63 400 000 FCFA	

Secteur 28 : Enseignement supérieur

Problème central : Difficulté d'accès des jeunes de l'espace communal à l'enseignement supérieur

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Faciliter l'accès jeunes bacheliers issus de la Commune à l'enseignement supérieur	- 500 élèves des classes terminales connaissent les filières et opportunités de l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports techniques des responsables du lycée bilingue - Rapports des services techniques communaux - Comptes administratifs de la Commune 	
Objectifs spécifiques	1. Préparer les élèves à l'accès à l'enseignement supérieur	- 500 élèves des classes terminales connaissent les filières et opportunités de l'enseignement supérieur		
	2. Faciliter l'accès des jeunes étudiants à l'enseignement supérieur	- 200 jeunes étudiants et nouveaux bacheliers issus de l'espace communal bénéficient d'une bourse		
Résultats	1.1 Les opportunités de l'enseignement supérieur sont régulièrement présentées aux bacheliers de l'arrondissement	- 500 élèves des classes terminales connaissent les filières et opportunités de l'enseignement supérieur		
	2.1 L'inscription au sein des établissements d'enseignement supérieure est garantie chaque année pour les meilleurs bacheliers	- 200 jeunes étudiants et nouveaux bacheliers issus de l'espace communal bénéficient d'une bourse		
		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
Activités	1.1.1 Orientation des élèves des classes terminales des établissements d'enseignement secondaire	Organisation de journées annuelles d'orientation et d'information des élèves sur les filières et les débouchés de l'enseignement supérieur (une journée par an pendant 3 ans)	3 000 000 FCFA	
	2.1.1 Appui aux étudiants issus de l'espace communal	Mise à disposition des bourses annuelles au profit des étudiants et nouveaux bacheliers issus de l'espace communal (1 million par an pendant 04 ans)	4 000 000 FCFA	
Total			7 000 000 FCFA	

Secteur Institution communale

Problème central : faible gestion des ressources humaines, financières, patrimoniales et de relations

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse
Objectif global	Renforcer l'institution communale	Augmentation de 100% des recettes propres	- Comptes administratifs - Rapports des services techniques communaux	
Objectifs spécifiques	1. Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des ressources humaines	01 réunion de l'Exécutif tenue chaque mois 01 réunion du personnel tenue chaque semaine 03 sessions de formation sont organisées chaque année Le personnel communal et les conseillers connaissent leurs responsabilités et les moyens techniques de les appliquer 01 recueil de textes sur la décentralisation est disponible pour chaque conseiller Le profil du personnel conforme à celui proposé par l'arrêté 00136 01 règlement intérieur est disponible et connu par chaque membre du personnel Tous les documents produits par la Commune sont numérisés et conservés dans une base de données L'organigramme de la Commune est conforme à celui proposé par l'arrêté 00136/A/MINATD du 24/08/2009 rendant exécutoire le tableau type des emplois communaux et connu par chaque membre du personnel	- Comptes administratifs - Rapports des services techniques communaux	
	2. Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des ressources financières	Le nombre de contribuables de la Commune est actualisé La recette Municipale de Ngambé Tikar dispose d'une moto et une voiture pour le recouvrement Tous les postes de collecte des taxes sont couverts Un plan de travail est disponible pour chaque agent et mis à jour en fonction de ses réalisations 01 session de formation est organisée Le taux de recouvrement des recettes communales est amélioré de 60%	- Comptes administratifs - Rapports des services techniques communaux	
	3. Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion du patrimoine	Les biens de la Commune sont identifiés et leur valeur actualisée est connue Chaque bureau dispose d'un ordinateur et d'un manuel de gestion associé La commune dispose d'une véhicule tout terrain et d'un manuel de gestion associé La capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar est améliorée de 50% Une bibliothèque équipée de livres et de journaux est opérationnelle	- Comptes administratifs - Rapports des services techniques communaux	
	4. Renforcer les capacités de la Commune en matière de gestion des relations	Un répertoire des programmes et projets disponible Un protocole de collaboration signé avec chaque projet/programme 04 conventions de collaboration avec des communes sont signées 02 projets communs avec d'autres communes conçus sont et mis en œuvre Le site web de la Commune de Ngambé Tikar est opérationnel	- Comptes administratifs - Rapports des services techniques communaux	
Activités		Sous-activités	Moyens	Coûts (en F CFA)
	1.1 Organiser régulièrement les réunions de l'Exécutif et les réunions de bureau	Elaboration du programme Préparation des réunions Tenue des réunions	- Frais d'organisation des séances (rafraichissements, supports et matériel de	1 000 000

			sensibilisation)	
1.2 Organiser des sessions de formation du personnel (à l'utilisation des logiciels informatiques de base : Word, Excel, Powerpoint, Internet Explorer ; techniques de gestion du personnel ; techniques de rédaction administrative) et des conseillers (encadrement réglementaire de la décentralisation)	Sélection des bénéficiaires Sélection des consultants formateurs Suivi de la facilitation de l'atelier	- Frais de déplacement des participants - Nutrition des participants - Honoraires de facilitation - Location de la salle de formation - Matériel de formation	5 000 000	
1.3 Mettre à la disposition des conseillers des textes régissant leurs attributions	Compilation des textes Multiplication des textes Distribution des textes	- Frais de compilation (transport et rafraichissement de l'équipe communale) - Frais de multiplication	1 000 000	
1.4 Recruter du personnel qualifié	Evaluation des besoins Réunion de constitution du comité/jury de recrutement Elaboration d'un mécanisme interne de recrutement Appui à la tenue des comités d'analyse des candidatures (comités de recrutement)	- Frais de tenue des comités d'analyse des candidatures (frais de transport, rafraichissements)	1 000 000	
1.5 Elaborer le règlement intérieur du personnel communal	Elaboration du draft de règlement Réunion d'enrichissement et de validation Multiplication du règlement et distribution au personnel	- Frais de tenue de la réunion (frais de transport, rafraichissements) - Frais de multiplication	500 000	
1.6 Elaborer l'organigramme de la Commune conformément aux orientations réglementaires et le faire partager par l'ensemble du personnel	Elaboration du draft d'organigramme Réunion d'enrichissement et de validation Multiplication de l'organigramme et distribution au personnel	- Frais de tenue de la réunion (frais de transport, rafraichissements) - Frais de multiplication	100 000	
1.7 Informatiser le système de documentation et de conservation des archives	Sélection d'un consultant Réunion de formation du personnel Suivi de la réalisation de la prestation	- Honoraires du consultant - Achat des équipements nécessaires	1 500 000	
2.1 Actualiser le fichier des contribuables	Recensement des contribuables Actualisation du sommier	- Frais de déplacement de l'équipe technique	-	
2.2 Acheter une moto pour le recouvrement des recettes	Recherches (coûts, lieux d'achat) Achat de l'engin	- Frais de déplacement de l'équipe technique - Coût de l'engin	1 000 000	
2.3 Recruter 05 agents percepteurs supplémentaires	Elaboration et affichage de l'appel à candidatures Réception et traitement des dossiers de candidatures Appui à la tenue des comités d'analyse des candidatures (comités de recrutement)	- Frais de tenue du comité d'analyse des candidatures (frais de transport, rafraichissements)	500 000	
2.4 Elaborer un cahier de charges pour chaque agent percepteur	Elaboration des drafts de cahiers de charges Réunion d'enrichissement et de validation Multiplication des cahiers de charge et distribution au personnel	- Frais de tenue de la réunion (frais de transport, rafraichissements) - Frais de multiplication	500 000	
2.5 Organiser une session de formation des agents percepteurs et des membres du service financier à la	Préparation technique et logistique Facilitation de l'atelier	- Frais de déplacement des participants - Nutrition des	1 000 000	

	fiscalité locale		participants - Honoraires de facilitation - Location de la salle de formation - Matériel de formation	
	3.1 Actualiser le sommier du patrimoine communal	- Recensement des biens communaux - Actualisation du sommier	-	-
	3.2 Equiper tous les services de la Commune en outils informatiques	- Evaluation des besoins - Achat des équipements et maintenance du matériel	- Coûts des équipements	30 000 000
	3.3 Acheter un véhicule tout terrain	- Recherches (coûts, lieux d'achat) - Achat du véhicule	- Frais de déplacement de l'équipe technique - Coût du véhicule	20 000 000
	4.1 Recenser les programmes et projets de développement potentiellement utiles pour la Commune	- Sélection d'un consultant en montage des projets - Réunion d'identification participative des idées de projets - Suivi du montage des projets	- Frais de tenue de la réunion (frais de transport, rafraichissements) - Honoraires du consultant	3 000 000
	4.2 Rechercher des partenariats avec les communes locales et étrangères	- Constitution d'une banque de projets - Constitution d'une base de données de communes étrangères potentiellement partenaires - Prise de contact avec les communes ciblées - Suivi des contacts et élaboration de projets communs	- Frais de déplacement de l'équipe technique communale	3 000 000
	4.3 Concevoir le site web de la Commune	- Sélection d'un consultant - Suivi de la conception du site	- Honoraires du consultant	1 000 000
Total				60 100 000

Cadre logique économie locale

Problème central : Faible développement des activités de production et de commercialisation au sein de l'espace communal

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif principal	Renforcer les activités de production et de commercialisation au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - La productivité agricole est accrue de 30% - La capacité de production des ressources animale est accrue de 30% 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports sectoriels du DAADER, DAEPIA, DDCOMMERCE et DDPMEESA - Rapports des organisations de producteurs 	
Objectifs spécifiques	1. Améliorer la production et la productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 04 nouveaux postes agricoles construits et dotés de personnel - 05 postes agricoles réhabilités et dotés de personnel - 15 GIC transformés en coopératives opérationnelles - 1000 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application de nouvelles techniques agricoles - Dispositif communal de distribution des semences améliorées et intrants agricoles opérationnel à travers la coopérative communale - 04 pressoirs supplémentaires opérationnels - 01 coopérative communale de commercialisation agricole, dotée d'un camion de collecte et d'un magasin de stockage, est opérationnelle - 04 mini-comices agropastoraux organisés - 06 pistes de collecte supplémentaires durablement praticables 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports sectoriels du DAADER, DAEPIA, DDCOMMERCE et DDPMEESA - Rapports des organisations de producteurs 	
	2. Améliorer la productivité animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> - 500 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application des techniques piscicoles et d'élevage - 04 étangs d'alevinage opérationnels - 10 projets d'élevage à forte valeur ajoutée sont opérationnels - 10 zones de pâturage délimitées - 01 abattoir moderne construit et équipé - 01 chambre froide opérationnelle - 01 marché de produits animaux halieutiques construit et opérationnel 		
	3. Faciliter le développement des petites entreprises au sein de l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> - 04 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux organisées - 500 partenaires et intermédiaires commerciaux sont mobilisés - La rentabilité de 50 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale est durablement améliorée 		
	4. Faciliter le développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> - 08 nouveaux hangars construits - Capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar doublée 		
Résultats	1.1 Les capacités de production des agriculteurs sont durablement renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 04 nouveaux postes agricoles construits et dotés de personnel - 05 postes agricoles réhabilités et dotés de personnel - 15 GIC transformés en coopératives opérationnelles - 1000 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application de nouvelles techniques agricoles - Dispositif communal de distribution des semences améliorées et intrants agricoles opérationnel à travers la coopérative communale 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports sectoriels du DAADER, DAEPIA, DDCOMMERCE et DDPMEESA - Rapports des organisations de producteurs 	
	1.2 Les capacités de transformation locale de l'huile de palme sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - 04 pressoirs supplémentaires opérationnels 		

	1.3 L'accès des produits agricoles de l'espace communal aux marchés est renforcé	- 01 coopérative communale de commercialisation agricole, dotée d'un camion de collecte et d'un magasin de stockage, est opérationnelle - 04 mini-comices agropastoraux organisés - 06 pistes de collecte supplémentaires durablement praticables		
	2.1 Les capacités de production des éleveurs sont durablement renforcées	- 500 producteurs et productrices formés et/ou accompagnés à l'application des techniques piscicoles et d'élevage - 04 étangs d'alevinage opérationnels - 10 projets d'élevage à forte valeur ajoutée sont opérationnels - 10 zones de pâturage délimitées		
	2.2 Le dispositif d'appui à la commercialisation des produits pastoraux est renforcé	- 01 abattoir moderne construit et équipé - 01 chambre froide opérationnelle - 01 marché de produits animaux halieutiques construit et opérationnel		
	3.1 La visibilité des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale est renforcée	- 04 éditions d'une foire d'exposition des produits locaux organisées - 500 partenaires et intermédiaires commerciaux sont mobilisés		
	3.2 L'accès des artisans et des groupes locaux de l'économie sociale aux appuis techniques et financiers est améliorée	- La rentabilité de 50 petites entreprises du secteur de l'artisanat et de l'économie sociale est durablement améliorée		
	4.1 Les capacités de commercialisation des produits agricoles et artisanaux locaux sont améliorées	- 08 nouveaux hangars construits - Capacité d'accueil du marché de Ngambé Tikar doublée		
Activités		Moyens (intrants)	Coût	Conditions préalables
	1.1.1 Construction et équipement des postes agricoles existants	Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Kong Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Ngoumé Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Nditam Etude de faisabilité, construction et équipement du poste agricole de Gah	Voir secteur agriculture	
	1.1.2 Formation des producteurs en techniques modernes de production agricole	Organisation de séminaires de formation (02 sessions par an pendant 03 ans)		
	1.1.3 Appui à la redynamisation des GICs et à leur transformation en coopératives agricoles	Organisation de réunions de concertations avec les organisations de producteurs dans les villages Appui des groupes à l'organisation des assemblées constitutives Appui à la constitution et au suivi des dossiers		
	1.2.1 Aménagement de pressoirs d'huile de palme	Aménagement de 04 pressoirs modernes à Nditam		
	1.3.1 Mise en place d'un dispositif communal de collecte et de commercialisation des produits et intrants agricoles	Achat d'un camion de collecte et construction d'un magasin de stockage		
	1.3.2 Aménagement des pistes agricoles de l'espace communal	Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Ngoumé +Pygmée (Ngoumé-Début des champs : 4km)		
		Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Ina (Ina-Bord-Mbam : 20 km)		
		Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Mansoh (Mansoh-Mimbé : 10km)		
		Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Mansoh (Mansoh-Mbioko II : 30 km)		
		Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Oué (Oué-Bord Mbam : 35 km)		
		Aménagement d'une piste de collecte et de desserte agricole à Nditam (Nditam-Bord Mbam : 20 km)		
	1.3.3 Organisation de mini-comices au sein de l'espace	Organisation d'un mini-comice annuel dans chaque canton (Gah, Ngambé)		

	communal	Tikar, Nditam, Kong)		
	2.1.1 Construction et équipement de centres zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire	Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Ngambé Tikar	Voir secteur élevage	
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Gah		
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Nditam		
		Etude de faisabilité, construction et équipement d'un CZCSV à Kong		
	2.1.2 Délimitation des zones de pâturage	Organisation des réunions de concertation au sein des villages en vue du choix des sites		
		Aménagement des limites		
	2.1.3 Création de 04 étangs d'alevinage communaux	Recrutement d'un spécialiste en production piscicole		
		Etude de faisabilité, construction et approvisionnement des étangs		
	2.1.4 Création d'une ferme avicole communale	Recrutement d'un spécialiste en production piscicole		
		Etude de faisabilité, construction et approvisionnement de la ferme		
	2.1.5 Appui financier à la mise en œuvre de microprojets d'élevage	Organisation d'une campagne d'affichage et de vulgarisation de la procédure d'accès aux financements		
		Sélection des bénéficiaires et distribution des financements		
		Suivi du fonctionnement et de la rentabilité des projets		
	2.1.6 Création d'un magasin d'intrants et matériels d'élevage	Choix du site, construction et approvisionnement du magasin		
	2.1.7 Formation aux techniques modernes d'élevage	Recrutement d'un consultant formateur		
		Organisation de séminaires de formation (02 sessions de formation)		
	2.2.1 Construction d'un abattoir moderne	Choix du site et construction		
	2.2.2 Construction d'une chambre froide communale	Choix du site, construction et équipement		
	2.2.3 Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques à Ngambé Tikar	Choix du site et aménagement		
	3.1.1 Organisation d'une foire annuelle d'exposition des produits locaux	Organisation de 03 éditions de la foire	Voir secteur Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	
	3.2.1 Organisation de sessions annuelles de formation des acteurs de l'économie sociale aux techniques de transformation des produits agricoles	Contractualisation d'un consultant formateur		
		Appui à la gestion logistique des sessions de formation (une session par an pendant 03 ans)		
	3.2.2 Accompagnement des groupes d'artisans à la recherche de financements	Contractualisation d'un consultant chargé de l'accompagnement des groupes à la constitution de dossiers de demandes de financements		
		Dépôt et suivi des dossiers déposés auprès de divers bailleurs de fonds		
	3.2.3 Appuis financiers à la redynamisation d'AGR par les artisans et groupes de l'économie sociale	Sélection des groupes et artisans à appuyer et mise à disposition de financements (04 sessions de financements pendant 03 ans)		
	4.1.1 Construction de hangars et aménagement des comptoirs au sein des marchés existants	Etude de faisabilité, construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Gah	Voir secteur commerce	
		Etude de faisabilité, construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Oué		
		Etude de faisabilité, construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Kong		
		Etude de faisabilité, construction de 02 hangars et aménagement des comptoirs au sein du marché de Nditam		
	4.1.2 Construction définitive du marché de Ngambé Tikar	Achèvement des infrastructures existantes et construction des infrastructures restantes		
Total				

1.1 Coût estimatif du PCD

Tableau 13 : Coût estimatif du plan communal de développement

Secteurs	Coût total (en F CFA)
Agriculture et développement rural	902 500 000
Elevage, pêches et industries animales	372 000 000
Santé publique	959 000 000
Travaux publics	8 566 000 000
Education de base	1 580 100 000
Culture	365 000 000
Promotion de la femme et de la famille	125 000 000
Affaires sociales	131 000 000
Eau	595 500 000
Energie	449 000 000
Enseignements secondaires	998 530 000
Emploi et formation professionnelle	666 500 000
Travail et sécurité sociale	32 000 000
Tourisme et loisirs	133 000 000
Forêts et faune	67 000 000
Environnement, protection de la nature et développement durable	16 000 000
Habitat et développement urbain	200 000 000
Domaines, cadastre et affaires foncières	28 000 000
Recherche scientifique et innovation	38 000 000
Commerce	192 500 000
Jeunesse et éducation civique	115 000 000
Sports et éducation physique	122 000 000
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	33 000 000
Industrie, mines et développement technologique	210 700 000
Transports	79 000 000
Postes et télécommunications	79 000 000
Communication	34 500 000
Administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre	63 400 000
Enseignement supérieur	7 000 000
IST/SIDA	55 000 000
TOTAL	17 325 260 000

Source : Cadres logiques

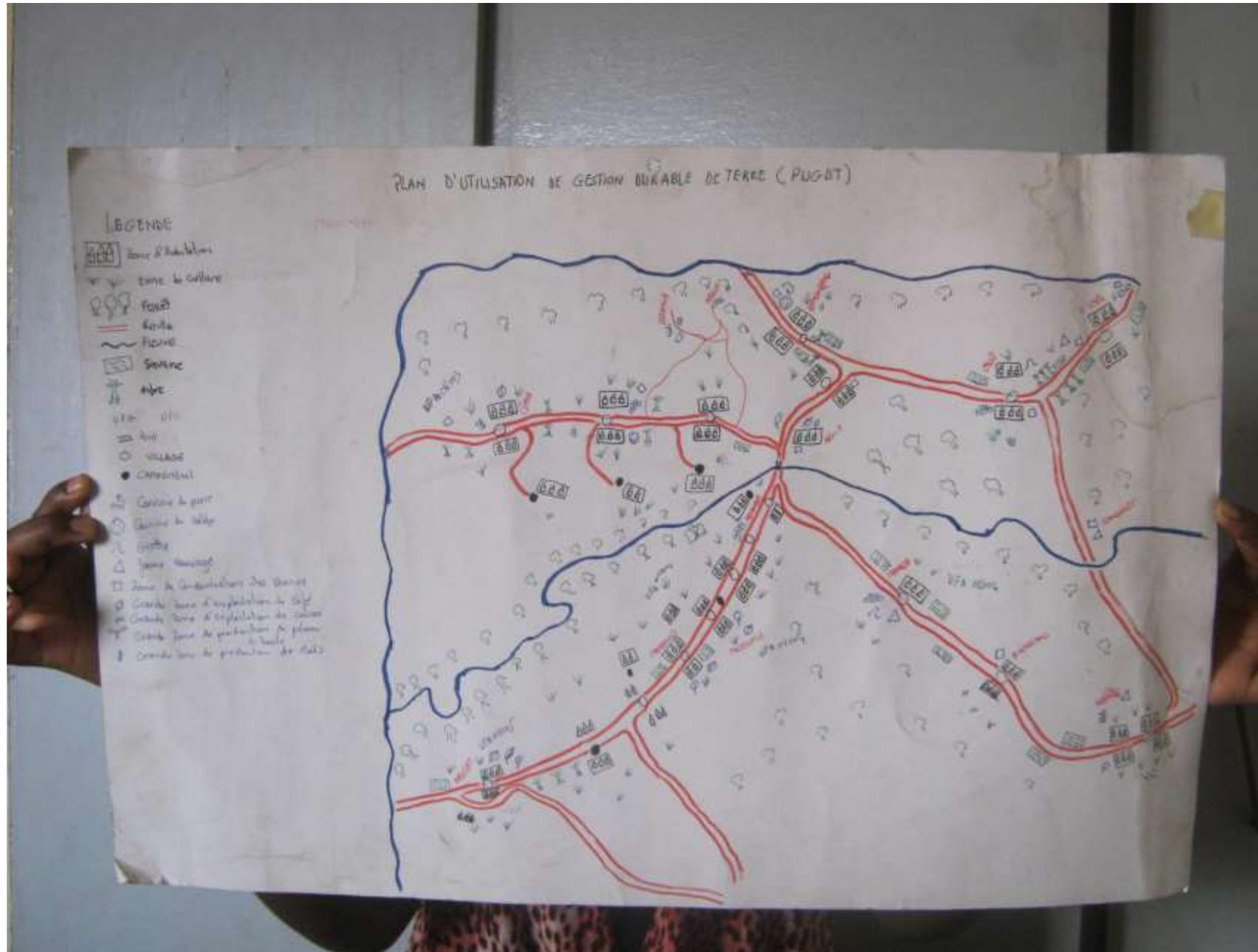
1.2 Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal

Tableau 14 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal de Ngambé Tikar

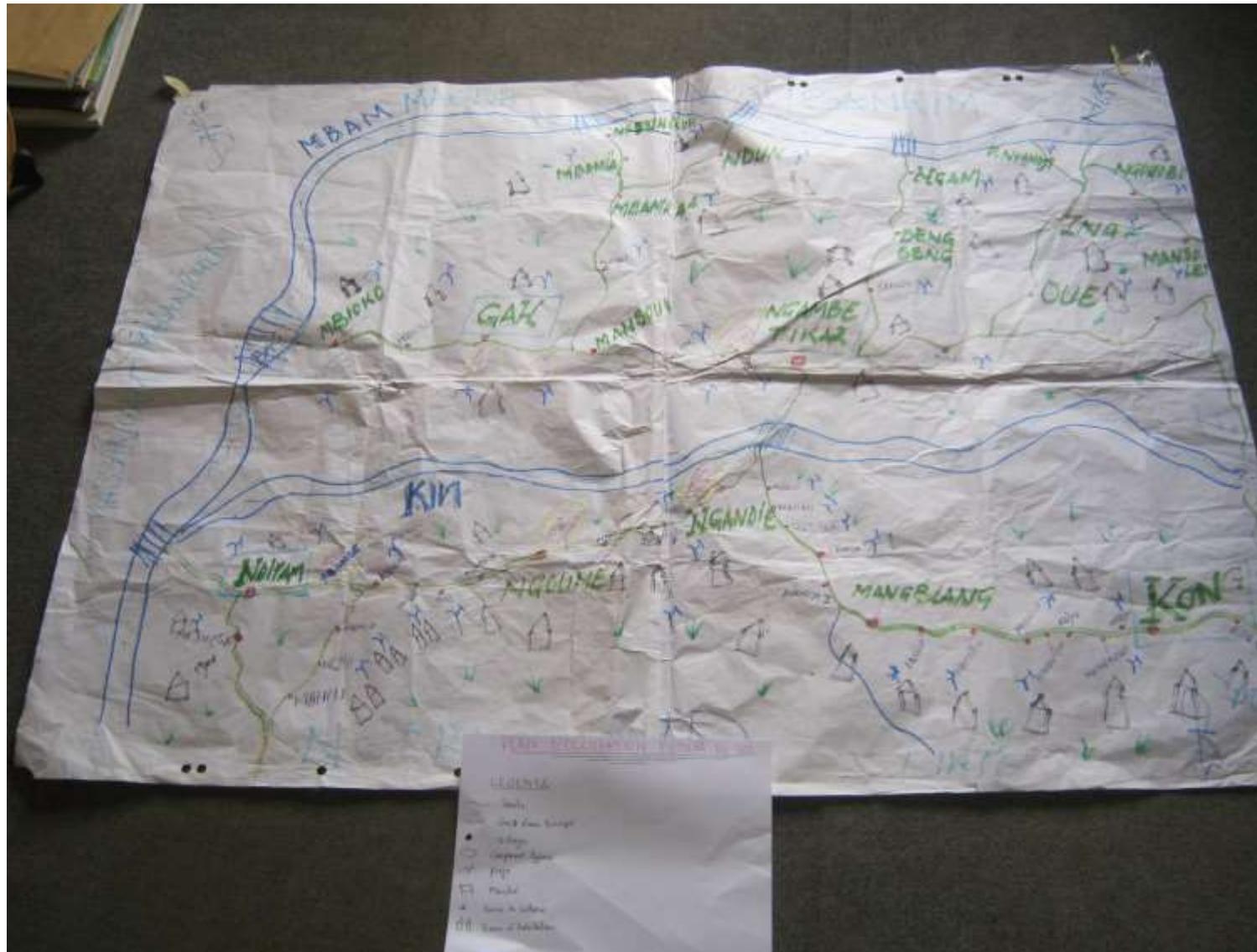
Unités de paysages	Caractéristiques	Utilisations actuelles	Potentialités	Problèmes/contraintes	Solution endogènes	Solutions envisagées
Forêts	Sol fertile Prédominance des arbres de grandes tailles et des PFNK	-Ramassage du bois de feu -Collecte des bois d'œuvre -Chasse -- Exploitants forestières Braconnage (gibier) -Cueillette, -	-Présence d'une flore et d'une faune riches et diversifiées	-Expansion du braconnage professionnel -Insuffisance d'actions de reboisement -Utilisation des feux de brousse à des fins agricoles -Coupe sauvage du bois de chauffe -Exploitation illégale du bois	-Création des forêts communautaires	-Création de zones d'intérêt cynégétique -Création d'unités d'élevage des aulacodés -Création de fermes apicoles -Renforcement des capacités matérielles du poste forestier -Renforcement des capacités de contrôle forestier des populations riveraines -Reboisement des espaces dégradés -Création d'une forêt communale
Forêts sacrées	Vestiges de forêts primaires non exploitées, localisées généralement à l'entrée des chefferies, abritent toutes les espèces d'arbres, d'oiseaux et d'animaux qu'on rencontre dans le village.	-Lieux d'initiation aux nouvelles responsabilités et de sépultures des chefs. -Lieux de recueillement et de prières. -Lieu de cueillette des plantes et des herbes pour la pharmacopée traditionnelle	Lambeaux de forêts aux superficies peu importantes estimées au 10% de la surface totale de la commune	-Les forêts sacrées ne subissent aucunes contraintes dues à l'action de l'homme	-	-Pérennisation des actions de conservation
Terres cultivables	Les sols sont ferrallitiques, riches en éléments acides et très fertiles. -Sols favorables à la pratique des cultures	Pratique de cultures de Maïs, du Pistache, des tubercules (manioc, macabo, igname), banane plantain, concombre. Les cultures de rente, particulièrement le	-Fertilité du sol -Vastes superficies disponibles	-Dévastation des cultures par les bêtes et les parasites -Expansion des feux de brousse -Conflits agropastoraux -Absence d'un POS et d'un PGS	-Pratique de l'agro écologie	- Délimitation des zones de pâturage -Elaborer un plan d'occupation des sols -Vulgarisation des intrants et semences agricoles améliorés
Cours d'eau	Les cours d'eau sont de couleur bleu, noir et marron. potentiel halieutique énorme en poisson et sable. Le fleuve sort de son lit pendant les saisons des pluies et crée des	-Approvisionnement en eau pour travaux domestiques -Pêche -Extraction du sable transport	-Fleuves au débit important (Kim, Mbam) -Arrondissement fortement arrosé -Potentiel important de production du sable	-Baisse de la production halieutique -Destruction des champs et des ouvrages d'art	-Petit commerce -Utilisations des filets à petits mailles	-Création des étangs piscicoles -Construction des ouvrages d'art dans les villages -Vulgarisation des techniques de traitement de l'eau à domicile -Utilisations des sons de maïs pour attirer le poisson -Pratique du jardinage

Unités de paysages	Caractéristiques	Utilisations actuelles	Potentialités	Problèmes/contraintes	Solution endogènes	Solutions envisagées
	inondations					
Carrières de sable	Population, entreprises de BTP pour travaux d'entretien d'infrastructures routières	Entreprises : engin de Travaux publics Population exploitation manuelle artisanale	-Fleuves au débit important (Kim, Mbam) -Arrondissement fortement arrosé Potentiel important de production du sable	-Absence de politique communale d'exploitation du sable -Insuffisance de matériel d'extraction adéquat -Difficulté de transport	-Exploitation artisanale	-Mise en place d'une unité communale d'exploitation du sable -Ouverture des pistes d'exploitation
Marécages	-Sol hydromorphes -Sources de raphia, de montagne	-Cueillette de raphia pour utilisation domestique et artisanale - Cueillette de vin de raphia -Cultures maraîchères (Tomate, Choux, Piment, Gingembre...)	-Exploité à 20% Et -Non exploitées dans certains villages -Sol riche	-Dégradation progressive due à la surexploitation des ressources, et défrichage pour les cultures maraîchères -Diminution du lit de la rivière -Difficulté de drainage -Eloignement du village	-RAS	-Régulation de l'utilisation des marécages -Vulgarisation des cultures à faible consommation d'eau et à cycle végétatif court -Redistribution des parcelles -Aménagement de la piste -Création des puits pastoraux -Création des bains détenteurs

Carte 3 : Présentation de la gestion des terres dans l'espace communal de Ngambé Tikar



Carte 4 : Plan d'occupation future du sol



CHAPITRE VI

PROGRAMMATION

6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 15 : Cadre de dépenses à moyen terme

Secteurs	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultats	Période de réalisation			Ressources financières			Coût (FCFA)	Observations
				2014	2015	2016	Part Commune	Autre contribution			
								Partenaire	Montant		
Agriculture	Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles	Ngambé Tikar	01 magasin construit et opérationnel	X			35 000 000			35 000 000	
	Réhabilitation de 02 ponceaux de 5 mètres chacun le long de la piste agricole reliant Mansoh (Canton Gah) à Ndjoukou via Mbamla II (rivières Nguien, Nwouen)	Mansoh, Gah	02 ponceaux praticables en toutes saisons	X			1 500 000	PNDP	13 000 000	14 500 000	
	Construction d'un hangar de vivres agricoles	Kong	01 hangar construit et opérationnel		X		20 000 000			20 000 000	
	Construction d'un hangar de vivres agricoles	Ngandié	01 hangar construit et opérationnel			X	20 000 000			20 000 000	
	Construction et équipement du poste agricole	Kong	01 poste agricole construit et opérationnel		X		25 000 000			25 000 000	
	Installation et exploitation de 04 presses modernes	Nditam	04 presses disponibles et fonctionnelles		2	2	8 000 000			8 000 000	
Elevage, pêches et industries animales	Construction et équipement de la DAEPIA	Ngambé Tikar	01 délégation construite et entièrement opérationnelle		X		15 000 000			15 000 000	
	Construction d'un enclos à bétail	Ngambé Tikar	01 enclos construit	X			2 000 000			2 000 000	
	Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques	Ngambé Tikar	01 espace aménagé et opérationnel			X	15 000 000			15 000 000	
	Création de 04 étangs d'alevinage communaux	Ngambé Tikar, Nditam, Gah, Ngoumé	04 étangs aménagés et opérationnels			X	12 000 000			12 000 000	

Secteurs	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultats	Période de réalisation			Ressources financières			Coût (FCFA)	Observations
				2014	2015	2016	Part Commune	Autre contribution			
								Partenaire	Montant		
	Construction d'un abattoir moderne	Ngambé Tikar	01 abattoir construit		X		25 000 000			25 000 000	
Santé	Approvisionnement des centres de santé de Kong et Mbamla en médicaments (prise en compte du salaire annuel du personnel à Mbamla)	Mbamla	Médicaments disponibles	X			5 000 000			5 000 000	
Travaux publics	Entretien routier de la Commune (1 km)	Ngambé Tikar	Nombre de km entretenus	X				BIP	13 880 000	13 880 000	
Education de base	Construction d'un bloc de maternelle	Mansoh Campement	Bloc construit et opérationnel			X		BIP	25 000 000	25 000 000	
	Construction de 02 salles de classe à l'EP	Mambioko	02 salles construites	X				BIP	10 000 000	10 000 000	
	Equipped des salles de classe de l'EP en bureaux de maitres	Mambioko	Bureaux de maîtres disponibles	X				BIP	250 000	250 000	
	Equipped de l'EP en 60 tables bancs	Mambioko	60 tables bancs disponibles et installés	X				BIP	1 800 000	1 800 000	
	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP	Ngandié	02 salles de classe construites et opérationnelles		X		16 000 000			16 000 000	
	Construction d'un bloc de maternelle	Nditam	Bloc construit et opérationnel		X		25 000 000			25 000 000	
Culture	Réhabilitation du foyer culturel de Ngambé Tikar	Ngambé Tikar	Foyer culturel entièrement réhabilité et opérationnel		X		15 000 000			15 000 000	
Affaires sociales	Construction et équipement du centre social	Ngambé Tikar	Centre social construit et opérationnel		25	25		BIP	50 000 000	50 000 000	
	Acquisition d'une moto au profit du centre social	Ngambé Tikar	Moto disponible et en bon état					BIP	600 000	600 000	
Eau	Réhabilitation de 03 forages en panne	Gah (1), Ngambé Tikar (2)	03 forages réhabilités et fonctionnels	X			9 000 000			9 000 000	
Energie	Electrification de la ville	Ngambé Tikar	Electricité par réseau disponible	X				FEICOM	300 000 000	300 000 000	

Secteurs	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultats	Période de réalisation			Ressources financières			Coût (FCFA)	Observations
				2014	2015	2016	Part Commune	Autre contribution			
								Partenaire	Montant		
Enseignements secondaires	Construction 02 salles de classe au lycée bilingue	Ngambé Tikar	02 salles construites et opérationnelles	X				BIP	18 000 000	18 000 000	
	Equipement du CETIC en kits de petits matériel didactique	Ngambé Tikar	Kits de matériel disponibles	X				BIP	3 000 000	3 000 000	
Tourisme et loisirs	Réalisation d'un inventaire exhaustif du potentiel touristique communal	Toute la commune	Rapport d'inventaire disponible		X		5 000 000			5 000 000	
	Conception d'un document de présentation touristique de la Commune et organisation de sa diffusion au niveau national et international	Toute la commune	Document de présentation disponible		X		1 000 000			1 000 000	
	Création d'une zone d'intérêt cynégétique	Kong-Mansolet	Zone d'intérêt cynégétique opérationnelle			X	20 000 000			20 000 000	
Forêts et faune	Création d'une pépinière communale de 10 000 plants d'essences forestières pour le reboisement (sylviculture)	Ngambé Tikar	Pépinière opérationnelle			X	5 000 000			5 000 000	
Environnement, protection de la nature et développement durable	Installation de 20 bacs à ordures dans les principaux marchés	Gah, Nditam, Ngambé Tikar	Bacs à ordures disponibles dans les lieux choisis			X	2 000 000			2 000 000	
Habitat et développement urbain	Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisme	Ngambé Tikar	Plan disponible			X	15 000 000			15 000 000	
Commerce	Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué	Ngambé Tikar	10 boutiques construites	X			20 000 000			20 000 000	
PME, économie sociale et artisanat	Mise en place du bureau d'enregistrement	Ngambé Tikar	01 bureau opérationnel	X				BIP	1 000 000	1 000 000	
Industrie, mines et développement technologique	Installation et exploitation d'un dépôt de sable	Ngambé Tikar	Dépôt de sable aménagé et en exploitation	X			5 000 000			5 000 000	
Transport	Achat et exploitation d'une chaloupe sur le Mbam	Ndjonkou, par Mbamla	Chaloupe disponible et	X			2 000 000			2 000 000	

Secteurs	Intitulé du projet	Localisation	Indicateurs de résultats	Période de réalisation			Ressources financières			Coût (FCFA)	Observations
				2014	2015	2016	Part Commune	Autre contribution			
								Partenaire	Montant		
			opérationnelle								
Administration territoriale et décentralisation	Réhabilitation de la résidence du Sous-Préfet	Ngambé Tikar	Résidence réhabilitée et entièrement opérationnelle	X				BIP	10 000 000	10 000 000	
TOTAL							321 500 000		449 530 000	771 030 000	

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale des projets prévus dans le CDMT est récapitulé dans les tableaux ci-dessous :

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (principaux impacts positifs, impacts négatifs) et mesures d'atténuation

Tableau 16 : Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale

Nature des projets	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
Construction d'un bloc de maternelle, Construction de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de maternelle	- Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;
Construction 02 salles de classe au lycée bilingue Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles	- Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des conditions d'élevage, de pratique des activités agricoles,	- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires
Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction et équipement du poste agricole Construction et équipement de la DAEPIA	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental impliquant la consultation du public	- Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place des comités de gestion
Construction d'un enclos à bétail Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie	- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires
Création de 04 étangs d'alevinage communaux Construction d'un abattoir moderne	- Amélioration de la sécurité publique	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la sécurité publique
Entretien routier de la Commune (1 km) Construction et équipement du centre social Création d'une pépinière communale de 10 000 plants d'essences forestières pour le reboisement (sylviculture)	- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base: - Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Désenclavement des localités ; - Développement des activités socio-économiques.	- Bénéfices sociaux selon la nature du projet ; - Sensibiliser les populations sur la protection des ouvrages communautaires. - Mettre en place les comités de vigilance.
Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué	Amélioration de l'accès aux services de base	Prévoir un point d'eau au sein ou aux alentours de l'ouvrage
Réhabilitation de 03 forages en panne	- Diminution de la pression sur les ressources en eau à travers l'augmentation du nombre de point d'eau dans la commune au profit des hommes - Facilitation de l'accès (en qualité et en quantité) à l'eau potable - Réduction des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds - Amélioration de la gouvernance locale à travers l'institution	- Sensibilisation des populations sur le bien-fondé de boire l'eau potable - Faire un suivi et contrôle régulier de la qualité de l'eau en vue de vérifier la conformité de cette eau de boisson aux critères de consommation - Mettre en place des comités de gestion - Sensibiliser les populations sur l'hygiène des points d'eau potable - Mettre en place des comités de gestion

Nature des projets	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
	des comités de gestion -	- Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental.
	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) à travers augmentation des offres d'emploi -	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO
Electrification de la ville	- Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser ainsi que la technique HIMO
	- Création des emplois jeunes	- Encourager l'installation des micro-entreprises
	- Amélioration du cadre de vie des populations bénéficiaires	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures
	- Limitation de l'exode rural et encouragement du retour des migrants	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures
	- Amélioration de la qualité de l'offre de l'éducation et de la santé	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures
	- Développement des moyens de communication pour les ménages	- Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation des infrastructures

Tableau 17: Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT

Nature des projets	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
Construction d'un bloc de maternelle, Construction de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de maternelle Construction 02 salles de classe au lycée bilingue Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction et équipement du poste agricole Construction et équipement de la DAEPIA Construction d'un enclos à bétail Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques Création de 04 étangs d'alevinage communaux Construction d'un abattoir moderne Entretien routier de la Commune (1 km)	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des projets	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ;
	Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage	-Mettre en place un comité de gestion du projet -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage
	- Risque de déplacement involontaire et réinstallation	- Informer les personnes touchées au moins 01 an avant le début des travaux; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Dédommager les ménages touchés - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	- Conflits liés à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien

Nature des projets	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
Construction et équipement du centre social Création d'une pépinière communale de 10 000 plants d'essences forestières pour le reboisement (sylviculture) Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué	Impacts divers liés aux choix de site	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zones sacrées, cours d'eau, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.
	Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre les panneaux de signalisation du chantier -Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site
	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage par des affiches et réunions
	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'insécurité pour les personnes et les biens 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre des panneaux de signalisation dans les chantiers ; Respecter les règles de sécurité.
	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.
	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de conflits au sein des bénéficiaires des projets dus à l'insatisfaction des attentes des populations, le choix non consensuel des sites d'implantation des projets ; leadership autour de la gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Négocier de façon concertée les sites des projets
	Conflits liés à l'utilisation de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place un comité de gestion du projet -Proposer et faire valider le mécanisme de gestion du projet
Réhabilitation de 03 forages en panne	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation - Risque de mauvaise manipulation des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages.
	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'intoxication due au mauvais dosage du chlore 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours des ouvrages ; construction des clôtures autour de l'ouvrage ; Prendre en compte les priorités des minorités ; Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives.
	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien
	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts divers liés aux choix de site 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours

Nature des projets	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
		d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;
	- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par les latrines	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
	- Risques d'accident dus aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; observer les règles élémentaires de sécurité - Sécuriser le site
	- Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	- Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
	- Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	- Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés
	- Perturbation de la qualité de l'eau	- Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau
	- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
Electrification de la ville	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	- Conflits liés à l'utilisation et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement

Nature des projets	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	- Impacts divers liés aux choix des sites	- Eviter systématiquement d'implanter les infrastructures dans les zones sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.
	- Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage	- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention
	- Risques d'accident liés aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - Observer les règles élémentaires de sécurité
	- Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement du groupe électrogène	- Acheter les groupes équipés de dispositif anti-bruit ; - Sécuriser le groupe dans un local aménagé à cet effet ; - Eviter d'installer le groupe aux abords immédiats des habitations, et/ou des services publics.
	- Risques sur la sécurité des personnes	- Respecter les normes techniques de construction ou installation des infrastructures
	- Risque de destruction des exploitations agricoles	- Compenser les personnes affectées/ touchées

Tableau 18: Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT

Nature des projets	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
Construction d'un bloc de maternelle, Construction de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de maternelle Construction 02 salles de classe au lycée bilingue Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction et équipement du poste agricole Construction et équipement de la DAEP/A Construction d'un enclos à bétail Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques Création de 04 étangs d'alevinage communaux Construction d'un abattoir moderne Entretien routier de la Commune (1 km) Construction et équipement du centre social	Consolidation de la gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif et l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en concertation avec le public	-Mettre en place des comités de gestion Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental

Nature des projets	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
Création d'une pépinière communale de 10 000 plants d'essences forestières pour le reboisement (sylviculture) Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué		
Réhabilitation de 03 forages en panne	-Consolidation de la gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif et l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en concertation avec le public.	-Mettre en place des comités de gestion -Sensibiliser et impliquer les populations dans le remplissage du formulaire du screening environnemental.
	-Redynamisation des systèmes de gouvernance locale à travers le screening environnemental participatif ainsi que l'utilisation du formulaire screening environnemental impliquant l'avis du public	-Mise en place des comités de gestion -Sensibilisation et implication du public dans le remplissage du formulaire du screening environnemental
Electrification de la ville	Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative de même que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public.	Sensibiliser et impliquer les populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental

Tableau 19: Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction, réhabilitation des pistes, électrification rurale du CDMT

Nature des projets	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
Construction d'un bloc de maternelle, Construction de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP Construction d'un bloc de maternelle Construction 02 salles de classe au lycée bilingue Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction d'un hangar de vivres agricoles Construction et équipement du poste agricole Construction et équipement de la DAEPIA Construction d'un enclos à bétail Aménagement d'un espace de commercialisation des produits animaux et halieutiques Création de 04 étangs d'alevinage communaux Construction d'un abattoir moderne Entretien routier de la Commune (1 km) Construction et équipement du centre social Création d'une pépinière communale de 10 000 plants	<ul style="list-style-type: none"> - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet Impacts divers liés aux choix de site -Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges -Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins -Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux -Perte des espèces ligneuses, herbacées et fauniques liée au dégagement du site -Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel ; Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées S'assurer que microprojets n'est pas implanté dans les zones sensibles (marécage, zone sacrée, aires protégées, flanc de montagne, etc.) -Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées -Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser les endroits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent -Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt -Reboiser les alentours de l'ouvrage -Informers les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens

Nature des projets	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
<p>d'essences forestières pour le reboisement (sylviculture) Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué</p>		<ul style="list-style-type: none"> -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR -Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée
	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement et d'évacuation des eaux de pluie
	-Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	<ul style="list-style-type: none"> -Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	<ul style="list-style-type: none"> -Risque d'engorgement et de stagnation des eaux usées -Risque d'érosion du sol -Risque de pollution atmosphérique (huile de vidange, élévation de la poussière) -Risque de perte des espèces ligneuses -Risque de création des zones humides autour des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Eliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles -Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées -Reboiser les sites des ouvrages -Bon choix des sites -Engazonner les pentes perturbées
	-Pollution de la nappe phréatique soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	<ul style="list-style-type: none"> -Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) -Maintenir les latrines à au moins 50 m en aval du point d'eau
<p>Réhabilitation de 03 forages en panne</p>	-Risque de diminution de la faune due à la pénétration des braconniers	-Sensibiliser/Vulgariser la réglementation en matière de chasse
	-Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes)
	-Risque de perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	<ul style="list-style-type: none"> -Encourager la reprise de la végétation naturelle -Suivi afin de s'assurer de la survie des graminées
	-Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> -Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt
	-Pollution auditive par le bruit lié au fonctionnement du groupe électrogène	<ul style="list-style-type: none"> -Acheter les groupes équipés de dispositif anti-bruit ; -Sécuriser le groupe dans un local aménagé à cet effet -Eviter d'installer le groupe aux abords immédiats des habitations, et/ou des services publics
	-Risque d'incendie	-Respecter les normes de construction ou d'installation des infrastructures

6.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 20: Plan de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local/responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD	Suivre la mise en œuvre des recommandations	Maire (commission communale de passation de marché)	2014 (avril-mai)	Conseil municipal ; CASE/PNDP	A évaluer	
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du CASE/PNDP	Préparer les TDR ; Faire approuver les TDR ;	CASE/PNDP	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS, CASE/PNDP ; Commune	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des microprojets	Remplir le formulaire (bénéficiaires du projet)	Consultant chargé de monter le microprojet	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS, CASE/PNDP ; Conseil municipal ; ACD	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects socio environnementaux	Elaborer les TDR ; Former les membres du COMES	CASE/PNDP ; Commune	2014-2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS,	PM	
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les projets d'aménagement des routes	Préparer les TDR ; Faire approuver les TDR ; Réaliser l'étude proprement dite	CASE/PNDP ; Commune ; Conseil municipal ;	2014-2016	Délégation MINEPDED ; MINAS, CASE/PNDP ; Conseil municipal ; ACD	A évaluer	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception desdits projets
Provision pour les compensations des personnes déplacées	Identifier les personnes et les biens à déplacer ou détruire ; Evaluer les coûts y afférents	CASE/PNDP ; Commune ; Conseil municipal		Commune ; MINDAF ; ACD	A évaluer	
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que des mesures environnementales des projets retenus	Extraction des mesures environnementales des projets ; Elaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent ce développement / comité du suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2014-2016	Délégation MINEPDED ; MINAS, CASE/PNDP ; Conseil municipal ; ACD	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des projets	Inclure les clauses dans le DAO ; Mise en œuvre des clauses	CASE/PNDP ; Commune entrepreneurs	2014-2016	Délégation MINEPDED ; CASE/PNDP ; Conseil municipal ; ACD	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet

6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Les ressources pouvant être mobilisées par la commune de Ngambé Tikar en vue de la mise en œuvre de son Plan d'Investissement Annuel (PIA) proviendront de différentes sources, notamment, le FEICOM, le PNDP, le BIP, le CODANTI et le budget d'investissement communal.

Tableau 21 : Tableau de mobilisation des ressources

Sources de financement	Domaine/secteur	Stratégie de mobilisation	Utilisation	Montant		
				2014	2015	2016
FEICOM	Eau et énergie	Emprunt	Electrification du centre urbain	300 000 000		
Budget d'investissement de la commune	Agriculture, Commerce, Education de base, Santé, Eau	Recouvrement	Financement de 04 projets sociaux et de 05 projets économiques	90 920 412	100 012 454	110 013 700
PNDP	Agriculture et développement rural	Eligible au financement PNDP	Financement des microprojets à caractère agricole	18 000 000		
BIP	Administration territoriale et décentralisation Education de base, Travaux publics, Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat, affaires sociales, Enseignements secondaires, Santé publique	Ressources transférées et crédits des services déconcentrés de l'Etat	Construction et équipement salle de classe, réfection résidence Sous-préfet, entretien routier, aide aux secours, kits didactique CETIC, mise en place bureau enregistrement, construction du CSI de Nditam	108 530 000		
Commune (CODANTI)	Elevage, Transport	Recouvrement	Achat d'une chaloupe et construction d'un enclos à bétail	4 000 000		
TOTAL				521 450 412		

6.3.2 Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 22 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)

Secteur	Projet/Actions retenues	Qté	Lieu	Cout Total	Sources de Financements				Acteurs	Indicateurs
					Partenaires		Commune			
					Dénomination	Montant	Espèces	Nature		
Agriculture et développement rural	Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles	01	Ngambé Tikar	35 000 000	/	/	35 000 000	/	Maire	Fonctionnels -PV de réception des ouvrages
	Réhabilitation de 02 ponceaux de 5 mètres chacun le long de la piste agricole reliant Mansoh (Canton Gah) à Ndjoukou via Mbamla II (rivières Nguien, Nwouen)	02	Mansoh	14 500 000	PNDP	13 000 000	1 500 000	/	Maire	
Elevage, pêches et industries animales	Construction d'un enclos à bétail	01	Ngambé Tikar	2 000 000			2 000 000	/	Maire	
Santé publique	Approvisionnement des centres de santé de Kong et Mbamla en médicaments (prise en compte du salaire annuel du personnel à Mbamla)	02	Mbamla Kong	5 000 000	PNDP	5 000 000		/	Maire	Fonctionnels -PV de réception des ouvrages
	Construction du CSI de Ndiatm	01	Ndiatm	50 000 000	BIP	50 000 000			Maire	
Education de base	Construire des Salles de Classe à EP de Mambioko	02	Mambioko	16 000 000	BIP	16 000 000	/	/	Maire	Fonctionnels -PV de réception des ouvrages
	Equiper les salles de classe des EP en Bureaux de Maitre de l'EP MAMBIOKO	02	Mambioko	250 000	BIP	250 000	/	/	Maire	
	équipement de l'EP MAMBIOKO en Tables bancs	60	Mambioko	1 800 000	BIP	1 800 000	/	/	Maire	
Affaires sociales	Aides et secours aux populations vulnérables acquisition d'une moto	01	Ngambé Tikar	600 000	BIP	600 000	/	/	Maire	
Eau	Réhabilitation de 03 forages en panne au sein de l'espace communal	03	Ngambé Tikar	5 000 000	/	/	5 000 000	/	Maire	Fonctionnels -PV de réception des ouvrages
Energie	Electrification de la ville de Ngambé Tikar	01	Ngambé Tikar	300 000 000	FEICOM	300 000 000	/	/	Maire	
Enseignements secondaires	Construction 02 salles de classe	02	Lb Ngambé Tikar	18 000 000	BIP	18 000 000	/	/	Maire	

	Equipement en kits de petits matériel didactiques	O1	CETIC Ngambé Tikar	3 000 000	BIP	3 000 000	/	/	Maire
Travaux publics	Entretien Routier des communes	01	Ngambé Tikar	13 880 000	BIP	13 880 000	/	/	Maire
PME, économie sociale et décentralisation	mise en place du bureau d'enregistrement	01	Ngambé Tikar	1 000 000	BIP	1 000 000	/	/	Maire
Commerce	Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué	10	Ngambé Tikar	20 000 000	/	/	20 000 000	/	Maire
Industrie, mines et développement technologique	Installation et exploitation d'un dépôt de sable	01	Ngambé Tikar	5 000 000	/	/	5 000 000	/	Maire
Transports	Achat et exploitation d'une chaloupe sur le Mbam	01	Djonkou, par Mbamla	2 000 000			2 000 000	/	Maire
Administration territoriale	Réhabilitation de la résidence du Sous-Préfet	01	Ngambé Tikar	10 000 000	BIP	10 000 000	/	/	Préfet du Mbam et-Kim
	Total secteur :			519 030 000		432 530 000	70 500 000		
Grand total :				503 030 000					
Financement du PIA 2014				503 030 000					
Commune :				70 500 000					
PNDP :				18 000 000					
FEICOM :				300 000 000					
BIP :				108 530 000					

6.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

6.3.3.1 Cas des populations autochtones (Pygmées Bedzang)

Tableau 23 : Plan d'actions de mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées de la commune de Ngambé Tikar

Composantes	Activités	Unité	Valeur cible	Intrants	Coûts	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	Partenaires	Période
Dispositif de coordination et de suivi	Prime mensuelle de déplacement du SAS à l'intérieur de la commune	jour de mission	240	FF mensuel de 40000	480 000	20 jours de terrain effectués/mois	Rapports de descente Ordres de mission Factures de carburant	SAS		Août 2013- Juillet 2014
	Missions trimestrielles du SAS vers le DRAS	Mission	4	1jr de mission/trimestre au niveau régional*15000+5000 de transport	400 000	4 missions terrain effectuées par an	Rapports de descente Ordres de mission Tickets de transport/décharge	SAS		Tous les 3 mois
	Acquisition des motos pour les communes éligibles	Moto	1	Achat d'une moto YAMAHA AG 100	2 300 000	Moto disponible	Convention pour la rétrocession de la moto	PNDP	Commune	août-13
	Acquisition du matériel informatique (ordinateur + imprimante) et fournitures de bureau	Kit	1	Achat d'un desktop / imprimante/ onduleur	800 000	Ordinateur et imprimante disponibles et fonctionnels	Convention pour la rétrocession et l'utilisation de l'ordinateur	PNDP	Commune	août-13
	Consommables de bureau	Forfait	1	02 cartons Papier, 02 Cartouches d'encre, 01 registre de 500P, 01 boîte stylo à bille, encrier, 5chronos, 05 boîtes d'archive, perceuse, agrafeuses, 01 agrafes, 01pqt trombones, 01 pqt de chemises, 01 pqt de sous-chemises	150 000	Matériels disponibles	Factures Inventaire de stock	comité d'achat	PNDP/ Commune	août-13
	Prime d'appui à la sensibilisation pour le leader PP	forfait	12	ff 5000frs/leaders*2leaders	120 000	Au moins 2 descentes de terrain effectuées/mois	TdR, Feuilles de présence, décharges, factures	leader	SAS	Tous les mois
	Sessions annuelles de la plateforme	personnes	24	4 réunions élargies : location salle*50000+ 2pause-café* 20personnes*1500+1repas*20personnes*3500frs+transport de 2leaders PP *5000+séjour 2 leaders*5000	690 000	4 sessions tenues, soit 1 par trimestre	Rapports de session	Sous-Préfet	SAS	Tous les 3 mois
	Frais de carburant et entretien moto	village	8	FF mensuel de 15 000 FCFA pour commune dont nombre de villages	180 000	Nombre de villages couverts	cahier de bord ; Factures	PNDP		Tous les mois

				compris entre 6 et 1						
	Renforcement des capacités de la plateforme/comité technique	personnes	20	1 atelier de 1 jour : location salle*50000+trousse du participant*1500*20personnes+(2pauses-café*20personnes*1500)+1repas*20personnes*3500frs	380 000	1 atelier tenu	Rapport	PNDP/MINAS		sept-13
	Activités de renforcement des capacités opérationnelles des SAS	Session		FF annuel pour formations diverses (informatique, animation, utilisation du GPS, éducation citoyenne, etc.)	1 000 000	Au moins 3 types de formations dispensées ; Aptitudes des SAS augmentées	rapports de formation	PNDP	Consultant	oct-13
	Sous total plateforme				6 250 000					
	Appui en petit matériel aux centres d'état civil de Ngambé Tikar, Yah, Ngandié, Nditam	Centre d'état civil	2	FF de 25 000 (registres d'état civil, encrier, crayons à billes) par centre d'état civil (2 centres)	100 000	4 Centres d'état civil dotés en fournitures ; Au moins 50 actes de naissance dressés	Registres disponibles dans les centres Factures	Commune	SAS	sept-13
	Appui à l'établissement des pièces officielles (CNI, actes de naissance, etc.)	AN	100	Frais d'établissement des actes selon la procédure de jugement supplétif	1 310 000	100 CNI et 100 AN établis, plastifiés et distribués	Registres de l'Etat civil	commission	SAS	septembre et oct. 2013
CNI		100								
	Mise en place du système d'enregistrement des naissances dans les 8 villages pygmées de la commune	Point focal	8	Forfait de 10000 FCFA pour Achat de petit matériel de bureau (registres, crayons à billes, etc.)	80 000	8 points focaux identifiés, formés et dotés en petit matériel ; système d'enregistrement mis en place et fonctionnel ; nombre de naissance déclarés et d'actes de établis	Système mis en place et fonctionnel Point focal disponible	comité d'achat	SAS / Leader pygmée / Centre d'état civil	nov-13
	Education à la citoyenneté des communautés Pygmées, sensibilisation des PP contre les fléaux sociaux (alcoolisme et toxicomanie) et formation au leadership	Réunion	16	01 réunion de sensibilisation au droit et devoir par village, pour un forfait de 50000 / réunion / village (8villages)	400 000	réunions de sensibilisation, organisées au profit de chaque village, 16 leaders formés ; 5 personnes représentées dans les instances de décision	RapportsOrdres de mission	Consultant	PNDP/MINAS	nov-13
	Renforcement des capacités et sensibilisation des Maires, des officiers d'état civil, Hommes	Atelier	15	location salle*50000+ 1 trousses du participant*15000+2pause-café*15personnes*1500+1repas*15personnes*3500fr+ ff matériel didactique*25000	195 000	i).Autorités administratives, municipales, judiciaires et sécuritaires sensibilisées ; ii)	Rapports Ordres de mission	PNDP	MINAS	sept-13

	politiques et autres acteurs impliqués, autorités administratives, magistrats, services de gendarmerie sur les problématiques de l'inclusion sociale des PP					Augmentation du taux de fréquentation des services du fait d'une meilleure qualité et de l'accueil				
	Sous total citoyenneté				2 085 000					
Education : appui à la scolarisation des enfants PP	Formation des enseignants à l'accueil et aux techniques d'apprentissage des PP	Personne formée	18	Formation de 18 enseignants pendant 2jrs (Honoraires consultant = 40 000 F/j* 4jrs+10000*2 pour transport) ; 15 000F/participant par jr pdt 2 jrs, etc.	540 000	18 enseignants formés, Réduction des déperditions scolaires	Rapports Listes de présence	contrat consultant ; rapport de formation	SAS/Consultant	oct-13
	Appui en fournitures et manuels scolaires aux enfants	Ecole	9	acquisition kit didactique et armoires de rangement remis aux écoles ciblées ((Packs de manuels scolaires de la SIL au CM2+ fournitures)	3 500 000	9 écoles primaires dotées en fournitures/manuels scolaires ; 2.déperditions scolaires réduites de 30%au moins ; 250 élèves bénéficiaires	contrat de prestataire ; Factures/reçus ; PV de livraison	contrat du prestataire	Commune/PN DP	sept-13
	Paiement des frais de CEP et concours d'entrée en 6 ^{ème} et 1 ^{ere} année	Elève	8	8 dossiers CEP*4700 par dossier+ 8dossiers concours d'entrée en 6 ^{ème} *4700/dossier* frais de dépôt	96 000	Frais de dossiers d'examen de 8 enfants payés. 8 enfants admis au CEP, concours d'entrée en 6 ^{ème} /1 ^{ere} année ;	Reçus de paiement	SAS	Sectoriel éducation	déc-13
	Prise en charge multiforme des élèves du primaire	Elève	250	pack fournitures aux élèves des écoles ciblées (APE, tenues scolaires, cartables, cahiers, bics, crayons)	3 750 000	250 élèves dotés de fournitures scolaires. Déperditions scolaires réduites de 25% au moins	Reçus de paiement ; bulletins de notes, diplômes, factures, décharges	Commune	PNDP/Sectoriel	année scolaires 2013-2014
	Prise en charge multiforme et continue des élèves du secondaire	élèves	3	3 élèves pendant 4 ans *(7500 de frais d'inscription+3élèves *8000 frs d'APE+2 tenues scolaires*10000+3 tenues de sport*6000+kit didactique*100000*3+ appui aux familles d'accueil*2000frs/mois/élève*3élèves* 10mois+argent de poche de 3 élèves*5000*10)	3 978 000	3 élèves obtiennent le BEPC/CAP d'ici 4 ans	Reçus de paiement ; bulletins de notes, diplômes, factures, décharges	Commune	PNDP/SAS	sept 2013-juin 2014
	Appui au suivi du sectoriel Education de Base	Descente	12	Inspecteur MINEDUB*1jr de mission/mois pour *9 mois*15000+ff de 15000frs/mois pour carburant	270 000	12 descentes effectuées. Nombre d'établissements et d'enfants suivis	Rapports, OM, Factures de carburant	Inspecteur		
	Appui sectoriel MINESEC /MINEF			FF mensuel de 5000 frs pour 2 chefs d'établissement suivi des élèves au	400 000	12 descentes effectuées. Nombre	Rapports, OM,	Délégués		

	OP			Lycée pendant 4 ans		d'établissements et d'enfants suivis				
	Sous Total éducation				12 134 000					
Santé	Appui au chef de centre pour facilitation des descentes de stratégie avancée	Centre	4	FF pour les 04 formations sanitaires*150000/formation sanitaire	600 000	Nombre de formations sanitaires suivies ; Nombre de personnes suivies	Rapports de descente Ordres de mission Factures de carburant	Sectoriel santé	SAS / Commune	Août 2013- Aout 2013
	Approvisionnement des pharmacies des formations sanitaires fréquentées par les PP en médicaments essentiels	Centre	4	1 kit de médicaments par trimestre*ff *4trimestres	6 947 000	Augmentation du rythme de fréquentation de 30% Tous les malades reçus bénéficient des médicaments ;	PV de réception / livraison des médicaments Décharge des bénéficiaires des médicaments	Commune / PNDP / CAPP	SAS	Tous les 3 mois
	Formation/recyclage des accoucheuses traditionnelles	Accoucheuse	16	frais de transport pour 16 accoucheuses*10000+16hébergement *2jrs*5000+frais de restauration*16 accoucheuses*2000frs/j*2jours+1kit supports de formation*20000	544 000	16 personnes formées, et ayant reçu du petit matériel, Absence de décès à la naissance	Rapports Listes de présence Décharge du matériel	CMA Ngambé Tikar	SAS	nov-13
	Appui au suivi du sectoriel santé	Descente	12	responsable santé*1 jr de mission/mois pour *12 mois*15000+ff de 15000frs/mois pour carburant	360 000	12 descentes effectuées ; nombre de personnes	Rapports de descente Ordres de mission Factures de carburant	district de santé	SAS/leader PP	Tous les mois
	Sous total santé				7 451 000					
Agriculture	Appui à la structuration du milieu PP pour la production agricole / PFNL	organisation	8	FF pour déplacement à Ntui , photocopies et impressions diverses (200 000	8 coopératives créées et fonctionnelles	tdr, OM, décharge ; actes de légalisation des groupes	Sectoriel agriculture	SAS	sept - décembre 2013
	Appui à la mise en place des champs par les groupes légalisés	superficie	10	ff pour appui à la mise en place de 4 ha de cacaoyer par le GIC de Ngoumé +ff pour appui à la mise en place de 6 ha de maïs par les producteurs individuels	3 900 000	10 ha de cultures mis en place, 10 producteurs au moins formés ; production augmentée	contrat de prestataire pour acquisitions ; rapports de mission, pv de livraison	Sectoriel agriculture	Comité d'achat/SAS	Septembre 2013 – sept 2014
	Appui à la production pastorale	têtes de bétail	16	1 paire de ruminants*8individus + aménagement de 8 enclos+ séance de formation des producteurs	680 000	8 paires de ruminants (mâle et femelle), AGR	contrat programme ; factures rapports	comité d'achat	SAS/	Octobre 2013 – sept 2014
		Sous total agriculture				4 780 000				
	célébration des journées culturelles et internationales	Participants	250	FF pour la célébration de la journée des peuples autochtones, journée de la femme rurale, journée mondiale de la femme et activités socioculturelles	1 200 000	Nombre de pygmées ayant participé ou contribué aux différentes festivités, Aspects culturels valorisés	Rapports	SAS	Commune / MINAS	aux dates conventionnelles
	Appui à la facilitation des	Réunion	8	FF de 50 000 pour la tenue de réunions villageoises avec la	400 000	08 réunions d'échanges	Rapports Listes de	SAS	Sous-Préfecture /	Nov 2013 à fév2014

	échanges Pygmées – Bantous pour la reconnaissance des territoires Bedzang			commission consultative dans les villages		organisées ; Au moins 2 territoires reconnus aux Bedzang	présence Ordres de mission		Commune, Mindaf	
	Appui aux descentes de terrain pour la reconnaissance des terroirs des villages PP	descente	2	ff pour descente de la commission consultative d'arrondissement	450 000	Au moins 02 villages pygmées ont un espace en usufruit reconnu par les Bantous et l'administration. Au moins 2 ha de terres sous concession provisoire	Ordres de mission Rapports Listes de présence	Sous-Préfet	SAS, Commission consultative, commune	févr-14
	Sous total dialogue				2 050 000					
	TOTAL				35 000 000					

6.3.3.2 Autres populations vulnérables (handicapés, vieillards, enfants de la rue)

Tableau 24 : Plan d'actions en faveur des autres populations vulnérables

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Responsables et collaborateurs	Coût estimatif (en F CFA)	Source de financement	
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Plaidoyer pour la construction d'un centre social	- Projet inscrit au sein du BIP														- Commune de Ngambé Tikar - DDAS Mbam et Kim - Associations des personnes handicapées - Association Mboscuda	1 000 000	Commune
Organisation de campagnes de recensement, de sensibilisation des personnes socialement vulnérables et organisation des journées internationales (enfant africain, personnes âgées, personnes handicapées, populations autochtones)	- Base de données des personnes socialement vulnérables mise à jour - 2 000 habitants de la Commune connaissent les droits des personnes vulnérables													4 000 000		Commune	
Financement des AGR au profit des personnes vulnérables	- 10 AGR portées par des personnes vulnérables mises en route et rentables													3 000 000		Commune	
Appui aux personnes âgées	- Prise en charge nutritionnelle, sanitaire des personnes âgées													1 000 000		Commune	
Appui financier aux handicapés	- 10 handicapés développent des AGR -													500 000		Commune	
Appui aux personnes vulnérables (scolaire, sanitaire, matériel roulant)	- 20 personnes handicapées appuyées pour l'obtention des cartes d'invalidité - 15 personnes vulnérables maîtrisent les aspects techniques et financiers d'exercice d'un petit métier - 10 tricycles et 10 béquilles distribuées au profit des personnes vulnérables - 1200 aides scolaires, sanitaire, nutritionnel sont distribuées au profit d'orphelins et enfants vulnérables													5 000 000		Commune	
Etablissement des pièces officielles aux Bororos	- 283 actes de naissance - 100 CNI établis - Prise en charge scolaire													1 000 000		Commune	
Appui aux enfants et de la rue	- Prise en charge des enfants issus des PVVS et enfant de la rue													500 000		Commune	
Total														16 000 000			

6.4 Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau 25 : Plan de passation des marchés du Plan d'Investissement Annuel

Désignation	Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (en milliers)	Préparation (Termes de référence/DAO/DP)		Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation des offres		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALs/Entreprises		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle					Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle
Réhabilitation de la résidence du Sous-Préfet	18/03/14		25/03/14		Sous préfet	MINAD T	AO	300 000 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles	18/03/14		25/03/14		Maire	DDEADER	AO	9 000 000	15/02/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Réhabilitation de 02 ponceaux de 5 mètres chacun le long de la piste agricole reliant Mansoh (Canton Gah) à Ndjoukou via Mbamla II (rivières Nguien, Nwouen)	18/03/14		25/03/14		Maire	DDEADER/DDTP	AO	5 000 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Construction d'un enclos à bétail	18/03/14		25/03/14		Maire	DAPIA	AO	16 000 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Construction du CSI de Nditam					Maire			50 000 000																
Construire des Salles de Classe à EP de Mambioko	18/03/14		25/03/14		Maire	DIAEP	AO	35 000 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Equiper les salles de classe des EP en Bureaux de Maitre de l'EP MAMBIOKO	18/03/14		25/03/14		Maire	DIAEP	AO	14 500 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	

Désignation	Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (en milliers)	Préparation (Termes de référence/DAO/DP)		Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation des offres		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALs/Entreprises		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
équipement de l'EP MAMBIOKO en Tables bancs	18/03/14		25/03/14		Maire	DIAEP	AO	20 000 000	15/04/14		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Approvisionnement des centres de santé de Kong et Mbamla en médicaments (prise en compte du salaire annuel du personnel à Mbamla)	18/03/14		25/03/14		Maire	DDSANTE	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Réhabilitation de 03 forages en panne au sein de l'espace communal	18/03/14		25/03/14		Maire	DDEE	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	
Electrification de la ville de Ngambé Tikar	18/03/14		25/03/14		Maire	DDEE	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Construction 02 salles de classe au Lycée Bil	18/03/14		25/03/14		Maire	DDSEC	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Equipement du CETIC en kits de petits matériel didactiques	18/03/14		25/03/14		Maire	DDSEC	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Entretien Routier des communes	18/03/14		25/03/14		Maire	DDTP	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
mise en place du bureau d'enregistrement	18/03/14		25/03/14		Maire	DDPM EESA	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Aides et secours aux populations vulnérables	18/03/14		25/03/14		Maire	DDAS	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au	18/03/14		25/03/14		Maire	DDCO MMER CE	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF

Désignation	Elaboration de la requête		Elaboration de la convention		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (en milliers)	Préparation (Termes de référence/DAO/DP)		Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation des offres		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALs/Entreprises		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
marché de Kpangoué																								
Installation et exploitation d'un dépôt de sable	18/03/14		25/03/14		Maire	DDIMIDT	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF
Achat et exploitation d'une chaloupe sur le Mbam	18/03/14		25/03/14		Maire	DDT	AO	CF	2 000 000		22/04/14		12/05/14		18/05/14		25/06/14		26/06/14		01/07/14		01/10/14	CF

CHAPITRE VII

MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1 Composition du comité de suivi-évaluation

Le Comité de suivi-évaluation du PCD est globalement chargé de :

- Rassembler les informations recueillies sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets du PCD ;
- Etablir un rapport périodique de mise en œuvre du PCD ;
- Mettre les informations recueillies auprès de la Tutelle et des autorités municipales ;
- Programmer les actions à intégrer dans le document de renouvellement du PIA.

Il est composé de six (06) membres désignés par les conseillers municipaux. Il comprend un (01) président, un (01) rapporteur et quatre (04) membres. Sa composition se présente comme suit :

Tableau 26 : Composition du Comité de Suivi-Evaluation du PDC

Nom et prénom	Poste	Tâches
HOUNGUE Louise	Président	-Convoque les réunions -Propose l'ordre du jour des rencontres -Préside les séances -Rend compte au Conseil municipal et à l'Exécutif communal
MONDOKI Jean-Claude	Rapporteur	-Rassemble les informations recueillies sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets du PCD -Etablit un rapport mensuel de mise en œuvre du PCD -Elabore les comptes rendus et procès-verbaux des rencontres
TCHEBA GAH	Membre	-Recueillent les informations sur les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets du PCD -Mettent les informations recueillies auprès des rapporteurs et du Président -Participent aux réunions du Comité
MEKPA Désiré	Membre	
GUICHIMMOUE Eli	Membre	
MAH Evarice	Membre	

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

Tableau 27 : Indicateurs de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PIA

Idée de projet	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Electrification de la ville de Ngambé Tikar	- Nombre de village électrifié - Qualité de barrages implantés - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Lieu d'implantation
Construction du CSI de Nditam	- Existence de la formation sanitaire - Nombre de salles construites - Equipements affectés - Types de salles spécialisées fournies
Réhabilitation de 03 forages en panne au sein de l'espace communal	Nombre de forage réhabilités
Approvisionnement des centres de santé de Kong et Mbamla en médicaments (prise en compte du salaire annuel du personnel à Mbamla)	- Nombre de centres de santé appuyés en médicament - Quantité et qualité des médicaments offerts - Nombre de centre de santé équipées (04)
Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et productions agricoles	- Nombre de magasins construit - Qualité des produits commercialisés
Réhabilitation de 02 ponceaux de 5 mètres chacun le long de la piste agricole reliant Mansoh (Canton Gah) à Ndjoukou via Mbamla II (rivières Nguien, Nwouen)	- Nombre d'ouvrages d'art construits - Nombre de pont réhabilité ou construit - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO

	- Lieux de localisation des ouvrages
Construction de 10 boutiques en matériaux définitifs au marché de Kpangoué	- Nombre de boutiques construites - Qualité des infrastructures et des équipements au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux de localisation des ouvrages
Installation et exploitation d'un dépôt de sable	- Nombre de dépôt aménagé - Quantité de sable exploité - Lieu de dépôt localisé
Achat et exploitation d'une chaloupe sur le Mbam	- Nombre de chaloupe acheté - Qualité de chaloupe - Lieu d'implantation (cours d'eau)
Construction d'un enclos à bétail	- Nombre d'enclos à bétail construites (01) - Qualité des infrastructures au regard du DAO - Périodes de réalisation des travaux au regard du DAO - Lieux d'implantation des écoles concernées

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le Comité de suivi évaluation se réunit tous les deux (02) mois dans la salle des délibérations de l'Hôtel de Ville de Ngambé Tikar. Le quorum requis pour la tenue des rencontres est d'au moins quatre (04) membres présents. Les principaux outils de suivi de la mise en œuvre du PIA sont le PCD, le PIA et les cahiers des clauses techniques des projets concernés. Ses membres sont chargés, entre les réunions, d'effectuer des descentes de suivi de la mise en œuvre des projets auprès des acteurs concernés (entreprises, exécutif communal, SG de la Commune, RM, responsables déconcentrés du MINMAP) afin de recueillir toutes les informations relatives à l'évolution du processus de mise en œuvre et au respect des clauses techniques et financières. Ces données recueillies sont récapitulées dans un rapport de suivi évaluation présenté et enrichi au cours de la réunion bimestrielle du Comité.

La réunion donne ensuite lieu à la proposition de recommandations pour la période suivante, tout cela répercuté au sein d'un procès verbal. Les procès-verbaux des réunions sont déposés auprès de l'Exécutif municipal et affichés au niveau du babillard de l'Hôtel de ville. En fonction des défauts constatés dans les procédures et processus de mise en œuvre, il peut amener les conseillers municipaux à se prononcer sur la tenue d'un conseil municipal extraordinaire en vue d'évaluer la mise en œuvre du PIA et délibérer sur les recommandations faites par le Comité. Les procès verbaux des réunions du Comité de suivi évaluation du PCD sont affichés au niveau du babillard de l'Hôtel de ville.

7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

La participation des commissions techniques du Conseil municipal à la préparation du budget se fera à partir du choix des projets inscrits dans le CDMT du PCD. Au terme de la troisième année de mise en œuvre du PCD, une session extraordinaire du Conseil municipal servira à élaborer un nouveau CDMT sur la base duquel seront préparés trois (03) PIA suivants. La révision du PCD sera effectuée au terme du deuxième CDMT. Il sera élaboré au cours d'une session extraordinaire du Conseil municipal.

CHAPITRE VIII
PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN
ŒUVRE DU PCD

Le processus d'élaboration du PCD a permis d'impliquer les populations et divers acteurs de développement du territoire de la Commune. Dans le cadre du plan de communication développé ci-dessous, il est question de faire connaître au grand public les grands axes de développement de la Commune mis en évidence par le PCD

Tableau 28: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Cibles	Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Supports/Outils/ Canaux de communication	Période	Indicateurs	
1- Communication interne								
Personnel communal	Assurer une bonne circulation de l'information en interne	Elaboration d'un organigramme fonctionnel en intégrant le service de communication et désignation d'un responsable de communication	-Maire -SG	-Personnel communal -Conseillers municipaux	Atelier	Janvier 2014	PV de validation du projet d'organigramme adapté Responsable de communication désigné	
2- communication externe								
Autorités et sectoriels	Informers régulièrement les autorités des activités de la commune	Production et diffusion d'un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -Agent de développement -SG	-Sectoriels -Préfecture -Comité départemental de suivi du Budget d'investissement Public	Rapports d'activités	Trimestriel	Cahier de transmission	
Population / masse	Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	Organisation des causeries éducatives avec les populations	-Maires -Conseillers municipaux	Communautés	Plan communal de développement	Trimestriel	Fiche de présence Support d'IEC	
	Promouvoir la gouvernance locale	Communication sur le budget et le compte administratif de la commune	-Maire -Conseillers municipaux	Communautés	Budget et compte administratif		Nombre des rencontres avec les populations	
	Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organisation des émissions radio sur les activités de la commune		-Maire -Chargé de la communication	Grand public	Médias	Continue	Nombre d'émissions diffusées
		Réalisation des reportages et des documentaires sur les activités de la commune		Chargé de la communication	Grand public	Rapport d'activités Médias	Décembre 2014	Nombre de documentaire produits
		Création d'un bulletin d'information de la Commune		Chargé de la communication	Grand public	Rapport d'activités Médias	Trimestriel	Nombre d'éditions
		Création d'un site Web de la Commune		-Chargé de la communication -ACD	-Grand public -Société civile/secteur privé -Diaspora	Rapport d'activités	Décembre 2014	Site Web disponible et fonctionnel
Société civile et secteur privé	Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organisation des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Maire	-Société civile/secteur privé	Correspondances	Continue	Nombre de rencontre	
	Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mise en place d'un répertoire	Chargé de la communication	Maires	Fiches de recensement des OSC	Février-avril 2014	Répertoire disponible	
	Informers régulièrement la		Chargé de la	Société civile, secteur	-Rapport d'activités	Continue	Liste de diffusion	

Cibles	Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Supports/Outils/ Canaux de communication	Période	Indicateurs
	société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Conception et diffusion d'un rapport d'activités trimestriel	communication	privé	trimestriel, semestriel et annuel		du rapport
Partenaires (techniques et financiers)	Identifier les partenaires	Constitution d'un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement Internet Documentation sur les partenaires technique et financier	Février-avril 2014	Répertoire disponible
	Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organisation des séances de travail et création des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Réunion d'information avec les partenaires techniques et financiers	Continue	Compte rendu disponible
	Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Production et diffusion du rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités	Continue	Rapport diffusé
Diaspora	Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constitution d'un répertoire des élites extérieures et acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maire	Fiche de recensement des élites	Février-avril 2014	Répertoire disponible
	Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organisation des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maire	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Continue	Compte rendu disponible
	Informier régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du Plan Communal de Développement et des autres activités de la commune	Production et diffusion du rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	Continue	Rapport diffusé

CONCLUSION

La ville de Ngambé Tikar jouit d'un rayonnement important vis-à-vis des villages constitutifs de l'arrondissement. La présence d'une société d'exploitation forestière de premier plan en est le principal atout ; la possibilité d'y trouver du travail est un facteur d'exode rural (des villages vers le centre urbain) et de développement de sa population. Cela est également à l'origine de son côté cosmopolite : les chercheurs d'emplois originaires de contrées plus ou moins lointaines y accourent régulièrement. Ce foisonnement de jeunes gens dans un espace urbain relativement étroit est à l'origine du développement des activités économiques tandis que la dépendance vis-à-vis de villes voisines conduit à l'intensification du trafic routier qui bénéficie surtout aux moto taximen. Ladite dépendance est due à un manque criard d'infrastructures et services de première importance : la ville n'est pas connectée au réseau AES-SONEL et au réseau d'adduction, jouit d'un très faible taux de pénétration des télécommunications et n'est couvert par aucun service financier (assurance, épargne-crédit, transfert d'argent). Par ailleurs, le brassage des populations d'origines diverses et le diktat financier des «forestiers» font le lit des MST et du VIH/Sida, infections qui ont tout le loisir de se développer en l'absence de fonctionnement minimal du Centre Médical d'Arrondissement. Le développement de Ngambé Tikar exige donc un grand nombre d'investissements en infrastructures mais aussi en projets sociaux visant l'accès à des soins de santé de qualité et à une éducation aussi longue que possible pour les jeunes, particulièrement les jeunes filles qui sont très attirées par le pouvoir financier des «forestiers».

Au vu de la multiplicité de contraintes et de problèmes d'ordre social, la Commune a comme principales priorités la réalisation de projets sociaux. Les domaines privilégiés sont l'accès à l'électricité et à l'eau potable, mais aussi à des soins de santé et à une éducation de base de qualité. Cependant, les autorités municipales sont conscientes de la nécessité de produire des revenus de manière pérenne. C'est pour cette raison qu'elles envisagent la construction d'un nouveau marché, la construction d'une mini-cité communale et l'élaboration d'un plan sommaire d'urbanisme (dans le but de mieux envisager et protéger ses prochains investissements). La mise en œuvre de ces projets est de nature à créer un renouveau socioéconomique de la Commune dans son ensemble. En effet, cela doterait Ngambé Tikar d'infrastructures suffisamment attrayantes pour améliorer l'ouverture sur l'extérieur et forcément faciliter les échanges économiques, doper le commerce et l'économie locale dans son ensemble, tout en assurant un mieux-être pour le flux important de nouveaux arrivants intéressés par cette commune au potentiel naturel indéniable.

BIBLIOGRAPHIE

- ⇒ *Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement*, CIRAD/CDSA, 1987.
- ⇒ *Rapport de l'atelier régional de formation des OAL de la Région de l'Ouest en planification Communale*, PNDP (CRC Ouest), 2013.
- ⇒ *Rapport de l'atelier régional de formation des Maires, Agents Communaux de Développement et des Organismes d'Appui Local (OAL) de la Région du Centre en planification Communale*, PNDP (CRC Centre), 2013.
- ⇒ *Canevas indicatif d'un Plan de Développement Local (PDL)*, MINEPAT 2009.
- ⇒ *Données du diagnostic niveau villages*, CAFER/PNDP (CRC Centre), 2013.
- ⇒ *Rapport de formation des acteurs au développement de la commune de Bamako sur la planification communale*, SNV, 2009.
- ⇒ *Rapport de formation des acteurs au développement des communes de l'Extrême-Nord, en planification communale et locale*, PNDP (CRC Extrême-Nord), 2013.
- ⇒ *Guide Méthodologique pour l'élaboration des Plans de Développement Locaux*, GTZ, 2006.
- ⇒ *Loi N° 2004/017 d'Orientation de la Décentralisation*, 2004.
- ⇒ *Loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes*, 2004.
- ⇒ *Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC*, Banque Mondiale, 2010.
- ⇒ «*Plan de développement : unité de planification de Ndeng, Famwouo, Mvélé et Fonegon commune de Demdeng*», in *Rapport d'atelier de formation provinciale des OAL en planification locale et communale dans le cadre du PNDP*, PNDP 2005.
- ⇒ *Plan de Développement Communal de Ngambé Tikar (2009-2013)*, CDCV/PNDP (CRC Ouest), 2009.
- ⇒ *Rapport consolidé des diagnostics de Ngambé Tikar*, CAFER/PNDP (CRC Ouest), 2013.
- ⇒ *Rapport du Diagnostic Institutionnel Communal de Ngambé Tikar*, CAFER/PNDP (CRC Ouest), 2013.
- ⇒ *Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal de Ngambé Tikar*, CAFER/PNDP (CRC Ouest), 2013.

ANNEXES

ANNEXE 1: FICHES DE PROJETS DU PIA

ANNEXE 2: PROGRAMME DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

ANNEXE 3 : FEUILLES DE PRESENCES DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

ANNEXE 4 : FICHES DE PRESENCE DU COMES

ANNEXE 5: DELIBERATION DE LA COMMUNE VALIDANT LE PCD

ANNEXE 6: NOTE D'APPROBATION DU PCD PAR LE DD MINEPAT

ANNEXE 7: ARRETE PREFECTORAL APPROUVANT LE PCD